

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

**Ministère de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire**

Conseil National de la Statistique



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

**Ministry of Economy, Planning and
Regional Development**

National Statistics Council

**STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE
DU CAMEROUN : SADS 2015 - 2020**



Secrétariat du Conseil National de la Statistique

BP: 134 Yaoundé Tél: (237) 22 22 04 45 Fax: (237) 22 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	iii
AVANT PROPOS	vi
INTRODUCTION	8
1. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC DU SYSTÈME NATIONAL D'INFORMATION STATISTIQUE.....	9
1.1 Demande nationale de statistiques officielles.....	10
1.2 Offre nationale de statistiques officielles	10
1.3 Identification par domaine, des problèmes, causes et effets liés à la production statistique.....	12
1.3.1 Cadre juridique et institutionnel	12
1.3.2 Ressources humaines	13
1.3.3 Ressources matérielles et technologiques	13
1.3.4 Ressources financières.....	14
1.3.5 Coopération, recherche et développement.....	14
1.3.6 Production statistique	15
1.3.7 Diffusion, communication et archivage	16
1.3.8 Analyse des effets potentiels de l'environnement externe.....	16
1.3.9 Synthèse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du SNIS.....	17
2. ENJEUX ET CHOIX STRATÉGIQUES	17
2.1 Enjeux et défis.....	17
2.2 Vision du Système National d'Information Statistique	19
2.3 Mission du Système National d'Information Statistique	19
2.4 Axes stratégiques	19
3. CADRE LOGIQUE AXE SUR LES RESULTATS	26
4. PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES	32
4.1 Cadre institutionnel, coordination et gouvernance	32
4.2 Renforcement des capacités (humaines et matérielles) du SNIS	33
4.3 Enquêtes et recensements	34
4.4 Etudes	37
4.5 Mise en place des SIG	39
4.6 Mise en place des Systèmes d'Information Statistique et production des statistiques courantes	40
4.7 Opérations statistiques prioritaires.....	42
5. DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE, SUIVI-EVALUATION ET REPORTING	46
5.1 Dispositif de mise en œuvre.....	46
5.2 Suivi-évaluation de la SNDS2.....	46
5.2.1 Indicateurs de suivi-évaluation de la SNDS2	47
5.2.2 Dispositif institutionnel.....	48

5.2.3	Mécanisme de suivi au niveau des résultats opérationnels	48
5.2.4	Mécanisme de suivi et évaluation au niveau des effets et impacts	49
5.3	Risques et hypothèses	50
5.4	Recommandations pour la mise en œuvre	51
6.	BUDGETISATION ET FINANCEMENT DE LA STRATEGIE	52
	CONCLUSION	54
	ANNEXES	55
A1.	Cadre d'évaluation de la qualité des données.....	55
A2.	Indicateurs de renforcement des capacités statistiques	58
A3.	Arbre à problèmes du Système statistique camerounais en avril 2014	59
A4.	Programmation statistique 2015-2020.....	64
A5.	Budgétisation des activités du programme statistique 2015-2020	79
A6.	Analyse des effets potentiels de la SNDS 2.....	91
A7.	Encrage de la Stratégie avec les Objectifs de Développement Durable	121
A8.	Budgétisation des activités permettant le suivi les Objectifs de Développement Durable	182

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
AMO	Programme d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des Administrations du secteur rural MINADER - MINEPIA
ARSEL	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité
ATS	Agent Technique de la Statistique
BAD	Banque Africaine de Développement
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIP	Budget d'Investissement Public
BIT	Bureau International du Travail
BM	Banque Mondiale
BUCREP	Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population
C2D	Contrat de Désendettement - Développement
CAMERCAP	Projet de Renforcement des Capacités en Gestion Economique et Financière du Cameroun
CamSED	Cameroon Socio-Economics Data base
CDMT	Cadre de Dépense à Moyen Terme
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNS	Conseil National de la Statistique
CRESS	Country Report on Support of Statistics
DCR	Département de la Coopération, de la Coordination Statistique et de la Recherche /INS
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGSN	Délégation Générale à la Sûreté Nationale
DGTCFM	Direction Générale du Trésor, de la Coopération Financière et Monétaire
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
ECAM3	Troisième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
EDS/MICS IV	4 ^e Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples
EESI	Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel
FAO	Food and Agriculture Organisation
ICC	Indice du Coût à la Construction

IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INP	Indice National des Prix
INS	Institut National de la Statistique
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IPI	Indice de la Production Industrielle
IPPA	Indice des Prix des Produits Agricoles
IPTS	Ingénieur Principal des Travaux Statistiques
ISE	Ingénieur Statisticien Economiste
ITS	Ingénieur des Travaux Statistiques
MICS	Multiple Indicators' Cluster Survey
MINAC	Ministère des Arts et de la Culture
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINIMIDT	Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique
MINJUSTICE	Ministère de la Justice
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINT	Ministère des Transports
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
NSDD	Norme Spéciale de Diffusion des Données
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAGT	Programme pour l'Amélioration de la Gouvernance et de la Transparence dans la Gestion des Finances Publiques

PARIS21	Partnership in Statistics for Development in the 21st Century
PASE	Programme d'Appui au Secteur Educatif
PETS	Public Expenditure Tracking Survey
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaire Technique et Financier
RGAE	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage
RGE	Recensement Général des Entreprises et des Etablissements
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SNIS	Système National d'Information Statistique
TPS	Technicien Principal de la Statistique
TRE	Tableau Ressources Emplois
UE	Union Européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNFPA	United Nations Population Fund
UNICEF	United Nations Children's Emergency Fund

AVANT PROPOS

La Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) est le cadre de référence de l'action gouvernementale en matière de promotion des questions statistiques. Elle définit et spécifie des outils permettant de suivre et d'évaluer les efforts du Gouvernement dans tous les secteurs prioritaires.

La première stratégie a couvert la période 2009-2013 et est arrivée à son terme avec des résultats satisfaisants quoiqu'insuffisants. De nombreuses avancées ont été relevées notamment dans le volume de la production statistique. Ces efforts doivent être entretenus et orientés vers les aspects qualitatifs qui semblent être au cœur des insatisfactions notées.

La mise en œuvre de la SNDS 2009-2013 a permis de tirer plusieurs leçons, et notamment l'alignement des PTF sur la SNDS, conformément à la Déclaration de Paris. L'élaboration du rapport sur les appuis financiers à la statistique 2009-2011 (CRESS¹) réalisée avec l'appui de PARIS21 l'a prouvé.

La mobilisation des ressources a été appréciable, même si les retards n'ont pas permis de produire à temps les résultats escomptés. Cette situation a mis en exergue la nécessité d'un financement pérenne des activités de la statistique.

Plusieurs rapports ont été publiés à la grande satisfaction des pouvoirs publics et des PTF. L'INS a été de plus en plus sollicité à travers les conventions d'assistance technique pour appuyer les administrations sectorielles. L'INS a été parfois invité à prendre part à des rencontres de haut niveau souvent présidées par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement ; ce qui traduit l'importance grandissante à lui accordée en tant que coordonnateur du Système National d'Information Statistique (SNIS).

La définition d'une nouvelle stratégie se préoccupe de continuer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et des différentes stratégies sectorielles de développement.

Cette nouvelle stratégie devrait pouvoir permettre au SNIS, d'accompagner l'Etat du Cameroun vers son émergence à l'horizon 2035. Cette émergence se traduit dans le domaine statistique par le passage du pays du Système Général de Diffusion des Données (SGDD) qui a été mis en place pour les pays en voie de développement vers la Norme Spéciale de Diffusion de Données (NSDD) qui, s'il est encore besoin de le rappeler, est plus contraignante pour les pays qui y adhèrent mais leur garantit un peu plus d'opportunités sur certains aspects notamment les marchés financiers.

En alignant la SNDS à l'horizon du DSCE, l'une des raisons est d'afficher le fait que la statistique est considérée comme l'un des secteurs clés du DSCE. Comme tel, elle ne saurait avoir une autre échéance. En outre, cette révision intègre les préoccupations liées à l'Agenda de développement durable Post 2015 (Agenda Post-2015).

Compte tenu du contexte, la présente stratégie intègre les questions émergentes telles la

¹ Country Report on Support of Statistics

problématique de l'environnement et des changements climatiques, la gouvernance, paix et sécurité, le progrès social, etc. Tout en prenant aussi en compte, les priorités qui découlent de la mise en œuvre de la SNDS 2009-2013, la SNDS 2014-2020 a intégré les préoccupations liées notamment :

- ✓ aux Principes fondamentaux de la Statistique Officielle révisés en 2014 ;
- ✓ à l'environnement et changements climatiques ;
- ✓ à la gouvernance, la paix et la sécurité (GPS) ;
- ✓ au Système d'Information Géographique (SIG) ;
- ✓ au progrès social.

Le Gouvernement saisit l'occasion pour renouveler ses remerciements à tous les acteurs du SNIS et les Partenaires au développement pour leur étroite collaboration et pour les appuis multiformes et constants qu'ils n'ont cessé d'apporter pour le développement du Cameroun en général et de la statistique en particulier.

Le Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire,

Emmanuel NGANOU DJOUMESSI

INTRODUCTION

La révision de la SNDS 2009-2013 intervient dans un contexte international marqué principalement par l'adoption en 2011 à Busan (Corée du Sud) du Plan d'Action de Busan pour la Statistique (BAPS) qui dispose que les statistiques doivent être de bonne qualité pour la prise de décisions, les résultats, la redevabilité/responsabilité et la transparence. Au plan régional cette stratégie a pris en compte les orientations de la Stratégie d'Harmonisation des Statistiques en Afrique (SHaSA) et les principes de la Charte Africaine de la Statistique (CAS).

Au niveau national, le contexte est marqué par le passage au budget-programme qui fonde la gestion sur les résultats. Dans ce cadre, l'outil statistique est appelé à jouer un rôle très important en ce sens qu'il permet de rendre disponibles les indicateurs pour la mesure des progrès vers l'atteinte des objectifs fixés. Il s'agit ici entre autre de l'évaluation des impacts de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et des stratégies sectorielles dans leurs différentes dimensions.

La mise en œuvre de la SNDS 2009-2013 a permis de tirer plusieurs leçons, et notamment l'alignement des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sur la SNDS, conformément à la Déclaration de Paris. Il a été constaté que la mobilisation des ressources a été appréciable, même si les retards n'ont pas permis de produire à temps les résultats escomptés. Cette situation met en exergue la nécessité d'un financement pérenne des activités de la statistique. Au crédit de la SNDS 2009-2013, on note la publication de plusieurs rapports à la grande satisfaction des pouvoirs publics et des PTF.

Il est donc nécessaire, d'intégrer dans la SNDS2 tous ces éléments de contexte ainsi que les questions émergentes qui justifient une nouvelle demande en informations statistiques telles la problématique de l'environnement et des changements climatiques, la gouvernance, paix et sécurité, le progrès social, etc.

En alignant la SNDS à l'horizon du DSCE, l'une des raisons est d'afficher le fait que la statistique est considérée comme l'outil nécessaire pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du DSCE et des différentes stratégies sectorielles de développement. Comme tel, elle ne saurait avoir une autre échéance. En outre, cette révision intègre les préoccupations liées à l'Agenda de développement durable Post 2015 (Agenda Post-2015). La mise en œuvre de cette stratégie devra pouvoir permettre au SNIS d'accompagner le Cameroun vers son émergence à l'horizon 2035.

La présente stratégie 2015-2020 livre dans son premier point une synthèse du diagnostic du SNIS, il présente ensuite les enjeux et les choix stratégiques. Le troisième point de ce document présente le cadre logique de la stratégie et le quatrième fait l'Etat du Plan d'Action Prioritaire. Le cinquième point abordé est le dispositif de mise en œuvre et de suivi évaluation, alors que le dernier traite de la budgétisation et du financement de la stratégie.

1. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC DU SYSTÈME NATIONAL D'INFORMATION STATISTIQUE

Le Système National d'Information Statistique (SNIS) comprend l'ensemble des services et organismes qui ont pour mission de fournir aux administrations publiques ; aux entreprises ; aux organisations nationales, sous-régionales, régionales et internationales ; aux médias ; aux chercheurs et au public ; les données statistiques se rapportant aux domaines économique, social, démographique, culturel et environnemental entre autres. Outre les fournisseurs d'informations statistiques, le SNIS encadré par le Conseil National de la Statistique (CNS), organe consultatif qui oriente et supervise ses activités, intègre toute la chaîne des utilisateurs statistiques, qu'ils soient professionnels, occasionnels ou potentiels. Il repose fondamentalement sur 4 piliers :

- l'Institut National de la Statistique (INS) ;
- le Bureau Central des Recensements et des Études de Population (BUCREP) ;
- les entités statistiques des départements ministériels sectoriels et autres administrations ou organismes à caractère public ;
- les écoles de formation de statisticiens et démographes (ISSEA, IFORD...).

En dehors de l'INS et du BUCREP, classés au groupe zéro dont la mission se définit essentiellement par l'activité statistique, les entités statistiques des ministères se trouvent placées à des niveaux hiérarchiques variables reflétant leur niveau de développement. Dans une précédente étude, reprise et actualisée dans la SNDS, ces entités ont été classées en 3 groupes :

- le **groupe 1** dont le niveau de développement est acceptable ;
- le **groupe 2** dont le niveau de développement est médiocre
- le **groupe 3** dont le niveau de développement est quasi nul.

En outre, le système statistique camerounais est lié à diverses organisations internationales notamment :

- l'Organisation des Nations Unies (ONU)² ;
- l'Union Africaine (UA) ;
- la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC³) ;
- l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) ;
- l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI).

Par ailleurs, ces acteurs interviennent dans le système en tant que producteurs, utilisateurs ou partenaires au développement de la statistique.

² Le Cameroun a été élu membre délibérant de la Commission statistique des Nations Unies pour un mandat de 4 ans (2009-2013).

³ Sa Commission statistique n'est pas encore fonctionnelle

1.1 Demande nationale de statistiques officielles

Les statistiques constituent un outil essentiel d'aide à la prise de décisions et à la recherche. Les utilisateurs des données statistiques peuvent être nationaux ou internationaux. On les classe en six groupes.

i. Les ministères de coordination

Il s'agit des administrations qui ont une action transversale dans des domaines bien précis. Ce sont : le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire qui a la charge du suivi des questions de développement, le Ministère des Finances qui gère les ressources financières de l'Etat et le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative qui s'occupe de la gestion des ressources humaines.

ii. Les ministères sectoriels et organismes étatiques

Les ministères sectoriels (Education, Santé, Agriculture, Travail, etc.) ainsi que les autres organismes étatiques s'appuient sur les statistiques pour concevoir et évaluer leurs politiques et leurs programmes sectoriels.

iii. La Banque Centrale

Elle conçoit la politique monétaire à l'aide des données statistiques sur la monnaie, le crédit et les marchés financiers.

iv. Les organismes étatiques infranationaux

Les organismes étatiques infranationaux (régions, communes...) ont besoin de données pour l'élaboration et le suivi des politiques locales de développement.

v. Le secteur privé, la société civile, les universités et centres de recherche, les organisations internationales

On classe ici, les groupes socio-économiques comme la chambre de commerce et les associations professionnelles (GICAM, etc.), les syndicats, les associations des consommateurs, les étudiants et chercheurs, ainsi que les ONG.

vi. Le grand public

Les statistiques peuvent être utilisées par le grand public pour prendre des décisions personnelles ou pour se faire des opinions, en particulier dans le processus de transparence démocratique.

1.2 Offre nationale de statistiques officielles

L'offre de données incombe au gouvernement qui a opté pour un système statistique décentralisé avec différents producteurs de données ayant des responsabilités et des moyens d'intervention différents.

Cette offre est régie par un cadre juridique et institutionnel et des ressources.

1.2.1 Les producteurs de statistiques officielles

On compte quatre principaux producteurs de données statistiques.

- i. l'INS qui offre des informations issues des enquêtes et recensements sociodémographiques, économiques, culturelles et environnementales ;
- ii. le BUCREP qui met à la disposition du public des informations sur la population humaine et l'habitat ;
- iii. les administrations sectorielles qui fournissent des statistiques spécifiques à leur secteur ;
- iv. les autres producteurs (BEAC, CEMAC etc.).

1.2.2 Cadre de production

La production offerte s'appuie sur les points suivants :

i. Cadre juridique et institutionnel

Sur le plan juridique, l'activité statistique au Cameroun est encadrée par la loi N°91/023 du 16 décembre 1991 relative aux recensements et enquêtes statistiques. Cette loi est complétée par un décret d'application N°93/407/PM du 07 mai 1993 qui crée le Conseil National de la Statistique (CNS).

ii. Coordination du système

La coordination du Système National d'Information Statistique est assurée par le Conseil National de la Statistique qui est l'organe de coordination, de régulation et de consultation. L'INS assure le secrétariat technique.

iii. Ressources

Une production statistique de qualité présuppose des préalables parmi lesquels des compétences techniques, les ressources matérielles, technologiques financières.

a) Ressources humaines

L'offre de professionnels de la statistique est assurée par le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative qui s'occupe du recrutement, et le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire qui gère la formation et l'affectation des personnels formés.

b) Ressources matérielles et technologiques

L'Etat et les partenaires au développement mettent à la disposition du SNIS les ressources matérielles et technologiques nécessaires à la production et à l'offre des données statistiques.

c) Ressources financières

Les fonds alloués au développement de la statistique proviennent du budget de l'Etat et des

partenaires au développement.

iv. Partenariat

Le dispositif mis en place pour le partenariat à travers la SNDS1 fonctionne. L'INS dans son rôle de coordination apporte son appui technique aux administrations sectorielles pour la réalisation des études et opérations statistiques. De même il assure la coordination de la recherche des fonds dans le cadre de la coopération avec les partenaires au développement pour le financement de la statistique officielle.

v. Communication et diffusion

La mise à disposition des statistiques produites par le SNIS est assurée par les différentes entités du système à travers les rapports, les supports électroniques ainsi que les sites web. Une politique nationale de communication et de diffusion de l'information statistique a été élaborée.

1.3 Identification par domaine, des problèmes, causes et effets liés à la production statistique

Plusieurs problèmes qui entravent le bon fonctionnement du Système National d'Information Statistique ont été identifiés lors du diagnostic. Ces problèmes sont ciblés par domaines avec leurs causes et leurs effets.

1.3.1 Cadre juridique et institutionnel

Le problème central identifié est l'inefficacité de la coordination et de la gouvernance du SNIS.

1.3.1.1 Textes encadrant l'activité statistique au Cameroun

L'inefficacité de la coordination et de la gouvernance est fortement liée à l'obsolescence des textes régissant l'activité statistique au plan national. Au niveau international, la non ratification de certains instruments statistiques constitue un manquement significatif pour le système. Il est ainsi constaté une faible application des textes existants et une inadéquation du cadre juridique aux normes de production des statistiques de qualité.

1.3.1.2 Cadre institutionnel de l'activité statistique au Cameroun

Le cadre institutionnel de l'activité statistique au Cameroun est faiblement structuré et inapproprié. Le processus de création d'une unité en charge de la coordination de l'activité statistique dans certaines administrations sectorielles reste encore timide et la fonction statistique n'est pas suffisamment visible. Le cadre de concertation entre les producteurs reste faible et peu efficace avec les utilisateurs du SNIS. Il n'existe pas de cadre d'échanges entre producteurs et fournisseurs de données (entreprises, ménages, etc.). Les effets générés par cette situation sont multiples : (i) la non maîtrise des besoins en informations du système, (ii) la difficulté de centralisation des informations fiables, (iii) la diffusion des informations contradictoires d'une source de donnée à l'autre, (iv) la multiplicité de producteurs d'une même information ; toutes choses qui ne favorisent pas une utilisation rationnelle des ressources tant matérielles qu'humaines du système.

1.3.2 Ressources humaines

On note ici l'insuffisance des ressources humaines qualifiées et leur faible motivation.

1.3.2.1 Formation des ressources humaines

L'insuffisance de ressources humaines compétentes est imputable à la non maîtrise des besoins en ressources humaines du SNIS, la faible capacité d'accueil des écoles de statistique et de démographie et l'inexistence de plans nationaux et sectoriels de renforcement des capacités en statistique. On se retrouve en conséquence avec des postes de travail non pourvus ou pourvus par des profils inadaptés.

1.3.2.2 Gestion des ressources humaines

Le système statistique fait face à une déperdition de ses ressources humaines en raison de la forte mobilité des personnels statisticiens ou non. D'autres causes sont l'utilisation non optimale des ressources humaines formées, la faible motivation ainsi que le statut différencié du personnel en charge de la production statistique. L'abandon de certains postes de travail apparaît comme la principale conséquence de cette déperdition.

1.3.3 Ressources matérielles et technologiques

On note ici des problèmes relatifs aux infrastructures, aux équipements et aux supports technologiques et statistiques. Ceux-ci peuvent globalement être résumés en l'inadéquation du cadre de travail et l'insuffisance des outils de travail.

1.3.3.1 Les infrastructures

Trois difficultés sont identifiées au niveau des infrastructures : (i) l'insuffisance de locaux, (ii) l'absence de commodités dans les espaces réservés à la production statistique ainsi que (iii) l'insuffisance d'espaces adéquats réservés à la production statistique. Cette situation entraîne une promiscuité au lieu du travail et un faible rendement du personnel.

1.3.3.2 Les équipements

Les actions visant à renforcer les capacités du SNIS en certains équipements n'ont pas permis de résorber le déficit. Le système souffre également d'une mauvaise allocation du matériel informatique, roulant ou mobilier. Une autre difficulté est liée à la faible dotation en outils de maintenance du matériel informatique et roulant dans certains services en charge de la production statistique.

1.3.3.3 Supports technologiques et statistiques

L'intégration des TICs et des Systèmes d'Information Géographiques (SIG) dans le SNIS à l'effet d'optimiser la production reste encore timide. Cette situation persiste en raison de l'absence d'un schéma directeur de l'information géo référencée, de l'insuffisance de logiciels appropriés à la production statistique, de l'absence de banques de données interconnectées servant les besoins de toutes les unités du SNIS et du faible développement de l'infrastructure technologique et statistique.

1.3.4 Ressources financières

L'importance des ressources financières dans un système statistique n'est plus à démontrer. Le SNIS fait face à un problème de vulnérabilité du mécanisme de financement, tant au niveau des ressources internes qu'externes.

1.3.4.1 Ressources internes

Deux éléments sont à souligner à savoir la faible part du budget de l'Etat consacré à la production statistique dans les administrations sectorielles et l'absence de sécurisation des ressources. Ces deux principales sources de vulnérabilité du système de financement interne du SNIS sont dues par l'absence d'un fonds en faveur du développement de la statistique mobilisable à travers les taxes et centimes additionnels ; les procédures de mobilisation et de décaissement des ressources financières complexes et non adaptées ainsi que la faible priorité accordée au financement de la statistique. Les conséquences sont d'une part la dépendance financière excessive vis-à-vis des Partenaires au développement dont les actions sont ponctuelles et d'autre part la réorientation des ressources initialement allouées dans le budget de l'Etat à la production la statistique vers les activités toutes autres.

1.3.4.2 Ressources externes

L'appui financier des partenaires au développement est visible bien qu'insuffisant. Toutefois, l'appropriation insuffisante des procédures, la satisfaction des conditionnalités ainsi que l'inadéquation entre les textes de certains Partenaires et les exigences de la production statistique rendent difficiles la mobilisation des ressources financières. Cette situation entraîne des retards dans les décaissements des ressources financières ou tout simplement la forclusion.

1.3.5 Coopération, recherche et développement

Cette composante souffre d'un faible développement, tant au niveau de la coopération que de la recherche et développement.

1.3.5.1 Recherche et développement

Il existe entre les producteurs de données et les instituts de recherche une faible collaboration imputable au manque d'intérêt pour la prospective et à l'absence d'une culture de recherche.

1.3.5.2 Coopération et partenariat

La faible collaboration entre les structures du SNIS et la timide coopération avec les partenaires au développement, constituent les principales lacunes en matière de coopération et de partenariat. Les causes sous-jacentes sont multiples notamment l'inexistence de partenariat entre les structures du SNIS et les organisations de la société civile, la divergence des intérêts entre les acteurs impliqués et enfin le non respect de certains engagements pris dans les accords et conventions.

1.3.6 Production statistique

La production statistique souffre encore de l'insuffisance de la couverture et de l'assurance-qualité. Les domaines concernés sont les enquêtes et recensements, les statistiques de sources administratives, les agrégats macroéconomiques et indicateurs sociaux ainsi que les cartes thématiques.

1.3.6.1 Enquêtes statistiques et recensements

Les résultats d'enquêtes et recensements ne permettent pas de satisfaire les besoins des utilisateurs jusqu'au plus bas niveau du découpage administratif. Un autre constat porte sur l'existence de résultats contradictoires et le faible intérêt du public (usagers et d'autres utilisateurs) pour certains travaux ou résultats publiés par le système. Cette situation est due à : (i) la faible prise en compte des thématiques et des désagréments pertinentes (genre, infranationale, infra annuelle...), la non réalisation de certaines enquêtes indispensables, (ii) la faible utilisation des normes de qualité, (iii) le non respect de la périodicité de réalisation⁴ et (iv) l'absence d'une évaluation permanente de la qualité des données suivant les normes.

1.3.6.2 Statistiques de sources administratives

La production et l'exploitation des statistiques de sources administratives restent insuffisantes pour diverses raisons : (i) la faible culture statistique chez certains acteurs du système statistique national, (ii) le caractère inexistant ou non fonctionnel du système d'information statistique dans certaines administrations sectorielles, (iii) la non disponibilité des données sous des formats exploitables dans certaines administrations sectorielles, (iv) la faible utilisation des outils de normalisation statistique, (v) la rétention de l'information par certains fournisseurs de données et (vi) la non prise en compte systématique de l'aspect "genre" dans la collecte des statistiques.

1.3.6.3 Agrégats macroéconomiques

Dans la production des comptes nationaux, on note une production insuffisante et irrégulière des statistiques macroéconomiques. Ceci est due à l'incohérence de certaines sources de données et à l'indisponibilité de certaines données sectorielles qui lorsqu'elles existent sont généralement présentées sous des formats difficilement exploitables.

1.3.6.4 Cartes thématiques

L'irrégularité et/ou l'absence de la production des cartes thématiques dans certaines administrations sont dues à : (i) l'accès limité à certaines bases de données, (ii) la désagrégation insuffisante des données démographiques projetées, (iii) l'indisponibilité des données actualisées, (iii) le caractère non existant ou non fonctionnel du système d'information statistique de certaines administrations sectorielles.

⁴ A titre d'exemple, le dernier recensement de l'agriculture date de 32 ans, ce qui a entraîné l'obsolescence des bases de sondage du secteur rural et donc une qualité approximative des statistiques agricoles.

1.3.7 Diffusion, communication et archivage

La diffusion statistique, la communication et l'archivage demeurent approximatifs.

1.3.7.1 La diffusion

Les faiblesses de la diffusion résultent de l'inexistence de calendrier de diffusion, l'accès difficile aux données (publications, bases de données, etc.) pour le public, l'inexistence d'un catalogue de publications du SNIS, la faible centralisation des publications du SNIS et la faible production et/ou diffusion des métadonnées.

1.3.7.2 La communication

La communication en matière statistique est trop faible. Cette déficience est liée à une faible implication des médias dans la chaîne de production statistique. Il en résulte une faible visibilité de l'activité statistique une insuffisante prise en compte de la statistique dans la définition et la mise en œuvre des politiques ainsi que la réticence des fournisseurs d'informations.

1.3.7.3 Archivage

Le dispositif d'archivage est faiblement développé et les causes sont multiples. Il s'agit du manque d'intérêt pour la fonction d'archivage, la faible utilisation des outils et techniques modernes d'archivages et l'insuffisance de personnel qualifié en matière de documentation et d'archivage. Ces problèmes rendent difficile l'exploitation des archives et entraînent la non sécurisation des données et publications.

1.3.8 Analyse des effets potentiels de l'environnement externe

L'adoption de la première SNDS en 2009 a apporté une dynamique nouvelle au SNIS. La Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, cadre de référence de l'action gouvernementale, accorde une place de choix à la SNDS comme principal outil de suivi-évaluation.

Aussi, l'appropriation progressive des principes de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) au sein du gouvernement induit un intérêt croissant pour les statistiques. De même, le passage du budget des moyens au budget-programme met en exergue la nécessité de reconsidérer la production statistique.

En outre, la mise en œuvre de la décentralisation accroît les besoins en production statistique au niveau géographique le plus fin.

La coopération avec les partenaires internationaux en statistique constitue une aubaine pour la formation et le perfectionnement des ressources humaines, dont un manque en quantité et en qualité est palpable et constitue une réelle faiblesse pour le système statistique national. Il serait nécessaire d'exploiter toutes les opportunités offertes et de les combiner avec une approche intégrée de développement des ressources humaines, afin de relever le défi de la production statistique de qualité.

Cependant le programme statistique national ne bénéficie pas d'un financement conséquent pour assurer la production nécessaire. En plus, le financement consenti est fortement supporté

par les partenaires au développement. La forte dépendance vis-à-vis des financements des partenaires oblige le système à ne plus se focaliser sur les besoins nationaux, mais à intégrer au maximum les desideratas des partenaires. En ce sens, le plaidoyer devrait être amplifié dans les différents domaines évoqués plus haut, afin de faire prendre conscience à la société en général de l'importance de la Statistique, dans le but d'amener le gouvernement à consentir beaucoup plus de fonds pour une tenue des statistiques de qualité au niveau national.

1.3.9 Synthèse des forces, faiblesses, opportunités et menaces du SNIS

Les forces du SNIS se résument à une prise de conscience qui se traduit par une volonté du Gouvernement de faire de la Statistique un outil d'aide à la prise de décision dans la définition et le suivi-évaluation des politiques nationales et sectorielles.

Des efforts constants sont ainsi faits pour améliorer la coordination, la production et le niveau des ressources au sein du SNIS.

Cependant, le système présente encore de nombreuses faiblesses qui le rendent peu efficace dans ses missions. En effet, la coordination, surtout au niveau sectoriel n'est pas normalement assurée, la production demeure insuffisante, irrégulière et inexistante dans certains cas. Les ressources sont fortement limitées ; le système et le niveau du financement sont peu satisfaisants et l'utilisation des bonnes pratiques encore très peu répandue.

Toutefois, le contexte national actuel, ainsi que l'environnement international, offrent au SNIS de réelles opportunités de développement. La nécessité de suivre les stratégies du gouvernement à différents niveaux et la coopération internationale dans divers aspects sont entre autres autant d'opportunités à saisir.

Il est important de relever que ces atouts et opportunités ne seront efficacement capitalisés que si les menaces qui pèsent sur le SNIS sont réellement maîtrisées. Il s'agit surtout des problèmes liés aux ressources financières, aussi bien le système de financement que la mobilisation des ressources.

2. ENJEUX ET CHOIX STRATEGIQUES

2.1 Enjeux et défis

Cette stratégie ambitionne de fournir au Gouvernement un cadre performant de production des informations statistiques de qualité pour la définition, le suivi et l'évaluation des politiques nationales et sectorielles de développement.

La coordination statistique a été soulevée lors de l'évaluation de la précédente stratégie comme étant source importante de faiblesse du SNIS. L'atout principal du système est la mise en œuvre d'une première stratégie, qui a été l'occasion pour pratiquement tous les acteurs de comprendre leurs rôles respectifs au sein du système, particulièrement en ce qui concerne les organes de coordination. Il s'agira donc de penser efficacement les actions et programmes de coordination

à intégrer dans cette stratégie. Il s'agira ensuite pour l'INS de jouer effectivement son rôle de leader dans l'animation du système. Des efforts d'amélioration de la coordination sont en cours notamment avec les activités de révision des textes de loi régissant l'activité statistique au Cameroun et le début de l'opérationnalisation de l'instruction du Premier Ministre de mettre en place des unités en charge de l'activité statistique dans les administrations sectorielles.

En revanche, des efforts restent à fournir en ce qui concerne notamment les aspects de suivi-évaluation, de culture statistique et de collaboration entre les différents acteurs. L'appropriation de la présente stratégie par les décideurs politiques est plus que nécessaire pour renforcer la coordination du système.

L'insuffisance des ressources humaines qualifiées constitue également un grand frein au développement du SNIS. Non seulement la quantité qui provient des écoles de formation est faible, mais aussi on assiste à une grande déperdition des personnels formés, principalement statisticiens, pour des carrières en dehors du système de production statistique ou simplement hors du pays. Pourtant, la mise en œuvre de la première stratégie a ravivé l'intérêt pour la fonction statistique auprès de plusieurs administrations, et celles-ci ont émis le souhait de disposer d'un dispositif statistique, et donc de personnels statisticiens et démographes. Par ailleurs, la mise en œuvre de la décentralisation va indubitablement induire des besoins en personnels formés dans le domaine de la statistique. Une stratégie efficace de gestion des ressources humaines serait indispensable pour une mise en œuvre réussie de la SNDS.

L'autre défi majeur du système est celui du financement de l'activité statistique en général. En effet, le financement national reste insuffisant et on observe une grande dépendance vis-à-vis des partenaires au développement. Il est question de relever cette enveloppe afin d'assurer une couverture statistique minimale, mais également de sécuriser les fonds nationaux alloués aux projets statistiques.

S'agissant de la sécurisation des financements, le système bénéficie d'une opportunité en la réforme des finances publiques, avec l'application depuis l'année 2013 des principes du budget-programme. Dans ce contexte, les fonds alloués aux activités statistiques ne pourront qu'être utilisés à cette fin. Il ne reste donc plus qu'à intéresser effectivement toutes les parties prenantes à l'élaboration des plans d'actions dans le cadre de la présente stratégie, en assurant une couverture aussi large que possible.

Il faudrait également relever, dans un moyen terme, l'enveloppe nationale dédiée à la statistique, de façon à supporter au moins 75% des financements nécessaires. En ce sens, il conviendrait entre autres de renforcer les capacités des gestionnaires de programmes au processus de maturation des projets et à la Gestion Axée sur les Résultats, éléments indispensables au suivi-évaluation, et donc à la tenue des statistiques de qualité.

Une action qui aura un effet de catalyseur dans toute action de plaidoyer engagée en faveur de la statistique serait d'améliorer la communication au sein du SNIS, cette communication qui intégrera une dimension stratégique d'échanges avec les utilisateurs. On y retrouvera également

des aspects de diffusion des productions statistiques du SNIS. En effet, améliorer la communication aura comme effet d'améliorer la visibilité de la statistique dans la société en général, et de rendre de notoriété publique la nécessité absolue de disposer des statistiques fiables et actuelles. Ainsi toutes les parties prenantes seraient plus réceptives aux idées et actions de développement du système statistique.

Les choix stratégiques sont des options stratégiques mises ensemble par tous les acteurs du Système pour l'élaboration et la mise en œuvre de la SNDS. Ils comprennent la mission, la vision et les axes stratégiques du système statistique national.

2.2 Vision du Système National d'Information Statistique

La SNDS vise à asseoir à l'horizon 2020, un SNIS stable, efficient, produisant et diffusant à temps des données statistiques fiables, actuelles, répondant aux besoins de tous les utilisateurs notamment pour la conception ainsi que le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des politiques et programmes de développement, en vue de migrer vers la Norme Spéciale de Diffusion des Données (NSDD).

2.3 Mission du Système National d'Information Statistique

Le SNIS a pour mission de :

- ✓ coordonner l'activité statistique ;
- ✓ renforcer les capacités et la gestion des ressources humaines et matérielles;
- ✓ produire, disséminer et archiver les données et métadonnées de qualité ;
- ✓ suivre et évaluer les politiques publiques et les stratégies nationales, sectorielles et à périmètre ministérielle en prenant en compte la décentralisation ;
- ✓ renforcer la visibilité de la statistique ;
- ✓ développer la culture statistique.

2.4 Axes stratégiques

A l'horizon 2020, l'objectif global de la SNDS est d'amener le SNIS à produire et à diffuser des statistiques de qualité suffisamment désagrégées et prenant en compte les domaines émergents.

La stratégie mise en place pour atteindre cet objectif ainsi que les objectifs stratégiques et spécifiques est déclinée dans les cinq axes stratégiques suivants :

AXE 1 : RENFORCEMENT DE LA COORDINATION ET GOUVERNANCE

Objectif stratégique : Rendre efficaces la coordination et la gouvernance du système

Objectif spécifique 1 : Mettre en place un cadre juridique adapté à la prise en compte des normes de qualité (principes fondamentaux de la statistique, charte africaine de la statistique, etc.)

Les actions à mener porteront notamment sur :

- ✓ La révision des textes portant sur l'activité statistique ;
- ✓ La ratification de la Charte africaine de la Statistique ;
- ✓ La formation/Sensibilisation des acteurs impliqués dans la production et l'utilisation des statistiques ;
- ✓ La veille à l'application des textes adoptés pour le SNIS.

Objectif spécifique 2 : Améliorer la coordination de la production et de la diffusion des données statistiques surtout dans les administrations sectorielles et au niveau régional.

Cette amélioration se fera à travers :

- ✓ La mise en place d'une unité chargée de la production statistique et de la coordination de l'activité statistique dans chaque administration sectorielle et au niveau décentralisé ;
- ✓ L'amélioration du cadre de concertation entre les producteurs et les utilisateurs du SNIS ;
- ✓ L'amélioration du fonctionnement des cadres de concertation entre producteurs du SNIS (CNS, Comités de suivi des objectifs des stratégies, etc.) ;
- ✓ La vulgarisation et la formation à l'utilisation des instruments de normalisation ;
- ✓ L'évaluation régulière des besoins en information du système ;
- ✓ L'instauration d'un cadre d'échanges entre producteurs et fournisseurs de données (entreprises, ménages, ONG, société civile, etc.)
- ✓ La distribution systématique des fiches synthétiques des résultats des opérations de collecte précédentes aux enquêtes échantillon ;
- ✓ L'exploitation de tous les canaux de diffusion et de communication (transmission des rapports aux élus locaux à travers l'Internet, distribution au parlement, et aux autorités administratives),
- ✓ La mise en place d'un espace de communication médiatique permanente sur la statistique.

AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES, MATERIELLES, TECHNOLOGIQUES ET FINANCIERES

Objectif stratégique1 : Disposer des ressources humaines compétentes, motivées et en nombre suffisant

Objectif spécifique 1 : Prendre en compte les besoins du SNIS dans la formation et le renforcement des capacités en statistique des ressources humaines avec augmentation du nombre de statisticiens et démographes

Il sera question d'assurer :

- ✓ Le renforcement de la formation des statisticiens et démographes dans les deux langues officielles ;
- ✓ L'ouverture de la formation aux structures de formation en dehors des écoles régionales

- ✓ La formation permanente des personnels non statisticiens dans divers domaines : techniques statistiques de base, techniques d'archivage et diffusion des microdonnées, techniques de production cartographique, etc.;
- ✓ L'élaboration de plans nationaux et sectoriels de renforcement des capacités en statistique ;
- ✓ L'évaluation régulière des besoins en ressources humaines du SNIS.

Objectif spécifique 2 : Maintenir dans le système les personnels du SNIS formés pour les questions statistiques à travers la mise en place d'une stratégie de rétention

Les actions seront orientées vers :

- ✓ La mise en place des conditions de carrière dans le SNIS ;
- ✓ La création des conditions favorables en vue de maintenir dans le système les personnels formés du SNIS ;
- ✓ La clarification du contenu des postes de travail et l'affectation des personnels en tenant compte des profils requis ;
- ✓ L'uniformisation des statuts du personnel en charge de la production statistique ;
- ✓ L'amélioration du niveau d'application des statuts du personnel de l'INS ;
- ✓ La mise en place des actions en vue d'une meilleure motivation du personnel en charge de la production statistique.

Objectif stratégique2 : Améliorer le cadre de travail et mettre à niveau les outils de travail

Objectif spécifique 1 : Disposer d'espaces adéquats réservés pour la production statistique

Il s'agira de garantir la dotation des services de statistique, tant au niveau central que déconcentré, en locaux décents et suffisants.

Objectif spécifique 2 : Doter le SNIS d'une infrastructure technologique adéquate

- ✓ L'allocation judicieuse du matériel informatique : ordinateurs complets, serveurs, etc.;
- ✓ La dotation suffisante en outils de maintenance du matériel informatique et roulant.
- ✓ L'élaboration d'un schéma directeur de l'information géo référencée au niveau du SNIS ;
- ✓ La dotation du SNIS en logiciels appropriés à la production statistique ;
- ✓ La mise en place de banques de données interconnectées servant les besoins de toutes les unités du SNIS.

Objectif spécifique 3 : Disposer de la logistique nécessaire et suffisante pour la production statistique de qualité :

- ✓ L'acquisition des véhicules pour les services statistiques.

AXE 3: AMELIORATION DE LA COUVERTURE ET LA QUALITE DE LA

PRODUCTION STATISTIQUE

Objectif stratégique : Assurer la couverture et la qualité de la production statistique

Objectif spécifique 1 : Assurer la régularité des recensements et enquêtes du programme prioritaire

Les actions à mener sont les suivantes :

- ✓ Le respect de la périodicité de réalisation des recensements et grandes enquêtes : RGPH, ECAM, EESI, EDS-MICS, RGE ;
- ✓ La réalisation des enquêtes et études statistiques pour les différents secteurs : rural, éducation, santé, industries, infrastructures, commerce, gouvernance, paix et sécurité, etc.

Objectif spécifique 2 : Prendre en compte des thématiques et des désagréments pertinentes (genre, infranationale, infra annuelle,.....) dans la production statistique

Les actions de cet objectif spécifique portent sur :

- ✓ La production des projections démographiques au niveau régional et communal ;
- ✓ La production des comptes nationaux trimestriels et régionaux.

Objectif spécifique 3 : Intensifier et améliorer l'utilisation des normes de qualité dans la production statistique

Les actions sont :

- ✓ La production et vulgarisation des documents de normalisation pour la production des statistiques officielles ;
- ✓ L'appropriation du Cadre d'Évaluation de la Qualité des Données (CEQD).

Objectif spécifique 4 : Evaluer de façon permanente la qualité

Action :

- ✓ L'évaluation permanente de la qualité des données suivant les normes du CEQD.

Objectif spécifique 5 : Renforcer l'exploitation des données de sources administratives

Les actions sont :

- ✓ La mise en place systématique des systèmes d'information statistique dans toutes les administrations du SNIS ;
- ✓ La mise en place des bases de données sectorielles ;
- ✓ La production des outils de collecte au format harmonisé ;
- ✓ La production des annuaires statistiques, tableaux de bord ;
- ✓ La prise en compte des aspects "genre" dans la collecte des statistiques.

Objectif spécifique 6 : Assurer la production des comptes satellites

Action :

- ✓ La mise en œuvre satisfaisante des recommandations internationales dans la production des comptes satellites et nationaux.

Objectif spécifique 7 : Assurer la production régulière des principaux agrégats macroéconomiques et indicateurs sociaux

Les actions sont :

- ✓ La production des comptes nationaux provisoires et définitifs ;
- ✓ La mise en cohérence des sources de données.

Objectif spécifique 8 : Produire à des intervalles réguliers les cartes thématiques

Les actions sont :

- ✓ Le géo référencement et la mise en place des SIG pour divers secteurs : éducation, eau et énergie, industries et mines, habitat, patrimoine de l'Etat et des CTD, etc. ;
- ✓ La production annuelle des cartes thématiques : cartes scolaires, carte sanitaire, carte sociale, carte industrielle, carte routière, etc ;
- ✓ La facilitation de l'accès aux données du RGPH ;
- ✓ La désagrégation suffisante des données démographiques projetées.

AXE 4 : AMELIORATION DE L'ARCHIVAGE, LA DIFFUSION ET L'UTILISATION DES DONNEES

Objectif stratégique : Renforcer la diffusion, l'archivage et la communication de l'information statistique

Objectif spécifique 1 : Elaborer des plan de diffusion pour les services statistiques du SNIS

Les actions sont :

- ✓ L'élaboration régulière et le respect du calendrier de diffusion ;
- ✓ L'assurance d'une plus large diffusion des informations produites ;
- ✓ La facilitation de l'accessibilité des données produites au public.

Objectif spécifique 2 : Intensifier la diffusion des données

Action :

- ✓ La diversification des canaux de diffusion avec prise en compte des TIC : Internet, CD, clés USB, etc.

Objectif spécifique 3 : Assurer la prise en compte des aspects de communication lors du montage des projets

Les actions à mener sont :

- ✓ L'élaboration et la diffusion d'un catalogue de publication du SNIS ;
- ✓ L'organisation des ateliers de présentation des résultats des opérations statistiques ;
- ✓ L'organisation des ateliers de formation des médias à l'utilisation des données statistiques.

Objectif spécifique 4 : Prendre en compte les aspects d'archivage lors du montage des projets

Les actions à mener sont :

- ✓ La centralisation des publications du SNIS à l'INS ;
- ✓ La dématérialisation des productions du SNIS.

AXE 5 : DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE APPLIQUEE ET RENFORCEMENT DE LA COOPERATION

Objectif stratégique : Développer la recherche appliquée et renforcer la coopération

Objectif spécifique 1 : Intensifier la collaboration entre les producteurs de données et les instituts de recherche

Les actions à mener sont :

- ✓ L'élaboration de nouvelles méthodologies ;
- ✓ La valorisation suffisante des résultats des enquêtes ;
- ✓ L'exploration de nouveaux champs de production statistique (big data, open data, etc.) ;
- ✓ Le suivi des indicateurs de l'agenda post 2015.

Objectif spécifique 2 : Renforcer la collaboration entre les structures du SNIS

Les actions à mener sont :

- ✓ Le renforcement de la collaboration entre les services statistiques et l'INC ;
- ✓ La création d'un cadre de concertation entre les structures du SNIS ;
- ✓ La création d'un partenariat entre les structures du SNIS et le secteur privé.

Objectif spécifique 3 : Renforcer la coopération avec les partenaires au développement

Les actions à mener sont :

- ✓ L'exploration de nouvelles pistes de coopération bilatérale en statistique ;
- ✓ La participation aux activités statistiques organisées par la communauté internationale.

3. CADRE LOGIQUE AXE SUR LES RESULTATS

Logique des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
<p>Objectif global : Amener le SNIS à produire et à diffuser des statistiques de qualité suffisamment désagrégées et prenant en compte les domaines émergents</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Liste des productions statistiques ▪ Couverture thématique de la production statistique ▪ Qualité des données produites ▪ Niveau de désagrégation des données ▪ Indice national de développement de la statistique ▪ Indice de satisfaction des utilisateurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Livrables des projets statistiques ; ▪ Rapports des évaluations de la qualité des données ▪ Rapports du suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapports d'activités statistiques des administrations ▪ Rapport d'enquête sur le développement de la statistique ▪ Rapports d'enquête sur la satisfaction des utilisateurs de données 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Stabilité politique assurée ▪ Volonté politique ▪ Application effective des textes juridiques et réglementaires
AXE 1 : RENFORCEMENT DE LA COORDINATION ET GOUVERNANCE			
<p>Objectif spécifique : Rendre efficace la coordination et la gouvernance du système</p>	<p>Qualité de la coordination et de la gouvernance du SNIS</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de suivi/évaluation de la SNDS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Volonté politique ▪ Dynamisme des organes de coordination diligence des services du MINEPAT et du MINREXT
<p>Résultat 0.1. : Un cadre juridique adapté à la prise en compte des normes de qualité (principes fondamentaux de la statistique, charte africaine de la statistique, etc.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de cadres juridiques visant à améliorer les normes et la qualité ratifiés par le Cameroun ▪ Types de normes de qualité pris en compte dans les textes statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cadres juridiques ▪ Textes réglementaires du Cameroun ▪ Contenu des textes statistiques 	
<p>Résultat 0.2. : la coordination de la production et de la diffusion des données statistiques est améliorée surtout dans les administrations sectorielles et au niveau régional</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proportion d'administrations sectorielles ayant une gestion centralisée de l'information ; ▪ Nombre d'administrations ayant bénéficié d'un appui technique de l'INS ; ▪ Proportion d'administrations utilisant les outils de normalisation statistique produits par l'INS. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organigrammes des ministères ▪ Rapports d'activités statistiques sectorielles ▪ Rapports de suivi-évaluation de la SNDS ▪ Rapports d'évaluation de la qualité des données 	
AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES, MATERIELLES, TECHNOLOGIQUES ET FINANCIERES			
<p>Objectif spécifique 1 : Disposer des ressources humaines compétentes,</p>	<p>Effectif des ressources humaines qualifiées en activité dans le SNIS</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports de suivi/évaluation de la SNDS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Volonté politique ▪ Capacité suffisante

Logique des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
motivées et en nombre suffisant		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de l'évaluation des capacités du SNIS 	<ul style="list-style-type: none"> des structures spécialisées de formation ▪ Disponibilité des ressources pour la formation continue <ul style="list-style-type: none"> ▪ Fiabilité des évaluations
Résultat 1.1. : Les besoins du SNIS sont pris en compte dans la formation et le renforcement des capacités en statistique des ressources humaines, avec augmentation du nombre de statisticiens et démographes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proportion de ministères ayant au moins 2 statisticiens /démographes en service dans l'unité statistique ▪ Nombre de personnels non statisticiens du SNIS ayant bénéficié d'une formation sur les principes de base de la statistique ▪ Proportions de statisticiens/démographes ayant bénéficié d'un renforcement de capacités nécessaires au système 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapports d'activités statistiques des administrations sectorielles 	
Résultat 1.2. : Le personnel formé du SNIS pour des questions statistiques y est maintenu	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de statisticiens/démographes sortis du système ▪ Proportion de personnels des administrations sectorielles, formés et en service à la production statistique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapport de l'évaluation des capacités du SNIS 	
Objectif spécifique 2 : Améliorer le cadre de travail et mettre à niveau les outils de travail	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proportion d'administrations disposant d'un cadre de travail approprié à la production statistique ▪ Proportion de personnel de l'unité de production statistique disposant d'un cadre de travail approprié ▪ Proportion d'administrations disposant d'outils de travail approprié pour la production statistique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cadre de travail du SNIS ▪ Rapport d'enquête sur le renforcement des capacités des administrations du SNIS ▪ Rapport de suivi/évaluation de la SNDS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilité des ressources financières ▪ Respect des délais par les prestataires
Résultat 2.1. : Des espaces adéquats réservés pour la production statistique sont disponibles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bâtiment construit pour abriter les services centraux de l'INS ▪ Bâtiments construits pour abriter les services régionaux de l'INS ▪ Nombre de personnels du SNIS travaillant dans de bonnes conditions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sites de construction ▪ Rapport de suivi/évaluation de la SNDS Rapport de l'évaluation des capacités du SNIS 	
Résultat 2.2. : La logistique nécessaire pour la production statistique de qualité est disponible et suffisante	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proportion d'unités statistiques disposant d'au moins un véhicule de service pour la production statistique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapport sur l'évaluation du personnel statistique du SNIS 	

Logique des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Résultat 2.3. : Le SNIS est doté d'une infrastructure technologique et statistique adéquate	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proportion d'administrations disposant d'un centre de traitement des données statistiques ▪ Ratio personnels/ordinateur ▪ Proportion d'administrations ayant acquis des licences pour des logiciels statistiques ▪ Proportion d'administrations dont l'unité statistique dispose d'une connexion Internet 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapport de l'évaluation des capacités du SNIS 	
Objectif spécifique 3 : Disposer d'un mécanisme de financement du SNIS fiable et sécurisé	Proportion de structures du SNIS ayant des financements sécurisés pour la production statistique	Rapports de suivi/évaluation de la SNDS	
Résultat 3.1. : Le budget de l'Etat consacré à la fonction statistique dans les administrations sectorielles couvre l'essentiel des besoins de la SNDS	Part du budget de l'Etat consacré à la statistique dans chaque administration par rapport aux besoins de la SNDS	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PAP et CDMT des différentes administrations sectorielles ▪ Rapport de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Budget détaillé des ministères (loi des finances) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Volonté des décideurs ▪ Culture statistique ▪ Disponibilité des ressources financières ▪ Disponibilité des partenaires à accompagner les chefs de projets
Résultat 3.2. : L'activité statistique dans les administrations sectorielles dispose d'une ligne budgétaire dédiée	Nombre d'administrations disposant d'une ligne budgétaire clairement libellée pour l'activité statistique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PAP et CDMT des différentes administrations sectorielles ▪ Budget détaillé des ministères (loi des finances) 	
Résultat 3.3. : Les fonds alloués à la production statistique sont disponibles en temps opportun	% d'opérations statistiques pour lesquelles les fonds ont été disponibles en temps opportun	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de suivi évaluation de la SNDS ▪ Rapports d'activité statistique des différentes administrations sectorielles 	
Résultat 3.4. : Les coordonnateurs de projets statistiques maîtrisent les conditionnalités de mise en œuvre des projets avec les partenaires au développement	Nombre de chefs de projets ayant bénéficié, au courant de l'année, d'un accompagnement des PTF sur les conditionnalités de mise en œuvre des projets financés par ces derniers	Rapport de mise en œuvre des projets statistiques.	
AXE 3 : AMELIORATION DE LA COUVERTURE ET DE LA QUALITE DE LA PRODUCTION STATISTIQUE			
Objectif spécifique 1: Assurer la couverture et qualité de la production statistique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de couverture de la production statistique ▪ Qualité des données produites 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports des évaluations de la qualité des données ▪ Rapports de suivi/évaluation de la 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Disponibilité financière ▪ Capacités matérielles

Logique des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
		SNDS ▪ Publications	et humaines ▪ Disponibilité des outils de normalisation ▪ Appropriation des normes de qualité statistique par les sectoriels
Résultat 1.1. : Les recensements et enquêtes du programme prioritaire sont réalisés avec régularité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pourcentage de recensements et d'enquêtes du programme prioritaire réalisés ▪ Pourcentage de recensements et d'enquêtes du programme prioritaire réalisés dans les délais ▪ Pourcentage de recensements et d'enquêtes du programme prioritaire en cours 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports de projets ▪ Rapport de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapports d'activités des administrations sectorielles 	
Résultat 1.2. : La production statistique prend en compte des thématiques et des désagréments pertinentes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de problématiques émergentes pour lesquels les données ont été produites ▪ Niveau de désagrégation des statistiques diffusées 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Publications statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence des données de sources administratives ▪ Bonne coordination de l'activité statistique sectorielle ▪ Culture statistique ▪ disponibilité des ressources financières ▪ capacités humaines des sectoriels
Résultat 1.3. : L'utilisation des normes de qualité dans la production statistique est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de structures respectant les normes de qualité dans la production statistique ▪ Nombre de structures utilisant les outils de normalisation produits par l'INS dans la production statistique 	Rapport d'Evaluation de la qualité des données	
Résultat 1.4. : Les données produites font l'objet d'une évaluation régulière	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proportion d'opérations statistiques ayant fait l'objet d'une évaluation régulière ▪ Fréquence des évaluations externes 	Rapports d'évaluation externes	
Résultat 1.5. : L'exploitation des données de sources administratives est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proportion de structures ayant produit une synthèse statistique (annuaire statistique, tableau de bord, note de conjoncture, etc.) sur la base des données de sources administratives ▪ Nombre d'annuaires statistiques sectoriels produits ▪ Nombre d'annuaires statistique nationaux produits 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Annuaires statistiques ▪ Autres documents de synthèses statistiques ▪ Rapports de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapports d'activités statistiques annuels des administrations sectoriels 	
Résultat 1.6. : Les comptes satellites sont régulièrement produits	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proportion d'administrations ayant produit des comptes satellites ▪ Fréquence de production 	Publications	
Résultat 1.7. : Les principaux agrégats macroéconomiques et indicateurs sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de rapports annuels sur les indicateurs sociaux produits 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Répertoire des publications du SNIS ▪ Service des archives et de la 	

Logique des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
sont produits de manière régulière	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de rapports annuels sur les comptes nationaux produits Fréquence de production	documentation de l'INS <ul style="list-style-type: none"> ▪ Publications 	
Résultat 1.8. : Les cartes thématiques sont produites régulièrement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de cartes thématiques produites ▪ Types de cartes thématiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cartes thématiques ▪ Rapports d'activités statistiques des administrations ▪ Rapports de suivi/évaluation de la SNDS 	
AXE 4 : AMELIORATION DE L'ARCHIVAGE, LA DIFFUSION ET L'UTILISATION DES DONNEES			
Objectif spécifique : Améliorer la diffusion, l'archivage et la communication de l'information statistique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de canaux de diffusion utilisés ▪ Proportion d'unités statistiques ayant en leur sein un système d'archivage des produits statistiques ▪ Proportion d'administrations ayant un plan de communication de l'information statistique 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités statistiques des administrations ▪ Rapports de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Plans de communications ▪ Archives du SNIS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Existence d'un plan de diffusion et de communication ▪ Existence des moyens d'archivage ▪ Volonté politique ▪ Disponibilité des ressources financières ▪ Capacités des ressources humaines ▪ Existence des documents de projets
Résultat 1.1. : Des plans de diffusion pour les services statistiques du SNIS sont élaborés	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proportion de structures ayant élaboré un plan de diffusion 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport du suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapport d'activités des administrations sectorielles 	
Résultat 1.2. : Les délais de publication et de diffusion sont respectés	Nombre de publications produites dans les délais de la programmation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'activités des administrations sectorielles ▪ Rapport annuel d'évaluation de la SNDS 	
Résultat 1.3 : La diffusion des données est intensifiée	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Projets ayant fait l'objet d'une présentation officielle des résultats ▪ Nombre de documents produits par les sectoriels et transmis à l'INS et aux autres administrations ▪ Nombre d'administrations diffusant régulièrement sur les différents supports <ul style="list-style-type: none"> – Papier – Internet – CD, clés USB 	Rapport annuel d'évaluation de la SNDS	

Logique des résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
Résultat 1.4. : Les aspects de communication sont pris en compte lors du montage des projets statistiques	Nombre de projets statistiques ayant pris en compte les aspects de communication lors du montage (communiqué de presse, point de presse, espaces radiodiffusés et télévisés)	Rapport annuel d'évaluation de la SNDS	
Résultat 1.5. : les produits de projets statistiques des administrations sectorielles sont archivés	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de projets statistiques ayant pris en compte les aspects d'archivage dans le montage ▪ Proportion d'administrations ayant constitué leurs propres archives statistiques ▪ Proportion d'administrations ayant transmis pour archivage, leurs publications et leurs bases de données produites à l'INS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports d'activités statistiques des administrations ▪ Rapports de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Plans de communications ▪ Archives INS 	
AXE 5 : DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE APPLIQUEE ET RENFORCEMENT DE LA COOPERATION			
Objectif spécifique : Développer la recherche appliquée et renforcer la coopération	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de publications des travaux de recherche appliquée à la statistique ▪ Nombre de nouveaux accords de coopération établis au sein du SNIS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapports d'activités statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capacité des ressources humaines ▪ Volonté des partenaires au développement ▪ Volonté politique ▪ Volonté des acteurs du SNIS
Résultat 1.1. : La collaboration entre les producteurs de données et les instituts de recherche gagne en intensité	Nombre d'accords de partenariat entre les producteurs de données et les instituts de recherche	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapports d'activités statistiques 	
Résultat 1.2. : La collaboration entre les structures du SNIS est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de requêtes (à l'endroit des autres administrations) pour information statistique servi ▪ Nombre de rencontres d'échanges tenues entre les structures du SNIS 	Rapport de suivi/évaluation de la SNDS	
Résultat 1.3. : La coopération avec les partenaires au développement est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de nouveaux accords de partenariat signés avec les partenaires au développement ▪ Nombre de rencontres tenues avec les partenaires au développement sur la SNDS 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport de suivi/évaluation de la SNDS ▪ Rapports d'activités statistiques 	

4. PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES

4.1 Cadre institutionnel, coordination et gouvernance

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale du coût (millions de FCFA)
Signature des textes portant sur l'activité statistique								MINEPAT/PM/PR	ND
Ratification de la charte africaine de la statistique								MINEPAT/MINREX	ND
Vulgarisation de la statistique et des textes portant sur l'activité statistique	1	80	80	80	80	80	80	INS	480
Mise en place des unités dédiées à la production des statistiques sectorielles		20	20		40		20		100
Mise en place des comités spécialisés auprès du Conseil National de la Statistique								SNIS	ND
production et vulgarisation des documents méthodologiques et de normalisation	1	36	34	20	20	20	20	INS	150
Vulgarisation des outils d'évaluation de la qualité des données (CEQD)	1		12	12	12	12	12	INS	60
Opérationnalisation de la cellule de communication à l'INS								CNS	ND
Création et Opérationnalisation de la cellule de communication à l'INS								CNS	ND
Evaluation régulière des besoins en informations du système et de la qualité des données	1	27	27	27	27	27	27	INS	162

4.2 Renforcement des capacités (humaines et matérielles) du SNIS

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de F CFA)
RESSOURCES HUMAINES									
Formation d'un nombre plus important de statisticiens et démographes en particulier les cadres moyens et agents techniques								SNIS	ND
Réalisation de l'étude sur la gestion centralisée du personnel en charge de la production statistique								INS/ MINEPAT	ND
Renforcement de la formation des statisticiens et démographes dans les deux langues officielles								SNIS	ND
Mise en place d'un centre de formation au sein de l'INS									ND
Evaluation régulière des besoins en ressources humaines du SNIS								INS	ND
Elaboration de plans nationaux et sectoriels de renforcement des capacités en statistique	1	14	14	14	14	14	14	INS	84
Formation des personnels en charge de la production statistique dans les administrations sectorielles (techniques statistiques de base, gestion des projets statistiques, archivage, diffusion des micro données, techniques cartographiques, etc.)	1	574	350	559	287	266	320	SNIS	2 356
RESSOURCES MATERIELLES ET LOGISTIQUES									
Finalisation de la construction de l'immeuble siège de l'INS		3 500	3 000					INS	6 500
Finalisation de la construction de l'immeuble siège du BUCREP		310	510	190				BUCREP	1 010
Localisation décente des agences de l'INS dans les régions (sécurisation des sites et construction)	1							INS	ND
Amélioration du cadre de travail des services statistiques sectoriels	1							Chaque administration	ND
Renforcement des équipements de travail et logiciels des services statistiques	1	25	99	148	48	48	48	Chaque administration	416

4.3 Enquêtes et recensements

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de F CFA)
Réalisation du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (4 ^{ème} en 2015)	10	13 933	2 147	1 422				BUCREP	17 502
Enquêtes sur la migration et le développement					500			BUCREP	500
Enquête sur la détermination des zones criminogènes	2		200		200		200	DGSN/SED	600
Réalisation du Recensement Général des Entreprises (2 ^{ème} et 3 ^{ème})	5	1 200					1 400	INS	2 600
Réalisation de l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (finalisation d'ECAM 4 et réalisation d'ECAM 5)	5	500	200			3 000	1 000	INS	4 700
Réalisation des Enquête à Indicateurs Multiples (MICS) (finalisation de la 5 ^{ème} et réalisation de la 6 ^{ème})	3			450	300			INS	750
Réalisation des Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS) (5 ^{ème} en 2016)	5	1000	974					INS	1 974
Réalisation des Enquêtes sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI3 et EESI4)	5	700	300			200	800	INS	2 000
Réalisation des enquêtes de suivi des indicateurs de Gouvernance, de paix et de sécurité au Cameroun	2		250		250		250	INS	750
Réaliser une enquête nationale sur les causes de décès (autopsie-verbale, autopsie sociale)		900	1 900					INS	2 800
Réaliser une enquête sur la mortalité maternelle 2015-2018 (indicateurs régionaux)		2 000	1 500	300				INS	3 800
Réalisation d'une enquête de type PETS								INS	
Réaliser le recensement des opérateurs de la filière « coton/textile/confection »		75						INS/D.S.E	75
Enquête annuelle dans les entreprises	1	70	70	70	70	70	70	INS/D.S.E	420
Enquête trimestrielle de conjoncture								INS/D.S.E	-
Réaliser les enquêtes et recensements dans le sous secteur art et culture					50			MINAC	50
Réalisation du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage	10	9 214		1 786				MINADER/ MINEPIA/INS	11 000
Réaliser des enquêtes relatives aux fléaux sociaux et groupes vulnérables			80	80	80			MINAS	240
Enquêtes dans le sous secteur commerce (marchés,		140	200	60	80	120	70	MINCOMMERCE	670

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de F CFA)
commercialisation des produits, commerce informel, etc.)									
Enquête sur l'accès à la propriété foncière (voir ECAM, RGPH)	3		500			500		MINDCAF	1 000
Actualiser l'inventaire du patrimoine de l'Etat (avec SIG de l'immobilier)			550					MINDCAF	550
Recensement des centres d'alphabétisation fonctionnels (CAF) et des centres d'éducation de base non formels (CEBNF)		16						MINEDUB	16
Réaliser des enquêtes annuelles sur la consommation énergétique	1	100	100	100	100	100	100	MINEE	600
Enquêtes emploi, main d'œuvre et formation professionnelle			880	160	160		160	MINEFOP/INS	1 840
Enquête sur le climat des affaires (BCS)	2		150		200		200	MINEPAT/DGEPIP	550
Enquêtes pour le suivi du sous secteur élevage, pêches et industries animales		310	510	600	370	470	270	MINEPIA	2 530
Evaluation des pâturages					400			MINEPIA	400
Evaluation des stocks halieutiques				350				MINEPIA	350
Enquête nationale sur l'évaluation du système LMD				250				MINESUP	250
Enquêtes de conjoncture (économique, BTP, EPIA)	1	210	240	265	290	315	340	MINFI, MINEPIA, MINTP, INS	1 660
Réaliser l'inventaire forestier national			2 000	1 000	1 000			MINFOF	4 000
Réaliser une enquête de référence sur la jeunesse [15-35ans] (insertion socioprofessionnelle, emploi, santé, éducation) (voir EESI, ECAM et autres ECV)		100						MINJEC	100
Réaliser une enquête sur la récidive en matière pénale				60		60		MINJUSTICE	120
Réaliser une enquête sur la satisfaction des besoins essentiels des détenus			80				80	MINJUSTICE	
Enquêtes pour le suivi du sous secteur industries, mines et développement technologique		150	130	160	60	60	60	MINMIDT	620
Enquête nationale sur le niveau de pénétration et d'utilisation des TIC au Cameroun	2			300		300		MINPOSTEL	600
Enquête sur les compétences féminines et postes de responsabilité occupés par les jeunes	3	40			40			MINPROFF	80
Enquête de référence sur la prostitution au Cameroun			57			50		MINPROFF	107
Réaliser l'enquête de référence sur l'impact des célébrations des journées commémoratives sur la femme la famille et l'enfant				60			60	MINPROFF	120
Réaliser une enquête de référence dans le secteur de la science, la technologie, l'innovation et de la recherche développement		94	136	509	45	15	15	MINRESI	814-

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de F CFA)
Réalisation des Enquêtes statistiques nationales sur les indicateurs de la science, la technologie et l'innovation au Cameroun		50	52	53				MINRESI	155
Réalisation des enquêtes relatives à l'innovation et la technologie			45	335	45	15	15	MINRESI	455
Recensement des camerounais à l'étranger			1 800					MINREXT/INS	1 800
Enquête SARA (Evaluation de la qualité et de la disponibilité des services de santé)								MINSANTE	ND
Enquête sur la satisfaction des bénéficiaires et professionnels des services de santé								MINSANTE	ND
Enquête sur les faux médicaments (médicaments de la rue, médicaments contrefaits)				150				MINSANTE	150
Inventaire du parc automobile national			300					MINT	300
Recensement des entreprises de tourisme et de loisirs (voir RGE)				155				MINTOUL	155
Enquête emploi dans le secteur du tourisme et des loisirs (voir enquêtes emploi INS)		62						MINTOUL	62
Inventaire des Routes Rurales Phase III		850						MINTP	850
Recensement des entreprises et BET du secteur des Infrastructures				500				MINTP	500
Inventaire des ouvrages d'art		800	800	800				MINTP	2 400
Enquête sur les prix des intrants du BTP	1			150				MINTP	150
Enquêtes sur le travail et la sécurité sociale		420	200		150		300	MINTSS	1 070
Collectes d'informations sur les sinistrés relatives aux catastrophes naturelles	1		80	80	80	80	80	MINATD	400

4.4 Etudes

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
Produire les projections démographiques désagrégées par région et par commune	4	120				120		BUCREP	240
Etude statistique sur l'impact économique de la valorisation et la vulgarisation des résultats de recherches réalisées dans les 10 régions du Cameroun par les CRRI		39	39	46				MINRESI	124
Etude évaluative sur la valorisation des brevets nationaux		5						MINRESI	5
Evaluation de l'offre, de la disponibilité et de la qualité du matériel scientifique au Cameroun				75				MINRESI	75
Réaliser l'évaluation de l'impact de la campagne nationale de l'éducation civique sur les populations		500	500	500				MINJEC	1500
Etude de référence du territoire national (plan de zonage)	5	1 100	400				1 100	MINEPAT/D GPAT	2600
Etude prospective sur la structure du capital humain		45						MINEPAT/D GPAT	45
Etude sur la contribution des grands projets à la croissance économique				30			30	MINEPAT/D GEPPI	60
Annuaire Statistique du secteur des Infrastructures			60	60	60	60	60	MINTP	300
Evaluation de la Contribution des entreprises et BET des autres secteurs d'infrastructures à la croissance et l'emploi					60	60	60	MINTP	180
Evaluation de la Contribution des entreprises et BET du secteur routiers sur la croissance et l'emploi	1	45	45	45	45	45	45	MINTP	270
Evaluation de l'impact des investissements routiers sur la croissance et l'emploi	1	45	45	45	45	45	45	MINTP	270
Evaluation de l'offre de matériels de génie civil au Cameroun	1	45	45	45	45	45	45	MINTP	270
Evaluation des performances des entreprises et bureaux d'études techniques du secteur du BTP	1	40	40	40	40	40	40	MINTP	240
Etude sur l'évaluation du trafic routier	1	40	40	40	40	40	40	MINTP	240
Actualiser la nomenclature du réseau routier				100				MINTP	100

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
Etude des marchés internationaux	1		200	200	500			MINCOMMERCE	900
Etude sur la démographie des entreprises		100					100	INS/D.S.E	200
Etude économique et financière des entreprises	1	30	30	30	30	30	30	INS/D.S.E	180
Etudes industrielles	1	35	10	15	15	15	15	MINMIDT	105
Etudes sur les coûts de facteurs		45		45				MINMIDT	90
Etude sur l'évaluation de la contribution du sous secteur à l'économie nationale					70			MINAC	70
Etude sur les déclarations des naissances et des décès au Cameroun	1			100				INS/MINATD	100
Etude diagnostique sur les fléaux sociaux en milieu jeune		75						MINJEC	75
Réaliser une étude d'impact des projets et programmes socioéconomiques en faveur de l'insertion des jeunes (PIFMAS, PAJER-U, etc.)			75					MINJEC	75
Réaliser une étude sur la situation de la jeunesse carcérale et post carcérale			50					MINJEC	50
Evaluation annuelle de la qualité des données suivant les normes du CEQD.	1	12	12	12	12	12	12	INS	72
Etude d'impact des politiques de promotion des PME, des OES et des UPA sur l'économie			30	50				MINPMEESA	80
Etude sur les dépenses et les motivations des visiteurs non résidents			80					MINTOUL	80
Monographies des communes	PM								ND
Réaliser les monographies des organisations syndicales et patronales au Cameroun			45					MINTSS	45
Etude sur les accidents de la circulation routière	2		100		100		100	DGSN/SED/MINT	300

4.5 Mise en place des SIG

Opérations	Périodicité	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
Elaboration du schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire	5	650					650	MINEPAT/D GPAT/INS	1300
Mise en place d'un SIG pour l'aménagement du territoire dans 4 régions (Est, Nord, Sud et Sud-Ouest)		60						MINEPAT/D GPAT	60
Réaliser un SIG sur l'occupation des sols en milieu urbains	PM							MINDUH	ND
Réaliser les monographies énergétiques	1	40	40	40	40	40	40	MINEE	240
Réaliser un SIG des infrastructures énergétiques du Cameroun		25						MINEE	25
A0.1.43 Réaliser un SIG sur le suivi de la qualité des eaux		150						MINEE	150
Réaliser un SIG pour la cartographie géologique et minière		25	25	25				MINMIDT	75
Réaliser un Système d'information Géographique des établissements scolaires de l'enseignement secondaire (carte géo-référencée)		80		7	10	10	10	MINESEC	117
Mise en place d'un SIG de l'offre de service et soins de santé								MINSANTE	ND
Mise en place d'un SIG sur les zones d'interventions des organisations non gouvernementales, des associations internationales, des organisations de l'économie sociale et des organisations internationales			60					MINREXT	60
Mise en place d'un SIG sur le patrimoine des collectivités territoriales décentralisées		100	100	100	100	100	100	FEICOM	600
Mise en place d'un SIG sur les dispositifs d'appui et d'accompagnement des PME								MINPMEESA	ND
Mise en place d'un SIG des structures de la chaîne pénale								MINJUSTICE	ND
Mise en place d'un SIG des entreprises (grandes et moyennes) du Cameroun								INS	ND
Mise en place d'un SIG des établissements touristiques au Cameroun		53	53					MINTOUL	106
géo référencement des établissements scolaires du MINEDUB		80						MINEDUB	80
géo référencement des établissements scolaires du MINESEC		80			7	10	10	MINESEC	107
Réalisation d'un SIG des établissements facultaires et de formation post baccalauréat			100	10	5	5	5	MINESUP	350
Géo référencement des sites de production des matériaux locaux		200	100	100				MINTP	400
Réalisation d'un SIG pour la constitution des réserves foncières		80						MINDCAF	80
Réalisation du SIG des marchés du Cameroun		100	60	60	60	60	60	MINCOMMERCE	400
Réalisation d'un SIG du patrimoine de l'Etat (voir inventaire du patrimoine de l'Etat)			100					MINDCAF	100
Réaliser un SIG pour la constitution des réserves foncières			80						80

4.6 Mise en place des Systèmes d'Information Statistique et production des statistiques courantes

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
Production des rapports annuels sur l'économie camerounaise		165	205	255	275	290	305	MINEPAT/DGEPIP	1495
Produire des notes trimestrielles de conjoncture du MINTSS	1	40	40	40	40	40	40	MINTSS	240
Elaboration de l'Indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI)	3 mois	80	80	80	80	80	80	INS/D.S.E	480
Elaboration de l'Indice à la production Industrielle	3 mois	80	80	80	80	80	80	INS/D.S.E	480
Elaboration de l'Indice du Chiffre d'affaire dans le tertiaire	3 mois	80	80	80	80	80	80	INS/D.S.E	480
Mettre en place un système d'information dans les communes		40						INS	40
Mettre en place une centrale des bilans des entreprises		58						INS/D.S.E	58
Mettre à jour le répertoire national des Entreprises et Etablissements du Cameroun	1	35	35	35	35	35	35	INS/D.S.E	210
Mettre en place un dispositif de suivi des diplômés		50	20	20	20	20	20	MINEFOP	150
Production des comptes satellites de l'emploi			50					MINEFOP	50
Elaborer un tableau de bord sur le travail et la sécurité sociale			50	50				MINTSS	100
Mettre en place un SIS au MINTSS								MINTSS	ND
Production des comptes satellites de l'éducation				35				MINEDUB	35
Production des annuaires statistique sectoriels		721	695	628	633	638	643	0	4830
Mettre à jour la base de données de l'observatoire des marchés de télécommunication et TICs	2	50		30		30		MINPOSTEL	110
Poursuivre la mise en place d'un SIS au MINPROFF		29		19			19	MINPROFF	67
Mise en place d'un système d'information statistique au MINJUSTICE		35						MINJUSTICE	35
Produire les tableaux de bord statistiques des composantes du sous-secteur Justice	1	5	5	5	5	5	5	MINJUSTICE	30
Produire les chiffres clés de la justice	1	3	3	3	3	3	3	MINJUSTICE	18
Création d'une base de données de l'innovation			80	15	15	15	15	MINRESI	140
Produire la Note de Conjoncture Economique	1	28	28	28	28	28	28	MINFI/DAE	168
Produire les statistiques des finances publiques (TABOR)	1	20	20	20	20	20	20	MINFI/DAE	120

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
Produire le rapport économique et financier (RASIFEFIN)		180	180					MINFI/DAE	360
Procéder à la révision du modèle SIPAE en vue de la trimestrialisation des projections macroéconomiques	1	40	40	40	40	40	40	MINFI/DAE	240
Produire de la balance des paiements	1	40	40	40	40	40	40	MINFI/DAE	240
Mettre en place une base de données fiscales								MINFI/DGI	ND
Mettre en place une base de données des statistiques des finances publiques								MINFI/DGB	ND
Mettre en place le fichier national des PME		100						MINPMEESA	100
Déployer et alimenter la base de données des UPA		50						MINPMEESA	50
Produire des notes trimestrielles de conjoncture sur les PME, les OES et les UPA	1	50	50	50	50	50	50	MINPMEESA	300
Mettre en place une base de données sur l'environnement et les changements climatiques		319	200					MINEPDED/INS	519
Mettre en place une base de données dynamique sur les personnes socialement vulnérables		50	45	45	45	45	45	MINAS	275
Mettre en place le SIS du MINAS		25	15	15	15	15	15	MINAS	100
Mise en place du système d'information statistique du MINMIDT		16	10					MINMIDT	26
Actualisation de la base de données statistique	1	30	30	30	30	30	30	MINMIDT	180
Produire la carte industrielle du Cameroun	1	55	40	65	50	50	50	MINMIDT	310
Mettre en place un système d'information statistique au MINSEP			75					MINSEP	75
Production des notes trimestrielles de conjoncture du sous secteur EPIA	1	2	2	2	2	2	2	MINEPIA	12
Production des notes mensuelles sur les prix des produits du sous secteur EPIA	1	2	2	2	2	2	2	MINEPIA	12
Actualiser le SIS du MINCOMMERCE				20				MINCOMMERCE	20
Elaborer le schéma directeur statistique du MINDCAF			30					MINDCAF	30
Elaborer un schéma directeur des productions statistiques		5						MINAC	5

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
Mettre en place un système interne de collecte et de traitement de données statistiques (SIS)			50					MINAC	50
Mise en place du système d'information statistique du MINATD			45		45			MINATD	90

4.7 Opérations statistiques prioritaires

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
Enquête sur la migration et le développement					500			BUCREP	500
Réaliser le 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat	10	13 933	2 147	1 422				BUCREP	17502
Mise en place d'un SIG national avec prise en compte des préoccupations de base des différentes administrations	PM							INS	ND
Produire les comptes nationaux (définitifs et provisoires)								INS	ND
Réaliser une enquête complémentaire à ECAM4								INS	ND
Enquête de suivi des indicateurs de Gouvernance, de paix et de sécurité au Cameroun	2		250		250		250	INS	750
Finaliser les travaux d'ECAM4	5	500	200					INS	700
Réaliser ECAM5	5					3000	1000	INS	4000
Réaliser la 3ème Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI3)	5	700	300					INS	1000
Réaliser la 4ème Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI4)						200	800	INS	1000
Réaliser la 5ème Enquête Démographique et de Santé (EDS)	5	1000	974					INS	1974
réaliser une enquête de type PETS								INS	ND
Finaliser la 5ème Enquête à Indicateurs Multiples (MICS) et réaliser MICS 6	3			450	300			INS	750
Réaliser l'enquête annuelle dans les entreprises	1an	70	70	70	70	70	70	INS/D.S.E	420
Réaliser le recensement général des entreprises (RGE)	5 ans	1200					1400	INS/D.S.E	2600
Réaliser l'enquête de référence sur la pluviométrie, les catastrophes								INS-MINATD	ND

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
naturelles, etc,									
Réaliser une enquête sur la sécurité alimentaire				200				MINADER/MINEPIA	200
Réaliser le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage	10	9 214		1 786				MINADER/MINEPIA/INS	11 000
Réaliser l'enquête de référence sur la situation socio-économique des groupes vulnérables, les habitants de la rue et les fléaux sociaux			80					MINAS	80
Enquête sur le commerce transfrontalier			50					MINCOMMERCE	50
Réaliser l'enquête sur l'accès à la propriété foncière			500			500		MINDCAF	1 000
Réaliser l'Etude des dépenses publiques de base dans le secteur de l'Agriculture au Cameroun								MINEDER/MINEPAT	120
Produire la carte scolaire de l'éducation de base		160	160	160	160	160	160	MINEDUB	960
Réaliser l'étude sur les programmes et les approches d enseignement			30			40		MINEDUB/MINESEC	70
Réaliser l'étude sur les programmes scolaires			30			50		MINEDUB/MINESEC	80
Réaliser les enquetes sur les infrastructures scolaires			80			100		MINEDUB/MINESEC	180
Réaliser l'enquête PASEC 2018			50	60	140			MINEDUB/MINESEC	250
Mettre en place des SIG (établissements scolaires et sanitaires)			107	20	15	15	5	MINEDUB-MINESEC-MINSANTE-MINESUP	162
Réaliser l'évaluation de la ressource en eau et l'usage (PANGIRE/MINEE)								MINEE	
Actualiser les indicateurs de performance du sous secteur eau et énergie		130	130	130	130	40	40	MINEE	600
Réaliser des enquêtes annuelles sur la consommation énergétique	1	100	100	100	100	100	100	MINEE	600
Réaliser une enquête de référence sur la santé, l'éducation, l'emploi des jeunes		100						MINEFOP	100
Enquête sur le climat des affaires (BCS)		150		200		200		MINEPAT/DGEPIP	550
Réaliser le Plan de zonage		1 100	400				1 100	MINEPAT/DGPAT	2 600
Effectuer le Monitoring environnemental								MINEPDED	ND
Mettre en place une base de données sur le changement climatique		319	200					MINEPDED/INS	519
Réaliser une enquête sur les industries animales			80			80		MINEPIA	160

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
Evaluation des stocks halieutiques				350				MINEPIA	350
Enquêtes de productivité des cheptels		120		120		120		MINEPIA	360
Réaliser les enquêtes de productivité des cheptels	2	120		120		120		MINEPIA	360
Evaluation des pâturages					400			MINEPIA	400
Réaliser l'enquête sur les chaînes de valeur d'élevage		100	100	100	100			MINEPIA	400
Réaliser l'enquête pastorale annuelle (ou Enquêtes annuelles sur l'élevage)			100	100	100	100	100	MINEPIA	500
Réaliser une enquête pastorale	1		100	100	100	100	100	MINEPIA	500
Réaliser chaque année une enquête sur les pêches de capture	1	90	90	90	90	90	90	MINEPIA	540
Produire la carte scolaire de l'enseignement secondaire		150	150	150	150	150	150	MINESEC	900
produire la carte universitaire		50	50	50	50	50	50	MINESUP	300
Mettre en place une base de données fiscale								MINFI/DGL-INS	ND
Réaliser l'Inventaire Forestier National			2 000	1 000	1 000			MINFOF	4 000
Réaliser l'étude sur l'évaluation de la mise en œuvre des documents de planification dans les villes de plus de 100 000 habitants.					100			MINHDU-INS	100
Réaliser une enquête sur l'identification des produits à fort potentiel d'exportation	5		30					MINIMIDT	30
Réaliser une enquête sur le profil industriel du Cameroun	10		40					MINIMIDT	40
Réaliser des enquêtes de productivité et de compétitivité des industries Camerounaises	5	90						MINIMIDT	90
Enquête sur la situation des droits de l'Homme et de libertés	1							MINJUSTICE	0
Réaliser l'enquête sur l'impact des politiques de promotion des PME, des OES, des UPA sur l'économie			30	50				MINPMEESA	80
Réaliser l'enquête nationale sur le niveau de pénétration et d'utilisation des TIC au Cameroun				300		300		MINPOSTEL	600
Réaliser des Enquêtes et études statistiques nationales sur les indicateurs de la science, la technologie et l'innovation au Cameroun		94	136	509	45	15	15	MINRESI	814
Recensement des camerounais à l'étranger			1 800					MINREXT /INS	1800
Réaliser l'enquête emploi dans le secteur tourisme et loisirs		62						MINTOUL	62
Inventaire des ouvrages d'art		800	800	800				MINTP	2400
Réaliser l'Inventaire des Routes Rurales Phase III		850						MINTP-INS	850
Réaliser l'enquête sur la traite et les pires formes de travail des enfants au Cameroun			200					MINTSS	200
Réaliser des enquêtes pour les indicateurs du travail et de la sécurité sociale (travail des enfants, conditions de travail en entreprise, organisations syndicales, etc.)		40	85	40	40	40	40	MINTSS	285

Opérations	Périodicité	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	Agence principale d'exécution	Estimation globale des coûts (millions de FCFA)
Produire les annuaires statistiques	1	553	661	597	602	587	592	Toutes les administrations	3592

5. DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE, SUIVI-EVALUATION ET REPORTING

La SNDS2 a été élaborée en étroite collaboration avec les acteurs clés du Système National d'Information Statistique (SNIS). Sa mise en œuvre devra aussi suivre le même processus car sa réussite dépend des principes fondamentaux suivants : i) un fort engagement politique au plus haut niveau de chaque partie prenante; ii) une appropriation du processus par tous les acteurs ; iii) un dialogue continu entre producteurs et utilisateurs ; iv) une célérité dans la mobilisation des ressources nécessaires et; v) un dialogue de qualité avec les Partenaires au Développement (PD).

5.1 Dispositif de mise en œuvre

La mise en œuvre de la SNDS2 sera assurée par les différentes administrations du SNIS en fonction de leur domaine de compétence dans le programme statistique pluriannuel. Ce programme englobe les projets de recensements, d'inventaires et d'enquêtes prioritaires, les autres enquêtes, la collecte des données de sources administratives et les études de réorganisation et de restructuration des composantes statistiques sur la période de mise en œuvre.

Un dispositif institutionnel pour piloter la mise en œuvre est mis en place depuis la SNDS1. C'est ce dispositif qui est chargé d'assurer la coordination, la supervision et le reporting des activités. Le cadre institutionnel de la mise en œuvre de la SNDS est placé sous la coordination du Conseil National de la Statistique. Ainsi, le dispositif institutionnel de pilotage de la mise en œuvre de la SNDS est le suivant :

- Le Conseil National de la Statistique (CNS) est l'organe de coordination de la SNDS ;
- Le Secrétariat Technique du CNS assuré par l'INS, est l'organe technique de supervision et de gestion des activités de la SNDS. Il préparera pour les sessions du CNS, les rapports sur le niveau d'exécution des activités de la SNDS. Il sera appuyé par les Commissions techniques spécialisées ;
- L'INS, le BUCREP et les structures chargées des productions statistiques au niveau sectoriel et déconcentré seront chargés de l'exécution directe des activités de leurs domaines de compétence.

La SNDS sera opérationnalisée à travers une programmation annuelle des activités glissantes. Dans le cadre de ses sessions, le CNS appréciera l'exécution du plan d'actions annuel en vue de formuler des orientations appropriées.

La mise en œuvre de la SNDS2 est liée au financement de ses plans d'action. Ce financement est un véritable défi qui interpelle tous les acteurs du SNIS. Le budget national étant insuffisant, il est fondamental que le Gouvernement et les PD mettent en place un mécanisme de dialogue et de coordination durable pour une stratégie de financement cohérente et efficace.

5.2 Suivi-évaluation de la SNDS2

Le suivi et l'évaluation sont deux processus intimement liés de la mise en œuvre et constituent

des activités essentielles s'inscrivant dans un processus continu. Il sera en effet important de savoir à tout moment, si on s'écarte ou non de la trajectoire souhaitée et si oui, de pouvoir prendre les mesures de redressement appropriées.

Le suivi porte sur la mise en œuvre des activités et l'obtention des produits (outputs). C'est un processus continu de collecte et d'analyse d'informations permettant d'apprécier la qualité de la mise en œuvre de la stratégie (SNDS). Le suivi devra permettre d'informer régulièrement les gestionnaires et les différentes parties prenantes sur les progrès réalisés ou les difficultés rencontrées en vue d'atteindre les résultats attendus, de comparer les performances obtenues à celles qui étaient prévues au départ, et de prendre à temps les mesures correctrices nécessaires.

L'évaluation concerne l'atteinte des résultats, les effets et les impacts sur l'objectif global de la SNDS. C'est un processus qui vise à juger de la pertinence et de la performance de la SNDS. Le système de suivi et évaluation de la SNDS2 comporte un dispositif institutionnel et des mécanismes de fonctionnement. Pour garantir son efficacité, il intègre tous les acteurs de la mise en œuvre de la stratégie.

5.2.1 Indicateurs de suivi-évaluation de la SNDS2

Conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats, deux types de résultats sont attendus du suivi évaluation la SNDS2. Il s'agit des résultats opérationnels et des résultats de développement (qui génèrent des changements substantiels au sein du système statistique national).

- a) Les résultats opérationnels, induits par la mise en œuvre des plans d'action, sont constitués d'intrants et d'activités. Ils rendent compte du niveau des réalisations physiques. Ces résultats tiennent compte du niveau de réalisation technique atteint, du respect du planning et du degré de mobilisation des ressources financières.
- b) Les résultats de développement qui témoignent des changements réalisés au cours des différentes étapes de la mise en œuvre de la SNDS correspondent aux :
 - ✓ effets qui sont des résultats de moyen terme (3-4 ans) ;
 - ✓ impacts qui sont des résultats de long terme (plus de 4 ans).

En rapport avec les deux types de résultats (résultats opérationnels et de développement), les indicateurs pour le suivi évaluation de la SNDS2 couvrent deux aspects :

- La réalisation des programmes statistiques dont les indicateurs sont utilisés pour faire le suivi, et permettent d'apprécier quantitativement ou qualitativement⁵ le niveau d'exécution des plans d'action annuels. Ces indicateurs sont définis et liés à chaque plan d'action annuel dans son cadre logique. Ils permettront de constater si les activités programmées ont été réalisées ou s'il y a eu un progrès vers l'atteinte des résultats attendus ;

⁵ Les indicateurs quantitatifs se rapportent à des aspects tels que les budgets annuels, le personnel, les équipements, les intrants et les produits statistiques. Les indicateurs qualitatifs concernent les processus statistiques centraux et l'environnement statistique (aspects juridiques, institutionnels et organisationnel). Extrait du Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique. Page 59

- Le renforcement des capacités statistiques⁶ dont les indicateurs permettent d’apprécier les progrès et par delà, de provoquer des changements substantiels au sein du SNIS. Leur évolution indiquera clairement, sur une base quantitative, si la vision imprimée à la statistique publique, a permis de passer à un SNIS plus développé, notamment en termes de stabilité et de fiabilité. Les indicateurs de renforcement des capacités développés par PARIS21 serviront de référence. Ils fournissent des éléments de comparaison internationale en matière de développement des capacités statistiques.

5.2.2 Dispositif institutionnel

En tant que stratégie d’un secteur transversal du Document de Stratégie pour la Croissance et l’Emploi (DSCE), lui-même assis sur des stratégies sectorielles verticales, la SNDS bénéficiera de facto du cadre permanent de suivi évaluation global du DSCE à travers les divers niveaux d’instance élargis à la société civile et aux PD.

Le CNS est l’organe consultatif du Gouvernement en matière de statistique. Il est en outre l’organe supérieur de supervision et de coordination de la SNDS. L’INS en tant que coordonnateur technique du SNIS constitue de fait le Secrétariat Technique en charge du suivi-évaluation de la mise en œuvre de la stratégie. Chaque administration du SNIS est chargée de superviser quotidiennement la mise en œuvre, de suivre et d’évaluer les activités inscrites dans la stratégie qui relèvent de son domaine de compétence. A cet égard, les administrations concernées présenteront chaque année un rapport d’exécution ainsi que la nouvelle situation des activités à réaliser qu’elles devront par la suite adresser au Secrétariat Technique. Ces rapports seront élaborés conformément à un canevas standardisé par l’INS pour tous les producteurs. Toutefois, les ajustements nécessaires selon les besoins pourront être proposés dans leur rapport.

Pour mener à bien les opérations de collecte, de suivi et d’évaluation des projets et programmes, les administrations recevront du Secrétariat Technique, des fiches d’évaluation et de suivi par projet. Par ailleurs, les effets de l’implémentation globale de la SNDS ne peuvent être mesurés que par le CNS à travers son Secrétariat Technique.

5.2.3 Mécanisme de suivi au niveau des résultats opérationnels

i) Les plans d’action annuels

La SNDS se décline en plans d’actions annuels. Chaque plan d’action est assorti d’un budget et d’un cadre logique qui indique clairement les objectifs, les activités programmées, les résultats attendus ainsi que les indicateurs de mesure. Le suivi évaluation de la SNDS se base donc sur ces plans d’actions et se fait sous la coordination de l’INS.

ii) Les rapports d’activité annuels

La collecte des informations se fait à travers un certain nombre de rapports à savoir :

- ✓ le rapport annuel de mise en œuvre de la SNDS ;
- ✓ les rapports d’activité des structures productrices.

⁶ Voir annexes.

Comme pour la SNDS1, un rapport annuel devra être produit au niveau national, par une approche participative, sous la coordination de l'INS. Le canevas proposé par AFRISTAT sera utilisé à cet effet. Il sera question de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la SNDS, sur les difficultés rencontrées et les solutions proposées afin de les surmonter.

Pour la SNDS2, l'élaboration des rapports d'activité se fera sur la base d'un programme de travail adopté l'année précédente. Ces rapports devront prendre en compte les préoccupations du reporting des actions des Partenaires au développement (PD) dont les objectifs sont : (i) développer les connaissances sur les activités soutenues par les partenaires afin de renforcer les capacités statistiques ; (ii) fournir des informations pour améliorer l'harmonisation des procédures des donateurs et la collaboration dans le domaine statistique afin de garantir une meilleure cohérence au niveau du pays et de réduire au minimum les efforts redondants ; (iii) accroître la visibilité du soutien statistique dans le cadre de l'aide au développement ; (iv) identifier les pays ou les domaines statistiques qui nécessitent un soutien supplémentaire.

Les conclusions et recommandations issues de cet examen seront soumises au Gouvernement.

Les communes auront la charge d'élaborer leurs projets statistiques et d'assurer leur mise en œuvre et leur suivi sous la coordination des agences régionales de l'INS. Chaque agence régionale produira un rapport annuel de mise en œuvre qui sera soumis au Secrétariat Technique du Conseil.

5.2.4 Mécanisme de suivi et évaluation au niveau des effets et impacts

La collecte des informations s'opèrera par le biais d'une série d'enquêtes et d'études qui permettront de mesurer l'ampleur des changements induits par la mise en œuvre de la SNDS.

✓ L'enquête auprès des utilisateurs des produits statistiques

Une enquête sera réalisée chaque année auprès des principaux utilisateurs des statistiques publiques pour recueillir leurs points de vue sur la qualité et l'adéquation des statistiques établies par les principales structures productrices. Cette enquête permettra d'évaluer le degré de satisfaction des utilisateurs y compris les décideurs politiques, notamment pour ce qui est de la capacité du SNIS à satisfaire les besoins en informations. Elle sera pilotée par l'INS en tant que Secrétariat Technique du CNS.

✓ L'enquête d'évaluation des capacités statistiques nationales

L'objectif de cette enquête est de recueillir des informations sur les indicateurs de renforcement des capacités statistiques du SNIS. Elle prendra en compte non seulement les aspects liés aux ressources matérielles et humaines, mais également les aspects liés à la production notamment le cadre législatif, institutionnel et organisationnel, l'infrastructure statistique (méthodologies, nomenclatures, normes etc.) et la qualité des données.

Cette évaluation est marquée par deux rendez-vous décisifs : l'évaluation à mi-parcours en 2018 et l'évaluation finale en 2020. L'évaluation à mi-parcours devra analyser les écarts entre les résultats enregistrés et ceux attendus et permettra de procéder aux révisions nécessaires, y inclus

celles du calendrier des activités du reste de la période, tandis que l'évaluation finale devra tirer des leçons et capitaliser les acquis pour la SNDS3.

✓ Examen par les pairs

L'examen par les pairs constitue un moyen de plus en plus répandu pour évaluer les systèmes statistiques nationaux. Il s'agit d'un exercice amiable qui repose largement sur la confiance mutuelle des pays qui y participent et sur leur confiance commune dans le processus. Il est réalisé par des "pairs", c'est-à-dire par des responsables de SSN de pays qui se rendent auprès de leurs homologues d'un autre pays.

L'examen par les pairs aura pour objectifs d'évaluer le fonctionnement du SNIS dans tous ses aspects (institutionnel, organisationnel, appareil de production statistique), d'identifier les points forts et les points faibles et de faire des recommandations en vue d'améliorer les performances et de procéder à un échange de bonnes pratiques.

Outre les managers des SSN, qui sont généralement des statisticiens, les utilisateurs seront aussi associés à ce processus afin de diversifier les points de vue, y compris des utilisateurs extérieurs au SNIS.

L'examen par les pairs de la SNDS2 interviendra au terme de la mise en œuvre (2020). Elle devra contribuer à la réalisation du diagnostic du SNIS pour disposer de constats, d'analyses et de recommandations d'une équipe expérimentée de personnalités indépendantes, afin de permettre d'élaborer une stratégie de renforcement des capacités sur les bases les plus objectives possibles pour la SNDS3.

✓ Les exercices d'évaluation indépendante des produits et du SNIS

Le Cameroun a souscrit aux normes internationales, notamment les cadres proposés par le FMI, à savoir le Système Général de Diffusion des Données⁷ (SGDD) et le Cadre d'Évaluation de la Qualité des Données (CEQD). Une évaluation sera réalisée chaque année en vue de se rendre compte des progrès réalisés dans l'amélioration de la qualité des statistiques du SNIS. Ces évaluations seront réalisées sous la coordination de l'INS.

5.3 Risques et hypothèses

Les principaux risques qui peuvent compromettre la mise en œuvre de la SNDS sont :

- (i) le faible engagement des administrations pour le développement de la statistique ;
- (ii) la dépendance du SNIS aux financements extérieurs ;
- (iii) la non allocation des dotations budgétaires conséquentes pour accompagner les unités dédiées à la production statistique dans les administrations sectorielles ;

⁷ Le Cameroun ambitionne de migrer du Système Général de Diffusion des Données (SGDD) vers la Norme Spéciale de Diffusion des données (NSDD) à l'horizon 2020.

(iv) la forte déperdition dans les administrations sectorielles des personnels formés à la production statistique.

Le succès de la mise en œuvre de la SNDS2, en tant que cadre unique de référence de la politique statistique nationale, repose sur les hypothèses suivantes :

- a. un fort engagement politique au plus haut niveau de chaque partie prenante ;
- b. une appropriation de la stratégie par tous les acteurs ;
- c. un dialogue continu entre producteurs et utilisateurs ;
- d. la création et l'opérationnalisation d'un Fonds de développement de la statistique qui servira à financer la statistique de façon durable ;
- e. le renforcement des capacités et la valorisation du métier de statisticien ;
- f. la célérité dans la mobilisation des ressources nécessaires et ;
- g. un dialogue de qualité avec les Partenaires au Développement.

5.4 Recommandations pour la mise en œuvre

La présente stratégie dans sa mise en œuvre doit respecter un ensemble de points qui permettront d'atteindre les résultats escomptés. En effet, compte tenu de la densité des activités et du souci de qualité, les calendriers élaborés devront être respectés pour éviter des chevauchements des opérations. (la mobilisation des ressources devient assez complexe dans ces situations).

Par ailleurs, les administrations ayant besoins de données détaillées pour la conduite d'études spécifiques devraient pouvoir accéder à celles-ci sans complexité, d'où l'importance de la mise à disposition des administrations sectorielles des micro données. Un effort devrait également être fait pour faciliter l'accès aux différentes publications du SNIS. A ce titre, toutes les publications du SNIS gagneraient à être diffusées dans les différents sites Internet des administrations. Ceci doit se faire tout en diversifiant les supports et les canaux de diffusion, en formalisant et vulgarisant l'accès aux micro données.

Pour assurer la réalisation des activités programmées sur le budget de l'Etat, il serait important de procéder à la création et à la dotation d'une ligne budgétaire dédiée à la production statistique. Aussi, un plaidoyer devra être fait en vue de la création des cellules de statistique dans chaque administration.

Compte tenu de l'importance des SIG, la présente SNDS se propose dans sa mise en œuvre de solliciter la réalisation d'un SIG global pour l'ensemble des administrations. Dans toutes les opérations faisant intervenir les aspects de SIG, l'INC sera étroitement associé de sorte à s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux normes en la matière.

6. BUDGETISATION ET FINANCEMENT DE LA STRATEGIE

La consolidation des fondements d'un développement durable de la production statistique, l'amélioration de la couverture et de la qualité de cette production ainsi que la diffusion des produits statistiques, constituent les principaux problèmes à résoudre pour rendre le système statistique plus performant, c'est-à-dire apte à produire de manière durable des statistiques pertinentes, suffisamment désagrégées, complètes, livrées dans des délais et sous des formats compatibles avec une bonne prise de décision des acteurs économiques et sociaux.

La résolution de ces problèmes passe par la mise en œuvre efficace et efficiente du programme statistique adopté, décliné en plans d'action annuels. Ce programme englobe les projets de recensements, d'inventaires et d'enquêtes prioritaires, les autres enquêtes, la collecte des données de sources administratives et les études de réorganisation et de restructuration des composantes statistiques sur la période de mise en œuvre de la SNDS.

Le coût total de la stratégie s'élève à **125 milliards 637 millions de FCFA** pour la période 2015-2020. Le coût de mise en œuvre des activités planifiées par l'INS se chiffre à 30 435 millions de francs CFA ; celui des activités planifiées par le BUCREP à 19 252 millions de francs CFA. L'axe d'amélioration de la couverture et de la qualité de la production statistique représente 86,8% de ce budget. Par type d'opération, les recensements, inventaires et grandes opérations occupent 73,23% du budget de la période alors que la production des statistiques de sources administratives représente 6,59% du budget global de la SNDS2.

Le financement des activités statistiques se révèle par conséquent comme une préoccupation permanente du Système National d'Information Statistique. Le Conseil National de la Statistique en a du reste fait un point récurrent dans l'ordre du jour de ses cinq dernières sessions. Il doit être pris en considération tout au long de la mise en œuvre de la SNDS.

Pour pouvoir atteindre l'objectif fixé, il est donc indispensable de mobiliser toutes les ressources nécessaires (humaines, matérielles et financières). Le problème ne se pose pas seulement en termes d'allocation des ressources pour l'activité statistique, mais il est aussi question de mobiliser à temps ces ressources, car plusieurs opérations statistiques sont soumises à un calendrier contraignant dont le non respect peut conduire soit à l'annulation de l'activité, soit à sa réalisation beaucoup de temps plus tard.

En vue de la prise en charge des activités courantes et des enquêtes à caractère répétitif, il est nécessaire qu'une ligne budgétaire soit inscrite dans la loi de finances. A cet effet, il s'avère nécessaire de faire coïncider la programmation annuelle des activités statistiques du SNIS avec le calendrier budgétaire de l'Etat.

La mise en place d'un Fonds de développement de la statistique sécurisé permettrait de respecter la périodicité des opérations statistiques d'envergure nationale et améliorerait le suivi des stratégies et programmes de développement et particulièrement le DSCE. L'alimentation de ce Fonds pourrait se faire par des instruments de mobilisation des ressources financières au profit du SNIS détournés (taxe statistique, taxe communale) ou non explorés (taxe sur l'environnement, taxe sur l'énergie, etc.), et par un concours financier des PD sous forme d'appui budgétaire ou d'appui ciblé.

La mobilisation des financements extérieurs obéira aux stratégies suivantes :

- ✓ l'inscription des besoins du SNIS dans le DSCE afin d'utiliser les mécanismes de concertation existants pour la mobilisation des financements nécessaires ;
- ✓ pour les administrations sectorielles dans lesquelles le Gouvernement met en œuvre, en partenariat avec les PD, la mobilisation des ressources pour le financement intégral ou partiel des besoins sera effectuée via les mécanismes de financement existants et sur les ressources mobilisées et/ou mobilisables. Les services statistiques sectoriels doivent être préparés à exploiter toutes les facilités offertes : appui budgétaire, fonds commun/basket-fund, requêtes spécifiques. Il faudrait aussi explorer la possibilité de financement de certains besoins par des projets à couverture régionale ou nationale ;
- ✓ l'utilisation des facilités sous régionales d'intégration (CEMAC, CEEAC), régionales (AFRISTAT, CEA, Union Africaine) et internationales (Paris 21) ;
- ✓ des financements spécifiques seront recherchés auprès des PD intéressés par le développement de la statistique. Ces financements couvriront les besoins non couverts par les ressources acquises (principe de subsidiarité). Il est souhaitable, compte tenu de la nature de l'activité, que ces ressources soient des dons. A défaut, des prêts concessionnels à des conditions équivalentes à celles de la Banque Mondiale seront recherchés.

Tableau 1 : Plan de financement de la SNDS

Opérations	Financement sur la période			Coût total (millions FCFA)
	budget de l'Etat	partenaires	Reste à rechercher	
AXE 1 : RENFORCEMENT DE LA COORDINATION ET GOUVERNANCE	ND	11	1 259	1 270
OS1: Rendre efficace la coordination et la gouvernance du système	ND	11	1 259	1 270
AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES, MATERIELLES, TECHNOLOGIQUES ET FINANCIERES	7 152	192	6 351	13 695
OS1: Disposer des ressources humaines compétentes, motivées et en nombre suffisant	512	192	3 225	3 929
OS2 : un cadre de travail amélioré et les outils de travail mis à niveau	6 640	ND	3 126	9 766
AXE 3 : AMELIORATION DE LA COUVERTURE ET LA QUALITE DE LA PRODUCTION STATISTIQUE	26615	257	82184	109056
OS1 : Assurer la couverture et la qualité de la production statistique	26615	257	82184	109056
AXE 4 : AMELIORATION DE L'ARCHIVAGE, LA DIFFUSION ET L'UTILISATION DES DONNEES	69	ND	1 092	1 161
OS1: améliorer la diffusion, l'archivage et la communication de l'information statistique	69	ND	1 092	1 161
AXE 5 : DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE APPLIQUEE ET RENFORCEMENT DE LA COOPERATION	ND	ND	455	455
OS1 : Développer la recherche appliquée et renforcer la coopération	ND	ND	455	455
Budget global	33836	460	91341	125637

CONCLUSION

L'objectif affiché par la SNDS2 est de poursuivre le chantier engagé dans la première SNDS. Elle ambitionne une amélioration des produits et du fonctionnement du SNIS. Avec des atouts tels que l'alignement des partenaires au Développement à la SNDS pour le financement de l'activité statistique et une plus grande considération de la Statistique comme support pour les politiques de développement, la SNDS2 constitue un cadre de référence crédible pour la production de statistiques de qualité. Les éléments abordés dans la présente stratégie permettent une meilleure compréhension non seulement des enjeux d'un respect scrupuleux des orientations de la SNDS, mais aussi l'importance de la participation de tous les acteurs nationaux et internationaux de la production statistique à sa mise en œuvre.

Elle permet de mettre en lumière les besoins haut combien important de données statistiques et par ricochet des ressources financières requises. Avec 125 milliards 637 millions de FCFA, la mise en œuvre de la SNDS constitue un élément dont le financement n'est pas acquis. Avec 72,7% de financement sur la période à recherché, la réalisation de activités prévue dans cette SNDS constitue un véritable défis pour les acteurs du SNIS et le Gouvernement de la République du Cameroun.

Par-dessus tous ces défis, le suivi-évaluation constitue la clé pour la réussite de la mise en œuvre de la SNDS, et les acteurs du SNIS par leur participation active à l'élaboration de cette SNDS, prennent l'engagement fort d'en assurer le suivi. Ses résultats conditionnant la bonne évaluation des stratégies sectorielles et de la Stratégie nationale pour la Croissance et l'Emploi, il est tout a fait logique de penser que cette stratégie saura être mise en œuvre de manière efficace par les acteurs du SNIS, et autres parties prenantes à la production statistique au niveau national et international.

ANNEXES

A1. Cadre d'évaluation de la qualité des données

Dimension	Élément	Indicateurs	
0. Conditions préalables de la qualité	0.1. Cadre juridique et institutionnel - voir si le cadre est favorable à la production des statistiques	0.1.1. La responsabilité de la collecte, du traitement et de la diffusion des statistiques est clairement définie	
		0.1.2. Le partage des données et la coordination entre les organismes chargés de les produire sont adéquats	
		0.1.3. Les données fournies par les déclarants restent confidentielles et sont utilisées exclusivement à des fins statistiques	
		0.1.4. La déclaration des statistiques est exigée par la loi ou est assurée par des mesures visant à la promouvoir	
	0.2. Ressources – <i>Les ressources sont à la mesure des besoins des programmes statistiques</i>	0.2.1. Les effectifs, les installations, les moyens informatiques et les ressources financières sont à la mesure des besoins des programmes statistiques	
		0.2.2. Des mesures visant à garantir l'utilisation efficace des ressources sont mises en œuvre	
	0.3. Pertinence – <i>Les statistiques contiennent de l'information pertinente sur le domaine concerné.</i>	0.3.1. La pertinence et l'utilité pratique des statistiques existantes par rapport aux besoins des usagers font l'objet d'un suivi	
	0.4. Autres aspects de la gestion de la qualité. – <i>La qualité est une pierre angulaire du travail statistique.</i>	0.4.1. Des méthodes centrées sur la qualité sont en place	
		0.4.2. Des méthodes pour le suivi du programme statistique sont en place	
		0.4.3. Des méthodes pour tenir compte des questions de qualité dans la planification du programme statistique sont en place	
I. Assurance d'intégrité. <i>Le principe d'objectivité dans la collecte, le traitement et la diffusion des statistiques est scrupuleusement respecté.</i>	I.1. Professionnalisme – <i>Le professionnalisme est un principe fondamental des politiques et des pratiques statistiques.</i>	I.1.1. Les statistiques sont établies de manière impartiale	
		I.1.2. Le choix des sources et des techniques statistiques et les décisions prises en matière de diffusion sont fondés exclusivement sur des considérations statistiques	
		I.1.3. L'organisme statistique compétent est habilité à formuler des recommandations en cas d'interprétation erronée ou d'utilisation abusive des statistiques	
	I.2. Transparence – <i>Les politiques et pratiques statistiques sont transparentes.</i>	I.2.1. Les dispositions régissant la collecte, le traitement et la diffusion des données sont diffusées au public	
		I.2.2. L'accès des agents de l'Etat aux données avant leur diffusion est signalé au public	
		I.2.3. Les produits des organismes et des services statistiques sont clairement identifiés	
		I.2.4. Les changements majeurs de méthodologie de données de base et de techniques statistiques font l'objet d'un avis préalable	
	I.3. Normes déontologiques – <i>Les politiques et les pratiques statistiques obéissent à des normes déontologiques.</i>	I.3.1. Des règles déontologiques sont en place et bien connues du personnel	
	II. Rigueur méthodologique. <i>Le cadre méthodologique des</i>	II.1. Concepts et définitions – <i>Les concepts définitions sont en conformité avec les cadres acceptés au plan international</i>	II.1.1. La structure globale eu égard aux concepts et définitions suit les normes, principes ou bonnes pratiques acceptées au plan international

Dimension	Élément	Indicateurs
statistiques obéit aux normes, principes ou bonnes pratiques acceptés au plan international.	II.2. Champ d'application – <i>Le champ d'application est conforme aux normes, principes ou bonnes pratiques acceptés au plan international.</i>	II.2.1. Le champ d'application est largement conforme aux normes, principes ou bonnes pratiques acceptés au plan international
	II.3. Classification/Sectorisation – <i>Les systèmes de classification et de sectorisation sont conformes aux normes, principes, et aux bonnes pratiques acceptés au plan international.</i>	II.3.1. Les systèmes de classification/sectorisation sont conformes aux normes, principes, et aux bonnes pratiques acceptés au plan international
	II.4. Base d'enregistrement. – <i>Les flux et les stocks sont évalués et comptabilisés conformément aux normes, principes ou bonnes pratiques acceptés au plan international.</i>	II.4.1. Les flux et les stocks sont évalués aux prix du marché
		II.4.2. l'enregistrement est comptabilisé sur la base des droits constatés
		II.4.3. Les procédures d'enregistrement sur bases brutes/net sont généralement conformes aux normes, principes ou bonnes pratiques acceptés au plan international
III. Exactitude et fiabilité – <i>Les données de base et techniques statistiques sont saines et les produits statistiques reflètent la réalité.</i>	III.1. Données de base – <i>Les données de base disponibles sont appropriées pour l'établissement des statistiques.</i>	III.1.1. Les données de base sont recueillies dans le cadre de programmes généraux tenant compte des réalités du pays
		III.1.2. Les données de base sont raisonnablement conformes aux critères de définition, de champs d'application, de classification, d'évaluation et de dates d'enregistrement prescrits pour l'établissement des statistiques
		III.1.3. Les données de base sont obtenues à temps
	III.2. Vérification des données de base – <i>Les données de base sont régulièrement évaluées.</i>	III.2.1. Les données de base – y compris les recensements, les enquêtes par échantillonnage, et les registres administratifs – sont régulièrement évaluées pour vérification du champ couvert et des erreurs d'échantillonnage, de réponse et hors échantillon par exemple ; les résultats de ces évaluations font l'objet d'un suivi et guident les processus statistiques
		III.3.1. L'établissement des données s'appuie sur des techniques statistiques saines pour traiter les données de base
	III.3. Techniques statistiques – <i>Les techniques employées obéissent à des procédures statistiques saines.</i>	III.3.2. Les autres procédures utilisées (ajustements et modification des données et analyses statistiques par exemple) reposent sur des techniques statistiques saines
		III.4.1. Les résultats intermédiaires sont validés au regard d'autres informations, le cas échéant
	III.4. Evaluation et validation des données intermédiaires et des produits statistiques – <i>Les résultats intermédiaires et les produits statistiques sont régulièrement évalués et validés.</i>	III.4.2. Les discordances statistiques dans les données intermédiaires sont évaluées et analysées avec rigueur.
		III.4.3. Les discordances statistiques et autres indices de problèmes potentiels dans les produits statistiques sont analysés avec rigueur
	III.5. Etudes de révision – <i>En tant qu'indices de fiabilité, les révisions sont suivies et exploitées pour l'information qu'elles peuvent fournir.</i>	III.5.1. Des études et analyses de révision sont effectuées régulièrement et utilisées à l'interne pour étayer les procédés statistiques (voir aussi III.3.3.)
IV. Utilité. Les	IV.1. Périodicité et délais de	IV.1.1. La périodicité obéit aux normes de diffusion

Dimension	Élément	Indicateurs	
statistiques d'une périodicité suffisante et disponibles dans les délais raisonnables sont cohérentes et soumises à une politique de révision prévisible.	diffusion –La périodicité et les délais de diffusion obéissent aux normes de diffusion acceptées au plan international.	IV.1.2. Les délais de diffusion obéissent aux normes de diffusion	
	IV.2. Cohérence –Les statistiques sont cohérentes au sein du même ensemble de données, dans le temps et avec d'autres ensembles de données.	IV.2.1. Les statistiques sont cohérentes au sein d'un même ensemble de données	
		IV.2.2. Les statistiques concordent ou peuvent être rapprochées sur un intervalle de temps raisonnable	
		IV.2.3. Les statistiques sont cohérentes ou peuvent être rapprochées de celles qui proviennent d'autres données de base et/ou d'autres cadres statistiques	
	IV.3. Politiques et pratiques de révision –Les données sont révisées à intervalles réguliers et obéissent à des modalités qui sont diffusées au public.	IV.3.1. Les révisions s'effectuent selon un calendrier bien établi et transparent	
		IV.3.2. Les statistiques préliminaires ou les statistiques révisées sont clairement identifiées comme telles	
		IV.3.3. Les études et analyses de révision sont diffusées au public. (voir également III.5.1.)	
	V. Accessibilité – Les données et métadonnées sont aisément disponibles et l'assistance aux utilisateurs est suffisante.	V.1. Accessibilité aux données – Les statistiques sont présentées de façon claire et compréhensible, les supports servant à leur diffusion sont satisfaisants et les statistiques sont communiquées de manière impartiale.	V.1.1. Les statistiques sont présentées de manière à faciliter leur interprétation et à permettre des comparaisons significatives (présentation et clarté des textes, tableaux et graphiques)
			V.1.2. Les moyens et supports de diffusion sont adéquats
V.1.3. Les statistiques sont diffusées selon un calendrier annoncé à l'avance			
V.1.4. Les statistiques sont mises à la disposition de tous les utilisateurs au même moment			
V.1.5. Les statistiques qui ne sont pas diffusées systématiquement sont communiquées aux intéressés sur demande			
V.2. Accessibilité des métadonnées – Les métadonnées à jour et pertinentes sont disponibles.		V.2.1. Une documentation est disponible sur les concepts, le champ d'application, les classifications, les bases d'enregistrement, les sources et les techniques statistiques employées et les écarts par rapport aux normes, principes ou bonnes pratiques acceptées au plan international sont signalés	
		V.2.2. Le niveau de détail est adapté au besoin du public visé	
V.3. Assistance aux utilisateurs - Un service d'assistance prompt et compétent est disponible.		V.3.1. Des points d'accès sont précisés pour chaque catégorie de données	
		V.3.2. Le public a facilement accès au catalogue des publications, documents, et autres services précisant leurs tarifs le cas échéant	

A2. Indicateurs de renforcement des capacités statistiques⁸

Critères	Indicateurs (Echelle d'appréciation: 4=Hautement développé; 3=Développé; 2=Faiblement développé; 1=Sous-développé)
0. Préalables pour la qualité	0.1. Collecte des informations et maintien de la confidentialité garantie par la loi effectifs 0.2. Coordination effective en matière de statistique 0.3. Adéquation du nombre et des compétences des ressources humaines 0.4. Adéquation des locaux, des équipements et des installations Internet 0.5. Mesure de programmation, de suivi et d'évaluation mise en œuvre 0.6. Concentration des efforts organisationnels sur la qualité
1. Intégrité	1.1. Indépendance des opérations statistiques 1.2. Tradition reposant sur des normes professionnelles et éthiques
2. Rigueur méthodologique	2.1 Mise en œuvre des normes internationales ou régionales
3. Exactitude et fiabilité	3.1 Adéquation des sources de données 3.2 Suivi des réponses

⁸ Paris21. Indicateurs de renforcement des capacités statistiques. Rapport final par Lucie Laliberté, septembre 2002.

A3. Arbre à problèmes du Système statistique camerounais en avril 2014

Composantes	Sous-composantes	Causes sous-jacentes	Causes immédiates	Problème central	Effets
I. Cadre juridique et institutionnel	Textes encadrant l'activité statistique au Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> -Obsolescence des textes sur l'activité statistique -Non ratification des instruments statistiques internationaux 	-Inadéquation du cadre juridique aux normes de qualité (principes fondamentaux de la statistique, charte africaine de la statistique, etc.)	Inefficacité de la coordination et de la gouvernance du système	<ul style="list-style-type: none"> -Faible application des textes existants -Cadre juridique et institutionnel ne favorisant pas une production statistique de qualité
	Cadre institutionnel encadrant l'activité statistique au Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'une unité chargée de la coordination de l'activité statistique dans certaines administrations sectorielles et au niveau décentralisé -Cadre de concertation entre les producteurs et les utilisateurs du SNIS peu efficace -Insuffisance de concertation entre producteurs du SNIS -Inexistence de cadre d'échanges entre producteurs et fournisseurs de données (entreprises, ménages, etc.) 	-Faible coordination de la production et de la diffusion des données statistiques surtout dans les administrations sectorielles et au niveau régional		<ul style="list-style-type: none"> -Non maîtrise des besoins en informations du système -Difficulté de centralisation des informations fiables -Diffusion des informations contradictoires -Multiplicité de producteurs d'une même information
II. Ressources humaines	Formation des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> -Faible capacité d'accueil des écoles de statistique et de démographie -Inexistence de plans nationaux et sectoriels de renforcement des capacités en statistique -Non maîtrise des besoins en ressources humaines du SNIS 	-Non prise en compte des besoins du SNIS dans la formation et le renforcement des capacités en statistique des ressources humaines	Insuffisance et faible motivation des ressources humaines compétentes	-Postes de travail non pourvus ou pourvus par des profils inadaptés
	Gestion des	-Forte mobilité des personnels non statisticiens	-Déperdition des		-Certains postes de

Composantes	Sous-composantes	Causes sous-jacentes	Causes immédiates	Problème central	Effets
	ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> formés sur des modules de base en statistique -Forte mobilité du personnel statisticien -Utilisation non optimale des ressources humaines formées -Statut différencié du personnel en charge de la production statistique -Application partielle des statuts du personnel de l'INS -Faible motivation du personnel en charge de la production statistique 	personnels formés du SNIS		travail abandonnés
III. Ressources matérielles et technologiques	Infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de locaux -Absence de commodités dans les espaces réservés à la production statistique 	-Insuffisance d'espaces adéquats réservés à la production statistique	Cadre et outils de travail insuffisamment adaptés	<ul style="list-style-type: none"> -Promiscuité -Faible rendement du personnel
	Equipements	<ul style="list-style-type: none"> -Mauvaise allocation du matériel informatique, roulant ou mobilier -Faible dotation en outils de maintenance du matériel informatique et roulant 	Insuffisance de la logistique nécessaire pour la production statistique de qualité		<ul style="list-style-type: none"> -Les services ne sont pas dotés d'équipements nécessaires
	Supports technologiques et statistiques	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'un schéma directeur de l'information géo référencée au niveau du SNIS -Insuffisance de logiciels appropriés à la production statistique -Absence de banques de données interconnectées servant les besoins de toutes les unités du SNIS 	Faible développement de l'infrastructure technologique et statistique		<ul style="list-style-type: none"> -Prise en compte timide des TIC et SIG dans la collecte des données sur le terrain
IV. Ressources financières	Ressources internes	<ul style="list-style-type: none"> -Instruments de mobilisation des ressources financières au profit du SNIS détournés (taxe statistique, taxe communal) ou non explorés (taxe sur l'environnement, taxe sur l'énergie, etc.) -Procédures de mobilisation des ressources financières non adaptées -Faible priorité accordée au financement de la 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible part du budget de l'Etat consacré à la fonction statistique dans les administrations sectorielles -Non sécurisation des ressources 	Vulnérabilité du mécanisme de financement du SNIS	<ul style="list-style-type: none"> -Dépendance financière excessive vis-à-vis des Partenaires au développement -Réorientation des ressources initialement allouées pour la production la statistique

Composantes	Sous-composantes	Causes sous-jacentes	Causes immédiates	Problème central	Effets
		statistique - Complexité des procédures de décaissement			
	Ressources externes	-Appropriation insuffisante des procédures des Partenaires au développement -inadéquation entre les textes de certains Partenaires au développement et les exigences de la production statistique	-Difficultés à satisfaire les conditionnalités exigées des Partenaires au développement		-Difficultés de mobilisation des ressources financières -Retard dans les décaissements des ressources
V. Coopération, recherche et développement	Recherche et développement	- Manque d'intérêt pour la prospective -Absence d'une culture de recherche	Faible collaboration entre les producteurs de données et les instituts de recherche	Recherche et coopération faiblement développées	-Exploitation insuffisante des bases de données existantes
	Coopération et partenariat	-Partenariat inexistant entre les structures du SNIS et les organisations de la société civile -Divergence des intérêts entre les acteurs impliqués -Non respect de certains engagements pris dans les accords et conventions	-Faible collaboration entre les structures du SNIS -Timide coopération avec les Partenaires au développement		-Coopération peu diversifiée -Coopération timide avec les pays émergents
VI. Production statistique	Enquêtes statistiques et recensements	-Non respect de la périodicité de réalisation -Non respect des délais de production -Faible utilisation des nouvelles techniques de collecte -Méconnaissance du Cadre d'Évaluation de la Qualité des Données -Absence d'une évaluation permanente de la qualité des données suivant les normes -Faible maîtrise des besoins en information statistique dans le SNIS	-Non réalisation de certaines enquêtes indispensables -Faible prise en compte des thématiques et des désagréments pertinentes (genre, infranationale, infra annuelle...) -Faible utilisation des normes de qualité -Absence de cadre permanent d'évaluation externe des données	Couverture et qualité insuffisantes de la production statistique	-Résultats d'enquêtes non désagrégés jusqu'au niveau des collectivités locales -Résultats contradictoires -Faible intérêt du public (usagers, autres utilisateurs) pour certains travaux ou résultats publiés

Composantes	Sous-composantes	Causes sous-jacentes	Causes immédiates	Problème central	Effets
			produites		
	Statistiques de sources administratives	<ul style="list-style-type: none"> -Faible culture statistique chez certains acteurs du système statistique national -Système d'information statistique de certaines administrations sectorielles inexistant ou non fonctionnel - Non disponibilité des données sectorielles sous des formats exploitables -Faible utilisation des outils de normalisation statistique -Rétention de l'information par certains fournisseurs de données -Aspects "genre" pas toujours pris en compte dans la collecte des statistiques 	Faible exploitation des sources administratives		-Plusieurs indicateurs de suivi des politiques et programmes (DSCE, Budget-programme, ...) non renseignés
	Agrégats macroéconomiques et indicateurs sociaux	<ul style="list-style-type: none"> -Faible mise en œuvre des recommandations internationales dans la production des comptes nationaux -Absence d'une évaluation permanente de la qualité des données suivant les normes du Cadre d'Évaluation de la Qualité des Données 	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité irrégulière et très souvent tardive des informations sources -Faible prise en compte du caractère stratégique des comptes nationaux par certains sectoriels 		-Faible robustesse des agrégats produits
		<ul style="list-style-type: none"> -Incohérence des sources de données -Indisponibilité des données sectorielles sous des formats exploitables 	Production statistique insuffisante et irrégulière		-Difficulté à suivre certains indicateurs -Informations non actualisées
	Cartes thématiques	<ul style="list-style-type: none"> -Accès limité à la base de données des RGPH -Désagrégation insuffisante des données démographiques projetées 	-Irrégularité ou absence de la production des cartes thématiques dans		Plusieurs indicateurs de suivi des politiques et programmes (DSCE,

Composantes	Sous-composantes	Causes sous-jacentes	Causes immédiates	Problème central	Effets
		-Indisponibilité des données actualisées -Système d'information statistique de certaines administrations sectorielles inexistant ou non fonctionnel	certaines administrations		Budget-programme, ...) non renseignés
VI. Diffusion statistique et archivage	Diffusion	-Calendrier de diffusion inexistant ou non respecté -Accessibilité difficile aux données (publications, bases de données, etc.) pour le public -Catalogue de publications du SNIS inexistant -Faible centralisation des publications du SNIS -Faible production et/ou diffusion des métadonnées	-Plan de diffusion inexistant ou non respecté -Non respect des délais de publication et de diffusion	Diffusion et archivage insuffisants et approximatifs des statistiques	-Fournisseurs des données non informés des résultats d'études -Production statistique du SNIS peu connue du grand public
	Communication	-Médias et organes de presse ne sont pas suffisamment mis à contribution -Unité de communication non fonctionnelle à l'INS et dans certaines administrations du SNIS	-Faible prise en compte des aspects de communication lors du montage des projets		-Faible visibilité des activités de la statistique - Faible prise en compte de la statistique dans la définition et la mise en œuvre des politiques -Réticence des fournisseurs à fournir l'information
	Archivage	-Manque d'intérêt pour la fonction d'archivage -Faible utilisation des techniques d'archivages modernes -Insuffisance de personnel qualifié en matière de documentation et d'archivage	-Dispositif d'archivage faiblement développé		-Archives difficilement exploitables -Données et publications non sécurisées

A4. Programmation statistique 2015-2020

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
AXE 1 : RENFORCEMENT DE LA COORDINATION ET GOUVERNANCE							
OS1: Rendre efficace la coordination et la gouvernance du système							
R1: Un cadre juridique adapté à la prise en compte des normes de qualité (principes fondamentaux de la statistique, charte africaine de la statistique, etc.) est mis en place							
Signer les textes portant sur l'activité statistique							MINEPAT/PM/PR
Vulgariser les textes portant sur l'activité statistique							INS
Ratifier la charte africaine de la statistique							MINEPAT/MINREX
Vulgariser la Statistique par les journées portes ouvertes ou par des journées dédiées à la Statistique							INS
Assurer un meilleur déploiement des statisticiens/démographes dans les administrations sectorielles							
R2: La coordination de la production et de la diffusion des données statistiques surtout dans les administrations sectorielles et au niveau régional est améliorée							
Organiser les sessions du Conseil National de la Statistique							MINEPAT/INS
Elaborer un cahier de charges des unités dédiées à la production des statistiques sectorielles							INS
Mettre en place des unités dédiées à la production des statistiques sectorielles ou revoir leurs attributions lors de la révision des organigrammes en prenant en compte les spécificités de chaque administration							
Mettre en place les comités spécialisés au sein du Conseil National de la Statistique							
Organiser une session de plaidoyer et de sensibilisation des responsables du SPRA et des secrétaires généraux des administrations sectorielles à l'utilité de la statistique							
Prendre un texte réglementaire instituant une unité en charge des statistiques et de la planification au sein des administrations sectorielles ayant au moins le rang de sous-direction							
Rendre opérationnelle la cellule de communication à l'INS							
Créer et rendre opérationnelle la cellule de traduction à l'INS							
Organiser des ateliers d'appropriation du cadre d'évaluation de la qualité des données (CEQD) par les administrations							INS/DCR
Organiser des ateliers d'appropriation des documents de normalisation produits par le SNIS							INS/DCR
Elaborer les rapports sur l'état de mise en œuvre de la SNDS							INS/DCR
Evaluer régulièrement les besoins en informations du système							INS/DCR

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES, MATERIELLES, TECHNOLOGIQUES ET FINANCIERES							
OS1: Disposer des ressources humaines compétentes, motivées et en nombre suffisant							
R1: Les besoins du SNIS sont pris en compte dans la formation et le renforcement des capacités en statistique des ressources humaines, avec augmentation du nombre de statisticiens et démographes							
Former un nombre plus important de statisticiens et démographes en particulier les cadres moyens et agents techniques							
Evaluer régulièrement les besoins en ressources humaines du SNIS							INS
Renforcer la formation des statisticiens et démographes dans les deux langues officielles							
Mettre en place un centre de formation au sein de l'INS							
Renforcer les capacités des chefs de projets du SNIS en management des projets statistiques							INS
Former les personnels non statisticiens des administrations sectorielles aux techniques statistiques de base							INS
Elaborer des plans nationaux et sectoriels de renforcement des capacités en statistique							INS
Former les administrations à la diffusion des microdonnées							INS
Evaluer le niveau de satisfaction des bénéficiaires des productions statistiques du SNIS							
Procéder à la formation continue des personnels en charge de la production statistique (archivage; utilisation des TIC, analyse des données, etc.)							INS
Former les personnels du MINAS sur l'administration des bases de données dynamique sur les personnes socialement vulnérables							MINAS
Former les personnels du MINAS à l'utilisation de l'application carte sociale							MINAS
Former les personnels du MINAS en statistique (collecte, traitement, diffusion et archivage)							MINAS
Former les administrateurs de l'application carte scolaire							MINESEC
Harmoniser les pratiques statistiques des personnels des services déconcentrés en charge de la carte scolaire							MINESEC
Renforcer les capacités des personnels en charge de la Statistique dans les services déconcentrés du MINDCAF							MINDCAF
Renforcer les capacités des personnels en charge de la Statistique dans les services centraux et déconcentrés du MINFOF							MINFOF
Renforcer les capacités des personnels en charge de la Statistique dans les services déconcentrés du MINHDU (100 personnes)							MINHDU
Former les personnels du MINADER à l'élaboration des comptes des revenus et de la chaîne de valeur ajoutée agricoles (RICA) et Bilans Alimentaires							MINADER
Former les personnels du MINADER à la Modélisation en Équilibre Général Calculable (MEGC) et à la							MINADER

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
modélisation économétrique de la dynamique du secteur agricole et rural							
Former les personnels du MINADER au Traitement des données statistiques et en informatique appliquée à la collecte des données (cspro, spss, gestion et administration des bases de données, sécurité informatique, réseau informatique, windows server, sgbd oracle, arcgis orienté sig, microdata, toolkit, etc.							MINADER
Former les personnels du MINADER à l'archivage des données							MINADER
Former les acteurs de la chaine de production statistique du MINJUSTICE							MINJUSTICE
Renforcer les capacités des personnels en charge de la Statistique dans les services centraux et déconcentrés du MINEE							MINEE
Mettre en œuvre le schéma directeur du SIS du MINATD (Renforcement des capacités des points focaux des services locaux et centraux du MINATD en statistique)							MINATD
Former les personnels des services déconcentrés sur la collecte des données du commerce (prix, stock, etc.)							MINCOMMERCE
Former les personnels des collectivités locales décentralisées et des comités de gestion des marchés pour la production du répertoire communal							MINCOMMERCE
Former les acteurs de la chaine de collecte des données statistiques du MINFOF							MINFOF
Former 6 personnels du MINEDUB aux techniques statistiques à l'ISSEA							MINEDUB
Former 4 personnels en Tunisie sur l'application informatique de la carte scolaire du MINEDUB							MINEDUB
Former 6 personnels du MINEDUB aux techniques d'analyse des données et à l'utilisation des logiciels d'analyse statistique							MINEDUB
Former 6 personnels du MINEDUB à l'INC aux techniques de production cartographiques							MINEDUB
R2: Les personnels formés du SNIS sont maintenus dans le système par la mise en place d'une stratégie de rétention des personnels formés pour des questions statistique							
Réaliser l'étude sur la gestion centralisée du personnel en charge de la production statistique							MINEPAT/INS
Objectif spécifique 2 : un cadre de travail amélioré et les outils de travail mis à niveau							
R1. Des espaces adéquats réservés pour la production statistique sont disponibles							
Poursuivre et achever la Construction de l'immeuble siège de l'INS							INS
Poursuivre et achever la Construction de l'immeuble siège du BUCREP							BUCREP
Assurer une localisation décente des agences de l'INS dans les régions (sécurisation des sites et construction)							INS
Améliorer le cadre de travail des services statistiques sectoriels							Chaque administration
R2. Un SNIS doté d'une infrastructure technologique adéquate							
Acquérir des équipements pour le traitement statistique et les levées géographiques pour les Systèmes d'Information Géographique (SIG)							
Acquérir des équipements pour l'exploitation des big data et la diffusion des métadonnées							

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
Développer les capacités dans l'exploitation des TIC (logiciels SIG; salles de traitement dans les administrations sectorielles; tablettes; PDA; etc.)							chaque administration
Acquérir le matériel et les logiciels informatiques appropriés pour l'opérationnalisation de la base de données sur le commerce							MINCOMMERCE
Acquérir un serveur pour la mise en place d'une base de données sur le travail et de la sécurité sociale							MINTSS
Acquérir des logiciels de traitement et d'analyse statistique du MINATD							MINATD
Acquérir des équipements pour le service statistique du MINAS							MINAS
Acquérir des équipements pour la collecte des données statistiques du MINAC							MINAC
Acquérir le dispositif de la base de données du MINFOF							MINFOF
Renforcer les équipements de travail des services statistiques sectoriels							INS
Doter les agences régionales de l'INS en équipements de travail							INS
Acquérir des véhicules automobiles pour les services statistiques							
R3. Disponibilité de la logistique nécessaire et suffisante pour la production statistique de qualité							
Acquérir du matériel roulant pour la collecte de données statistiques							MINAC
Acquérir des véhicules automobiles pour les services statistiques							
Objectif spécifique 3 : Disposer d'un mécanisme de financement du SNIS fiable et sécurisé							
R1. : Le budget de l'Etat consacré à la fonction statistique dans les administrations sectorielles satisfait aux besoins de la SNDS							
Allouer les financements conséquents à la mise en œuvre de la SNDS 2015-2020							
R2. : l'activité statistique dans les administrations sectorielles dispose d'une ligne budgétaire sécurisée							
Libeller clairement les lignes budgétaires en rapport avec les activités statistiques							
R3. : les fonds alloués à la production statistique sont disponibles en temps opportun							
Produire un rapport sur la traçabilité des fonds alloués à l'activité statistique							
R4. : les conditionnalités de mise en œuvre des projets avec les partenaires au développement sont connues des coordonnateurs de projets statistiques							
Centraliser et diffuser aux chefs de projets les conditionnalités de mise en œuvre des projets avec les partenaires au développement							INS
AXE 3 : AMELIORATION DE LA COUVERTURE ET LA QUALITE DE LA PRODUCTION STATISTIQUE							
OS1 : Assurer la couverture et la qualité de la production statistique							
R1 : Les recensements et enquêtes du programme prioritaire sont réalisés avec régularité							
Réaliser le 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat							BUCREP
Réaliser le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage							MINADER/

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
							MINEPIA/INS
Réaliser les 2 ^{ème} et 3 ^{ème} Recensement Général des Entreprises							INS
Réaliser ECAM5							INS
Réaliser la 5 ^{ème} Enquête Démographique et de Santé (EDS)							INS
Réaliser la 6 ^{ème} Enquête à Indicateurs Multiples (MICS)							INS
Réaliser les 3 ^{ème} et 4 ^{ème} Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI)							INS
Réaliser une enquête de type PETS							INS
Réaliser des Enquêtes statistiques nationales sur les indicateurs de la science, la technologie et l'innovation au Cameroun							MINRESI
Etude statistique sur l'impact économique de la valorisation et la vulgarisation des résultats de recherches réalisées dans les 10 régions du Cameroun par les CRRI							MINRESI
Etude évaluative sur la valorisation des brevets nationaux							MINRESI
Enquête sur l'enseignement scolaire des sciences au Cameroun							MINRESI
Enquête "Grandes Ecoles Techniques et Industrielles et Innovations"							MINRESI
Enquête "organisations de la société civile et innovation"							MINRESI
Enquête "PME et Innovation"							MINRESI
Evaluation de l'offre, de la disponibilité et de la qualité du matériel scientifique au Cameroun							MINRESI
Réaliser l'inventaire forestier national							MINFOF
Réaliser une enquête de référence sur la situation socio-économique des groupes vulnérables (voir ECAM, MICS et autres ECV);							MINAS
Enquête sur les fléaux sociaux							MINAS
Réaliser une enquête de référence sur la jeunesse [15-35ans] (insertion socioprofessionnelle, emploi, santé, éducation) (voir EESI, ECAM et autres ECV)							MINJEC
Réaliser l'évaluation de l'impact de la campagne nationale de l'éducation civique sur les populations							MINJEC
Réaliser une enquête sur les habitants de la rue (voir RGPH4)							MINAS
Réaliser une enquête formation et qualification professionnelles							MINEFOP/ONEFOP/INS
Réaliser une enquête pastorale annuelle							MINEPIA
Réaliser une enquête annuelle sur les pêches de capture							MINEPIA
Réaliser les enquêtes de productivité des cheptels							MINEPIA

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
Réaliser les enquêtes sur les chaînes de valeur (aliments, volailles, poissons, porcins etc.)							MINEPIA
Réaliser une enquête sur les industries animales							MINEPIA
Réaliser les enquêtes trimestrielles de conjoncture du sous-secteur EPIA							MINEPIA
Réaliser l'évaluation des pâturages							MINEPIA
Réaliser l'enquête annuelle sur les productions aquacoles							MINEPIA
Réaliser l'évaluation des stocks halieutiques							MINEPIA
Réaliser une enquête sur la santé animale (taux de prévalence, taux de mortalité, degré de couverture actions prophylactiques)							MINEPIA
Réaliser une enquête sur le profil industriel du Cameroun							MINMIDT
Réaliser une enquête nationale sur les causes de décès (autopsie-verbale, autopsie sociale)							INS/DDS
Elaborer le schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire							MINEPAT/DGPAT-INS
Réaliser l'étude de référence du territoire national (plan de zonage)							MINEPAT/DGPAT
Réaliser l'étude prospective sur la structure du capital humain							MINEPAT/DGPAT
Réaliser l'enquête sur le climat des affaires (BCS)							MINEPAT/DGEPIP
Produire le Tableau de Bord de l'Economie							MINEPAT/DGEPIP
Réaliser des enquêtes trimestrielles de Conjoncture							MINEPAT/DGEPIP
Produire les monographies sectorielles des filières de croissance							MINEPAT/DGEPIP
Produire annuellement le Rapport de Développement Economique du Cameroun (RADEC)							MINEPAT/DGEPIP
Produire les rapports annuels sur les indicateurs socio-économiques							MINEPAT/DGEPIP
Produire la liste des entreprises crédibles							MINEPAT/DGEPIP
Réaliser l'étude sur la contribution des grands projets à la croissance économique							MINEPAT/DGEPIP
Produire le rapport sur les Perspectives de l'économie camerounaise							MINEPAT/DGEPIP
Produire le rapport sur la demande et le pouvoir d'achat des ménages							MINEPAT/DGEPIP
Réaliser l'inventaire des ouvrages d'art							MINTP
Actualiser la nomenclature du réseau routier							MINTP
Poursuite des travaux de la déclinaison de la stratégie mondiale d'amélioration des statistiques agricoles en stratégie nationale de développement des statistiques du secteur rural							MINADER
Réaliser une étude sur l'évaluation de l'impact des investissements routiers sur la croissance et l'emploi							MINTP
Réaliser une étude sur l'évaluation de l'offre de matériels de génie civil au Cameroun							MINTP

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
Réaliser une étude sur l'évaluation des performances des entreprises et bureaux d'études techniques du secteur du BTP							MINTP
Réaliser l'enquête semestrielle de conjoncture du secteur du BTP							MINTP
Réaliser une enquête sur les prix des intrants du BTP							MINTP
Réaliser une étude sur l'évaluation du trafic routier							MINTP
Mettre en place un système d'information stratégique du secteur des infrastructures							MINTP
Géo référencer les sites de production des matériaux locaux							MINTP
Réaliser le recensement des camerounais à l'étranger							MINREX/INS
Réaliser les enquêtes de suivi des indicateurs de Gouvernance, de paix et de sécurité au Cameroun							INS
Réaliser une enquête sur la satisfaction des besoins essentiels des détenus							MINJUSTICE
Réaliser une enquête sur la récidive en matière pénale							MINJUSTICE
Réaliser des enquêtes annuelles sur la consommation énergétique (collecte validation conservation, traitement analyse et diffusion des données statistiques énergétiques, monographies énergétiques)							MINEE
Réaliser l'enquête SARA (Evaluation de la qualité et de la disponibilité des services de santé)							MINSANTE
Réaliser les enquêtes trimestrielles de conjoncture							INS/DSA
Réaliser l'enquête sur les compétences féminines et postes de responsabilité occupés par les jeunes							MINPROFF
Réaliser l'enquête de référence sur l'impact des célébrations des journées commémoratives sur la femme la famille et l'enfant							MINPROFF
Réaliser l'enquête de référence sur la prostitution au Cameroun							MINPROFF
Elaborer et Mettre à jour l'indice de développement local (voir ECAM 5)							FEICOM
Réaliser l'enquête sur la détermination des zones criminogènes							DGSN/SED
Réaliser le Recensement des centres d'alphabétisation fonctionnels (CAF) et des centres d'éducation de base non formels (CEBNF)							MINEDUB
Réaliser l'étude des marchés internationaux							MINCOMMERCE
Réaliser l'enquête sur le commerce transfrontalier							MINCOMMERCE
Réaliser l'enquête sur la commercialisation des produits de consommation de masse							MINCOMMERCE
Réaliser l'enquête sur la commercialisation des produits de la filière coton textile, confection,							MINCOMMERCE
Réaliser l'enquête sur l'utilisation des instruments de mesure homologués dans le commerce de détail							MINCOMMERCE
Réaliser l'enquête sur le commerce informel							MINCOMMERCE
Réaliser l'enquête sur le phénomène des marchés spontanés dans les grandes villes							MINCOMMERCE

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
Réaliser l'enquête nationale sur l'évaluation du système LMD							MINESUP
Réaliser l'enquête sur l'accès à la propriété foncière (voir ECAM, RGPH)							MINDCAF
Réaliser l'enquête sur la migration et le développement							BUCREP
Faire la revue de la sécurité sociale au Cameroun							MINTSS
Réaliser l'enquête sur la traite et les pires formes de travail des enfants au Cameroun (voir EESI)							MINTSS
Réaliser l'enquête sur la satisfaction des bénéficiaires et professionnels des services de santé							MINSANTE
Réaliser l'enquête sur les faux médicaments (médicaments de la rue, médicaments contrefaits)							MINSANTE
Réaliser l'enquête sur les conditions de travail dans les entreprises au Cameroun							MINTSS
Produire des notes trimestrielles de conjoncture du MINTSS							MINTSS
Réaliser les monographies des organisations syndicales et patronales au Cameroun							MINTSS
Elaborer l'Indice des Prix à la Production Industrielle (IPPI)							INS/D.S.E
Réaliser le recensement des opérateurs de la filière « coton/textile/confection							INS/D.S.E
Elaborer l'Indice à la production Industrielle							INS/D.S.E
Elaborer l'Indice du Chiffre d'affaire dans le tertiaire							INS/D.S.E
Mettre en place une centrale des bilans des entreprises							INS/D.S.E-DIB
réaliser une étude sur la démographie des entreprises							INS/D.S.E
Mettre à jour le répertoire national des Entreprises et Etablissements du Cameroun							INS/D.S.E
Réaliser l'étude économique et financière des entreprises							INS/D.S.E
Réaliser l'enquête annuelle dans les entreprises							INS/D.S.E
Réaliser le Recensement des entreprises de tourisme et de loisirs (voir RGE)							MINTOUL
Réaliser une enquête emploi dans le secteur du tourisme et des loisirs (voir enquêtes emploi INS)							MINTOUL
Réaliser une enquête sur la mortalité maternelle 2015-2018 (indicateurs régionaux)							INS/DDS
Réaliser l'enquête sur la sécurité sanitaire des aliments							MINMIDT
Réaliser des enquêtes de productivité et de compétitivité des industries Camerounaises							MINMIDT
Réaliser une enquête de référence sur les contraintes à l'investissement							MINMIDT
Réaliser des enquêtes industrielles (pour la production des notes trimestrielles de conjoncture)							MINMIDT
Réaliser des études industrielles							MINMIDT
Réaliser des études sur les coûts de facteurs							MINMIDT
Réaliser une enquête sur l'identification des produits à fort potentiel d'exportation							MINMIDT
Mettre en place une base de données des statistiques du sous secteur Art et Culture							MINAC

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
Réaliser l'enquête nationale sur le niveau de pénétration et d'utilisation des TIC au Cameroun							MINPOSTEL
Mettre à jour la base de données de l'observatoire des marchés de télécommunication et TICs							MINPOSTEL
Réaliser une enquête annuelle sur le travail et l'emploi (type ménage)							MINEFOP/INS
Réaliser une enquête sur les Besoins en Main d'œuvre (BMO)							MINEFOP/INS
Réaliser une étude d'impact des projets et programmes socioéconomiques en faveur de l'insertion des jeunes (PIFMAS, PAJER-U, etc.)							MINJEC
Réaliser une étude sur la situation de la jeunesse carcérale et post carcérale							MINJEC
Réaliser l'inventaire du parc automobile national							MINT
Réaliser une étude diagnostique sur les fléaux sociaux en milieu jeune							MINJEC
Réaliser un recensement des acteurs du sous-secteur art et culture							
Réaliser une étude sur l'évaluation de la contribution du sous secteur à l'économie nationale							MINAC
Réaliser un recensement des industries culturelles et créatives							MINAC
Réaliser les collectes d'informations sur les sinistrés relatives aux catastrophes naturelles							MINATD
Réaliser une étude sur les déclarations des naissances et des décès au Cameroun							INS/MINATD
R2 : la production statistique prend en compte des thématiques et des désagrégations pertinentes							
Produire les projections démographiques désagrégées par région et par commune							BUCREP
Produire les comptes nationaux trimestriels							INS/DSA
Produire les comptes nationaux régionaux							INS/DSA
R3 : l'utilisation des normes de qualité dans la production statistique est meilleure							
Elaborer un guide d'utilisation des documents de normalisation							INS/DCR
Elaboration la nomenclature des spécialités de formations							INS/DCR
Mettre à jour le manuel de concepts et définitions utilisé dans les statistiques officielles au Cameroun							INS/DCR
Mettre à jour le dictionnaire des enquêtes statistiques							INS/DCR
Produire un guide méthodologique pour la conception et la mise en œuvre d'un système d'information statistique dans les administrations sectorielles							INS/DCR
Elaborer un manuel des concepts du sous secteur Art et Culture							MINAC
R4 : Les données produites font l'objet d'une évaluation externe permanente							
Procéder à une évaluation annuelle de la qualité des données suivant les normes du CEQD.							INS/DCR
R5 : l'exploitation des données de sources administratives est renforcée							
Mettre en place un système d'information dans les communes							INS

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
Elaborer un tableau de bord sur le travail et la sécurité sociale							MINTSS
Mettre en place un SIS au MINTSS							MINTSS
Poursuivre la mise en place d'un SIS au MINPROFF							MINPROFF
Mettre en place un dispositif de suivi des diplômés							MINEFOP
Mise en place d'un système d'information statistique au MINJUSTICE							MINJUSTICE/INS
Produire les tableaux de bord statistiques des composantes du sous-secteur Justice							MINJUSTICE
Produire les chiffres clés de la justice							MINJUSTICE
Produire des annuaires statistiques sectoriels							
INS							INS
MINEPIA							MINEPIA
MINJEC							MINJEC
MINAS							MINAS
MINHDU							MINHDU
MINDCAF							MINDCAF
MINMIDT							MINMIDT
MINATD							MINATD
MINFOF							MINFOF
MINEFOP							MINEFOP
MINESUP							MINESUP
MINTOUL							MINTOUL
MINEE-eau							MINEE
MINEE-énergie							MINEE
MINEPDED							MINEPDED
MINRESI							MINRESI
DGSN							DGSN
MINPMEESA							MINPMEESA
MINREX							MINREX
MINFOPRA							MINFOPRA
MINJUSTICE							MINJUSTICE
MINT							MINT

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
MINSANTE							MINSANTE
MINPROFF							MINPROFF
MINTP							MINTP
MINTSS							MINTSS
MINSEP							MINSEP
MINDEF/SED1							SED
MINPOSTEL							
MINCOMMERCE							MINCOMMERCE
Développement et mise en œuvre d'une solution de gestion des données météorologiques							MINT
Création d'une base de données de l'innovation							MINRESI
Réaliser les enquêtes trimestrielles de conjoncture économique							MINFI/DAE, MINEPAT/DGEPIP
Produire les Notes de Conjoncture Economique							MINFI/DAE, MINEPAT/DGEPIP
Produire les statistiques des finances publiques (TABOR)							MINFI/DAE
Produire le rapport économique et financier (RASIPFIN)							MINFI/DAE
Procéder à la révision du modèle SIPAE en vue de la trimestrialisation des projections macroéconomiques							MINFI/DAE
Produire de la balance des paiements							MINFI/DAE
Elaborer et mettre à jour le cadrage macroéconomique							MINFI/DAE
Mettre en place une base de données fiscales							MINFI/DGI/INS
Développer un module de prévisions fiscales							MINFI/DGI
Mettre en place une base de données des statistiques des finances publiques							MINFI/DGB
Mettre en place le fichier national des PME							MINPMEESA
Développer une application de gestion centralisée des données statistiques du MINATD							MINATD
Mettre en place une base de données sur l'environnement et les changements climatiques							MINEPDED/INS
Mettre en place une base de données dynamique sur les personnes socialement vulnérables							MINAS
Mise en place du système d'information statistique du MINMIDT							MINMIDT
Actualisation de la base de données statistiques							MINMIDT
Mettre en place le SIS du MINAS							MINAS
Déployer et alimenter la base de données des UPA							MINPMEESA

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
Mettre en place un système d'information statistique dans chaque administration du SNIS							chaque administration
Mettre en place un système d'information statistique au MINSEP							MINSEP
Produire des notes trimestrielles de conjoncture sur les PME, les OES et les UPA							MINPMEESA
Produire les notes trimestrielles de conjoncture du sous secteur EPIA							MINEPIA
Actualiser le SIS du MINCOMMERCE							MINCOMMERCE
Elaborer le schéma directeur statistique du MINDCAF							MINDCAF
Elaborer un schéma directeur des productions statistiques							MINAC
Produire la carte industrielle du Cameroun							MINMIDT
Mettre en place un système interne de collecte et de traitement de données statistiques (SIS)							MINAC
R6 : Les comptes satellites sont produits							
Produire les comptes satellites							
EDUCATION							MINEDUB
SANTE (comptes nationaux de la santé)							MINSANTE
TOURISME							MINTOUL
ENVIRONNEMENT							MINEPDED
EMPLOI							MINEFOP
TELECOMS ET TIC							MINPOSTEL
R7 : les principaux agrégats macroéconomiques et indicateurs sociaux sont produits de manière régulière							
Produire les comptes nationaux provisoires							INS/DSA
Produire des comptes nationaux définitifs							INS/DSA
R8: les cartes thématiques sont produites régulièrement							
Réaliser un SIG sur l'occupation des sols en milieu urbains							MINHDU
Mettre en place un SIG pour l'aménagement du territoire dans 4 régions (Est, Nord, Sud et Sud-Ouest)							MINEPAT/DGPAT
Développer la base de données sur l'occupation des sols urbains							MINHDU
Actualiser les indicateurs de performance du sous secteur eau et énergie							MINEE
Réaliser la prospection et élaborer une carte de développement des énergies renouvelables en fonction de la nature des gisements							MINEE
Réaliser un SIG des infrastructures énergétiques du Cameroun							MINEE
Réaliser un SIG sur le suivi de la qualité des eaux							MINEE
Réaliser un SIG pour la cartographie géologique et minière							MINMIDT

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
Elaboration et production des cartes des zones d'exploitation minière artisanale, des carrières, des dépôts d'explosifs, des eaux minérales et thermo minérales							MINMIDT
Réaliser un Système d'information Géographique des établissements scolaires de l'enseignement secondaire (carte géo-référencée)							MINESEC
Mettre en place un SIG de l'offre de service et soins de santé							MINSANTE
Réaliser l'étude d'impact des politiques de promotion des PME, des OES et des UPA sur l'économie							MINPMEESA
Réaliser une étude sur les dépenses et les motivations des visiteurs non résidents							MINTOUL
Réaliser les monographies des communes							MINATD
Actualiser la base de données dynamique de la carte sociale							MINAS
Mettre en place un SIG sur les forces de maintien de l'ordre							DGSN/SED
Concevoir et réaliser un système d'information sur l'énergie (SIG, Base de données, site web)							MINEE
Réaliser un Système d'information sur l'eau et l'assainissement liquide							MINEE
Mettre en place un SIG sur les zones d'interventions des organisations non gouvernementales, des associations internationales, des organisations de l'économie sociale et des organisations internationales							MINREX
Mettre en place un SIG sur le patrimoine des collectivités territoriales décentralisées							FEICOM
Mettre en place un SIG des structures de la chaîne pénale							MINJUSTICE
Mettre en place un SIG des entreprises (grandes et moyennes) et dispositifs d'appui et d'accompagnement des PME du Cameroun							MINPMEESA/INS
Mettre en place un SIG des établissements touristiques au Cameroun (voir RGE)							MINTOUL
Réaliser l'étude sur les accidents de la circulation routière							DGSN/SED/MINT
Réaliser le suivi des objectifs du développement durable							INS/DCR
Produire chaque année les cartes thématiques sur l'éducation, la santé la formation professionnelle, l'industrie, affaires sociales, pauvreté, le réseau routier, l'urbanisme, la jeunesse, etc.							chaque administration
MINESEC							MINESEC
MINSANTE							MINSANTE
MINEDUB							MINEDUB
MINEFOP							MINEFOP
MINAS							MINAS
MINESUP							MINESUP
MINJUSTICE							MINJUSTICE

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
MINDCAF							MINDCAF
Effectuer le géo référencement des établissements scolaires du MINEDUB							MINEDUB
Produire le tableau de bord des écoles primaires							MINEDUB
Mettre en place le SIS du MINJUSTICE							MINJUSTICE
Réaliser un SIG des établissements facultaires et de formation post baccalauréat							MINESUP
Mise en place d'un SIG pour la gestion des infrastructures d'Elevage							MINEPIA
Réaliser le géo référencement des sites de production des matériaux locaux							MINTP
Exploiter les résultats de l'enquête sur la qualité de l'enseignement supérieur							MINESUP
Elaborer un dictionnaire des indicateurs nécessaire au pilotage du sous secteur enseignement supérieur de l'éducation							MINESUP
Réaliser un SIG pour la constitution des réserves foncières							MINDCAF
Réaliser le SIG des marchés du Cameroun							MINCOMMERCE
Actualiser l'inventaire du patrimoine de l'Etat (avec SIG de l'immobilier)							MINDCAF
Mise en place du système d'information statistique du MINATD							MINATD
Mettre en place un SIG pour les ressources en eau souterraines							
AXE 4 : AMELIORATION DE L'ARCHIVAGE, LA DIFFUSION ET L'UTILISATION DES DONNEES							
OS1: Améliorer la diffusion, l'archivage et la communication de l'information statistique							
R1: Des plans de diffusion pour les services statistiques du SNIS sont élaborés							
Élaborer un PTA budgétisé chaque année contenant un calendrier de diffusion							INS
R2. : Les délais de publication et de diffusion sont respectés							
R3 : La diffusion des données est intensifiée							
Diversifier les canaux de diffusion des productions statistiques en prenant en compte les TIC (utilisation des CD, publication sur internet, etc.)							chaque administration
Poursuivre la diffusion des données dans Country Stat							MINADER-MINEPIA
R4. : Les aspects de communication sont pris en compte lors du montage des projets statistique							
Elaborer et diffuser un catalogue des publications du SNIS							INS
Organiser des ateliers de présentation des résultats des travaux statistiques							chaque administration
Diffuser toutes les publications du SNIS dans les différents sites internet des administrations							chaque administration
Organiser des ateliers de formation des médias à l'utilisation des informations statistiques							INS
R5. : Les aspects d'archivage sont pris en compte lors du montage des projets statistique							

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Agence principale d'exécution
Centraliser toutes les publications du SNIS à l'INS							INS
Procéder à la dématérialisation des productions du SNIS							chaque administration
Numérisation du patrimoine scientifique camerounais et le rendre accessible via un portail							MINRESI
Mise en place d'une cantine numérique							MINRESI
AXE 5 : DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE APPLIQUEE ET RENFORCEMENT DE LA COOPERATION							
OS1 : Développer la recherche appliquée et renforcer la coopération							
R1. : La collaboration entre les producteurs de données et les instituts de recherche gagne en intensité							
Elaborer de nouvelles méthodologies							chaque administration
Valoriser les résultats des enquêtes réalisées par le SNIS							chaque administration
Explorer de nouveaux champs de production statistique (Big Data, open Data)							chaque administration
Suivre les indicateurs de l'agenda post 2015							chaque administration
R2. : La collaboration entre les structures du SNIS est renforcée							
Exploiter les données de l'ECAM3 sur le tourisme interne							MINTOUL
Renforcer la collaboration entre les services statistiques et l'INC							chaque administration
Elaborer une méthodologie de projection des données démographiques désagrégées par région et par commune							INS/BUCREP/INC /MINATD
Organiser des rencontres annuelles des points focaux sectoriels du SNIS							INS
Mettre en place un partenariat entre le secteur privé et le SNIS							
Participer aux colloques organisés par les universités et les centres de recherche dans les domaines de la statistique, de la démographie et de l'économie							
R3. : La coopération avec les partenaires au développement est renforcée							
Explorer de nouvelles pistes de coopération bilatérale en statistique (Autriche, Suède, Canada, Chine, Brésil, Russie, Inde, Turquie, etc.)							chaque administration
participer aux activités statistiques organisées par la communauté internationale							chaque administration
Organiser des rencontres annuelles avec les partenaires pour l'évaluation de l'état de mise en œuvre de la SNDS							

A5. Budgétisation des activités du programme statistique 2015-2020 (millions FCFA)

Opérations	2015			2016			2017			2018			2019			2020			Coût total sur la période		
	budget de l'Etat	partenaires	Coût global	budget de l'Etat	partenaires	Coût global	budget de l'Etat	partenaires	Coût global	budget de l'Etat	partenaires	Coût global	budget de l'Etat	partenaires	Coût global	budget de l'Etat	partenaires	Coût global	budget de l'Etat	partenaires	Coût global
AXE 1 : RENFORCEMENT DE LA COORDINATION ET GOUVERNANCE		11	185			237			217			237			197			197	ND	11	1270
OS1: Rendre efficace la coordination et la gouvernance du système		11	185			237			217			237			197			197	ND	11	1270
R1: Un cadre juridique adapté à la prise en compte des normes de qualité (principes fondamentaux de la statistique, charte africaine de la statistique, etc.) est mis en place			60			80			80			80			80			80	ND	ND	460
Signer et vulgariser les textes portant sur l'activité statistique						20			20			20			20			20	ND	ND	100
Vulgariser la Statistique par les journées portes ouvertes ou par des journées dédiées à la Statistique			60			60			60			60			60			60	ND	ND	360
R2: La coordination de la production et de la diffusion des données statistiques surtout dans les administrations sectorielles et au niveau régional est améliorée		11	125			157			137			157			117			117	ND	11	810
Organiser les sessions du Conseil National de la Statistique			40			40			40			40			40			40	ND	ND	240
Elaborer un cahier de charges des unités dédiées à la production des statistiques sectorielles		11	20									20							ND	11	40
Mettre en place et faire fonctionner les comités spécialisés au sein du Conseil National de la Statistique			40			40			40			40			40			40	ND	ND	240
Organiser une session de plaidoyer et de sensibilisation des responsables du SPRA et des secrétaires généraux des administrations sectorielles à l'utilité de la statistique						20						20							ND	ND	40
Elaborer les rapports sur l'état de mise en œuvre de la SNDS			25			25			25			25			25			25	ND	ND	150

Renforcer les capacités des personnels statistiques dans les administrations sectorielles (MINEDUB, MINESEC, MINDCAF, MINHDU, MINJUSTICE, MINCOMMERCE, MINAS, MINEE, MINFOF, MINCOM)	73	0	133	65	0	415	215	0	318	20	0	92	0	0	45	0	0	125	373	ND	1128
R2: Les personnels formés du SNIS sont maintenus dans le système par la mise en place d'une stratégie de rétention des personnels formés pour des questions statistique						30													ND	ND	30
Réaliser l'étude sur la gestion centralisée du personnel en charge de la production statistique						30													ND	ND	30
OS2 : un cadre de travail amélioré et les outils de travail mis à niveau	3510		3935	3020		4059	110		968			458			198			148	6640	ND	9766
R1. Des espaces adéquats réservés pour la production statistique sont disponibles	3500		3890	3000		3590			270			60			50			50	6500	ND	7910
Poursuivre et achever la Construction de l'immeuble siège de l'INS	3500		3500	3000		3000													6500	ND	6500
Poursuivre et achever la Construction de l'immeuble siège du BUCREP			310			510			190										ND	ND	1010
Assurer une localisation décente des agences de l'INS dans les régions (sécurisation des sites et construction)																			ND	ND	ND
Améliorer le cadre de travail des services statistiques sectoriels			80			80			80			60			50			50	ND	ND	400
R2. Un SNIS doté d'une infrastructure technologique adéquate	10		45	20		469	60		498			398			148			98	90	ND	1656
Acquérir les équipements pour le traitement statistique et les levées géographiques pour les SIG (ordinateurs, imprimantes, GPS, etc.) au niveau des communes						200			200			200							ND	ND	600
Acquérir les équipements pour l'exploitation des big data et la diffusion des métadonnées						150			150			150			100			50	ND	ND	600
Renforcer les équipements de travail des services statistiques sectoriels (MINAS, MINFOF, MINATD, MINTSS, MINCOMMERCE)	10	0	25	20	0	99	60	0	148	0	0	48	0	0	48	0	0	48	90	ND	416
Doter les agences régionales de l'INS en équipements de travail			20			20													ND	ND	40
R3. disponibilité de la logistique nécessaire et suffisante pour la production statistique de qualité							50		200										50	ND	200
Acquérir des véhicules automobiles pour les services statistiques (MINAC)							50		200										50	ND	200

AXE 3 : AMELIORATION DE LA COUVERTURE ET LA QUALITE DE LA PRODUCTION STATISTIQUE	14283	172	45647	4639	50	22686	5237		13553	732	35	8619	982		8118	742	10433	26615	257	109056
OS1 : Assurer la couverture et la qualité de la production statistique	14283	172	45647	4639	50	22686	5237		13553	732	35	8619	982		8118	742	10433	26615	257	109056
R1 : Les recensements et enquêtes du programme prioritaire sont réalisés avec régularité	11750	10	41991	2703		18254	3474		10849	445		6540	745		6020	505	8355	19622	10	92009
Réaliser le 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat	500		1992			1697			1219			1155						500	ND	24063
Réaliser le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage	6000		9214						1786									6000	ND	11000
Réaliser les 2ème et 3ème Recensement Général des Entreprises			1200														1400	ND	ND	2600
Finaliser les travaux d'ECAM4 et réaliser ECAM5	500		500			200									3000		1000	500	ND	4700
Réaliser la 5ème Enquête Démographique et de Santé (EDS)	1000		1000			974												1000	ND	1974
Finaliser la 5ème Enquête à Indicateurs Multiples (MICS) et réaliser MICS 6									450			300						ND	ND	750
Réaliser Les 3ème et 4ème Enquêtes sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI)			700			300									200		800	ND	ND	2000
Réaliser des Enquêtes et études statistiques nationales sur les indicateurs de la science, la technologie et l'innovation au Cameroun	94	0	94	91	0	136	99	0	509	0	0	45	0	0	15	0	0	284	ND	814
Réaliser l'inventaire forestier national						2000			1000			1000						ND	ND	4000
Réaliser une enquête sur les flux transfrontaliers des produits forestiers (ligneux et non ligneux)																		ND	ND	ND
Réaliser l'étude sur l'importance économique et sociale du sous secteur forêt et faune																		ND	ND	ND
Réaliser l'inventaire des ouvrages d'hydraulique et assainissement sur l'ensemble du territoire national																		ND	ND	ND
Mettre en place un SIG pour les ressources en eau souterraines																		ND	ND	ND
Réaliser l'atlas des ressources en eau du Cameroun																		ND	ND	ND

Réaliser une enquête de référence sur la situation socio-économique des groupes vulnérables, les habitants de la rue et les fléaux sociaux			75			80			80			80						ND	ND	315
Réaliser une enquête de référence sur la santé, l'éducation, l'emploi des jeunes			100															ND	ND	100
Réaliser l'évaluation de l'impact de la campagne nationale de l'éducation civique sur les populations			500			500			500									ND	ND	1500
Réaliser une enquête sur la formation et la qualification professionnelles						720												ND	ND	720
Réaliser l'enquête annuelle sur les productions aquacoles						80			80			80				80		ND	ND	400
Réaliser l'évaluation des stocks halieutiques									350									ND	ND	350
Réaliser des enquêtes pastorales sur des sujets spécifiques (pêches de capture, productivité des cheptels, chaînes de valeur, industries animales, santé animale, etc.)	310		310	250		410	340		530			290			390		290	900	ND	2220
Réaliser les enquêtes trimestrielles de conjoncture du sous-secteur EPIA	60		60	60		60	60		60			60			60		60	180	ND	360
Réaliser l'évaluation des pâturages												400						ND	ND	400
Réaliser une enquête sur la santé animale (taux de prévalence, taux de mortalité, degré de couverture actions prophylactique)									100								100	ND	ND	200
Réaliser une enquête sur le profil industriel du Cameroun						40												ND	ND	40
Réaliser une enquête nationale sur les causes de décès (autopsie-verbale, autopsie sociale)			900			1900												ND	ND	2800
Elaborer le schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire			650			350										650		ND	ND	1650
Réaliser l'étude de référence du territoire national (plan de zonage)			1100			400										1100		ND	ND	2600
Réaliser l'étude prospective sur la structure du capital humain			45															ND	ND	45
Réaliser l'enquête sur le climat des affaires (BCS)						150						200					200	ND	ND	550
Produire annuellement les rapports sur la conjoncture, l'état et les perspectives de l'économie camerounaise	230		230	305		305	370		380			425			465		505	905	ND	2310
Réaliser l'étude sur la contribution des grands projets à la croissance économique									30							30		ND	ND	60
Réaliser l'inventaire des ouvrages d'art	800		800	800		800	800		800									2400	ND	2400

Actualiser la nomenclature du réseau routier								100		100									100	ND	100	
Poursuivre des travaux de la déclinaison de la stratégie mondiale d'amélioration des statistiques agricoles en stratégie nationale de développement des statistiques du secteur rural	5	10	15																5	10	15	
Réaliser une étude sur l'évaluation de l'impact des investissements routiers sur la croissance et l'emploi	45		45	45		45		45		45		45		45		45		45	270	ND	270	
Réaliser des enquêtes pour les indicateurs du secteur des infrastructures et BTP	190	0	190	190	0	190	190	45	0	190	190	0	190	190	0	190	190	0	190	1140	ND	1140
Réaliser l'Inventaire des Routes Rurales Phase III	850		850																850	ND	850	
Réaliser une étude sur l'évaluation du trafic routier	40		40	40		40		40		40		40		40		40		40	240	ND	240	
Mettre en place un système d'information stratégique du secteur des infrastructures	150		150	150		150	200			200									500	ND	500	
Géo référencer les sites de production des matériaux locaux	200		200	100		100				100									400	ND	400	
Réaliser le recensement des Camerounais à l'étranger						1800													ND	ND	1800	
Réaliser les enquêtes de suivi des indicateurs de Gouvernance, de paix et de sécurité au Cameroun						250						250						250	ND	ND	750	
Réaliser des enquêtes sur la satisfaction des besoins essentiels des détenus et la récidive en matière pénale						80				60						60		80	ND	ND	280	
Réaliser des enquêtes annuelles sur la consommation énergétique	70		70	70		70	70			70	70			70	70			70	420	ND	420	
Réaliser l'enquête SARA (Evaluation de la qualité et de la disponibilité des services de santé)																			ND	ND	ND	
Réaliser l'enquête sur les compétences féminines et postes de responsabilité occupés par les jeunes	40		40									40							40	ND	80	
Réaliser l'enquête de référence sur l'impact des activités de promotion de la femme et la famille							60			60						60		60	120	ND	120	
Réaliser l'enquête de référence sur la prostitution au Cameroun				57		57									50				57	ND	107	
Elaborer et Mettre à jour l'indice de développement local (voir ECAM 5)																			ND	ND	ND	
Réaliser l'enquête sur la détermination des zones criminogènes						200										200			ND	ND	600	
Réaliser le Recensement des centres d'alphabétisation fonctionnels (CAF) et des centres d'éducation de base non formels (CEBNF)	16		16																16	ND	16	

Réaliser l'étude des marchés internationaux						200			200									ND	ND	900		
Réaliser l'enquête pour les indicateurs du commerce (commerce transfrontalier, commercialisation des produits de grande consommation, utilisation des instruments de mesure, commerce informel, etc.)						270			70								120	ND	ND	670		
Réaliser l'enquête nationale sur l'évaluation du système LMD							250		250									250	ND	250		
Réaliser l'enquête sur l'accès à la propriété foncière (voir ECAM, RGPH)						500												500	ND	1000		
Réaliser l'enquête sur la migration et le développement																			500	ND	500	
Réaliser des enquêtes pour les indicateurs du travail et de la sécurité sociale (travail des enfants, conditions de travail en entreprise, organisations syndicales, etc.)	40		40			85			40									40	40	ND	285	
Réaliser l'enquête sur la satisfaction des bénéficiaires et professionnels des services de santé						250													ND	ND	250	
Réaliser l'enquête sur les faux médicaments et les médicaments de la rue									150										ND	ND	150	
Elaborer les différents indices de prix (Production Industrielle, indice à la production industrielle, chiffre d'affaire dans le tertiaire)	80		80	80		80	80		80										80	240	ND	480
Réaliser le recensement des opérateurs de la filière « coton/textile/confection »	75		75																75	ND	ND	75
Mettre en place une centrale des bilans des entreprises	58		58																58	ND	ND	58
Réaliser une étude sur la démographie des entreprises et mettre à jour le répertoire national des Entreprises	135		135	35		35	35		35										35	205	ND	410
Réaliser les enquêtes et études économiques et financières dans les entreprises	100		100	100		100	100		100										100	600	ND	600
Réaliser le Recensement des entreprises de tourisme et de loisirs							155		155											155	ND	155
Réaliser une enquête emploi dans le secteur du tourisme et des loisirs (voir enquêtes emploi INS)	62		62																	62	ND	62
Réaliser une enquête sur la mortalité maternelle 2015-2018 (indicateurs régionaux)			2000			1500			300											ND	ND	3800
Réaliser des enquêtes et études industrielles sur des sujets spécifiques (sécurité sanitaire des aliments, coûts des facteurs, productivité et compétitivité des industries camerounaises, contraintes à l'investissement, etc.)	100		230	30		100	80		220											210	ND	775

Réaliser l'enquête nationale sur le niveau de pénétration et d'utilisation des TIC au Cameroun						300		300			300		300			600	ND	600
Réaliser une enquête annuelle sur le travail et l'emploi (type ménage)					160			160			160				160	ND	ND	640
Réaliser une enquête sur les Besoins en Main d'œuvre(BMO)					480									480	ND	ND	960	
Réaliser une étude d'impact des projets et programmes socioéconomiques en faveur de l'insertion des jeunes (PIFMAS, PAJER-U, etc.)			75													ND	ND	75
Réaliser une étude sur la situation de la jeunesse carcérale et post carcérale			50													ND	ND	50
Réaliser l'étude sur l'évaluation de la mise en œuvre des documents de planification dans les villes de plus de 100 000 habitants.																ND	ND	ND
Réaliser l'inventaire du parc automobile national				300		300										300	ND	300
Réaliser une étude sur l'évaluation de la contribution du sous secteur art et culture à l'économie nationale										70						ND	ND	70
Réaliser l'étude d'impact des politiques de promotion des PME, des OES et des UPA sur l'économie						30		50								ND	ND	80
Réaliser une étude sur les dépenses et les motivations des visiteurs non résidents						80										ND	ND	80
Réaliser un recensement des industries culturelles et créatives										50						ND	ND	50
Réaliser des modèles statistiques de prévision de la demande énergétique du Cameroun (dans les domaines de l'énergie électrique, des produits pétroliers et gaz ainsi que des énergies renouvelables)													75			ND	ND	75
R2. : la production statistique prend en compte des thématiques et des désagréations pertinentes			120										120			ND	ND	240
Produire les projections démographiques désagrégées par région et par commune			120										120			ND	ND	240
Produire les comptes nationaux trimestriels																ND	ND	ND
Produire les comptes nationaux régionaux																ND	ND	ND
R3 : l'utilisation des normes de qualité dans la production statistique est meilleure		36	96			20		20					24			ND	36	160
Elaborer, mettre à jour et vulgariser les documents de normalisation et leur guide d'utilisation		36	96			20		20					24			ND	36	160

R4 : Les données produites font l'objet d'une évaluation externe permanente	12		12	12		12	12		12		12		12		12		12		12	36	ND	72
Procéder à une évaluation annuelle de la qualité des données suivant les normes du CEQD.	12		12	12		12	12		12		12		12		12		12		12	36	ND	72
R5 : l'exploitation des données de sources administratives est renforcée	1438	126	2040	985	50	1759	920		1299	212	35	1020	162		1085	162		1079	3879	211	8282	
Mise en place des systèmes d'information statistiques dans les administrations sectorielles (MINPROFF, MINESUP, MINJUSTICE, MINMIDT, MINAS, MINSEP, MINAC, MINCOMMERCE, MINFOF)	29	86	140	0	0	125	19	0	54	50	0	35	0	0	55	0	0	54	98	86	463	
Mettre en place un système d'information dans les communes		40	40																ND	40	40	
Elaborer les tableaux de bord dans les différents secteurs (travail et sécurité sociale, justice, écoles primaires)			9			89			89			39			39			39	ND	ND	304	
Produire des annuaires statistiques (national et sectoriels)	400	0	553	461	0	661	417	0	597	162	0	602	162	0	587	162	0	592	1764	ND	3592	
Développement et mise en œuvre d'une solution de gestion des données météorologiques																			ND	ND	ND	
Déployer et mettre à jour des bases de données pour les indicateurs des divers secteurs (innovation, occupation des sols, environnement, industries et mines, art et culture, TIC, personnes socialement vulnérables, unités de production artisanale)	310	0	599	95	50	385	45	0	120	0	35	90	0	0	125	0	0	90	450	85	1409	
Réaliser les enquêtes trimestrielles de conjoncture économique	130	0	130	160	0	160	185	0	185	0	0	150	0	0	175	0	0	200	475	ND	1000	
Produire les Notes de Conjoncture Economique	28		28	28		28	28		28										84	ND	84	
Produire les statistiques des finances publiques (TABOR)	20		20	20		20	20		20										60	ND	60	
Produire le rapport économique et financier (RASIFEFIN)	180		180																180	ND	180	
Procéder à la révision du modèle SIPAE en vue de la trimestrialisation des projections macroéconomiques	40		40	40		40													80	ND	80	
Produire de la balance des paiements	40		40	40		40	40		40										120	ND	120	
Elaborer et mettre à jour le cadrage macroéconomique	47		47	47		47	47		47										141	ND	141	
Mettre en place le fichier national des PME	100		100																100	ND	100	
Développer une application de gestion centralisée des données statistiques du MINATD						40													ND	ND	40	

Produire chaque année les cartes thématiques sur l'éducation, la santé la formation professionnelle, l'industrie, affaires sociales, pauvreté, le réseau routier, l'urbanisme, la jeunesse, etc.	230	0	380	230	0	380	230	0	440	0	0	380	0	0	380	0	0	380	690	ND	2340
Mise en place d'un SIG pour la gestion des infrastructures d'Elevage						400			60			60			60			60	ND	ND	640
Produire les chiffres clés de la justice			12			12			12			12			12			12	ND	ND	72
Exploiter les résultats de l'enquête sur la qualité de l'enseignement supérieur				5		5													5	ND	5
AXE 4 : AMELIORATION DE L'ARCHIVAGE, LA DIFFUSION ET L'UTILISATION DES DONNEES			225	34		199	35		200			179			179			179	69	ND	1161
OS1:améliorer la diffusion, l'archivage et la communication de l'information statistique			225	34		199	35		200			179			179			179	69	ND	1161
R1: des plans de diffusion pour les services statistiques du SNIS sont élaborés			12	12		12	12		12			12			12			12	24	ND	72
Élaborer un PTA budgétisé chaque année contenant un calendrier de diffusion			12	12		12	12		12			12			12			12	24	ND	72
R3 : la diffusion des données est intensifiée			100			100			100			100			100			100	ND	ND	600
Poursuivre la diffusion des données dans Country Stat			100			100			100			100			100			100	ND	ND	600
R4. : Les aspects de communication sont pris en compte lors du montage des projets statistique			17	2		17	2		17			17			17			17	4	ND	102
Elaborer et diffuser un catalogue des publications du SNIS			2	2		2	2		2			2			2			2	4	ND	12
Organiser des ateliers de présentation des résultats des travaux statistiques																			ND	ND	ND
Organiser des ateliers de formation des médias à l'utilisation des informations statistiques			15			15			15			15			15			15	ND	ND	90
R5. : Les aspects d'archivage sont pris en compte lors du montage des projets statistique			96	20		70	21		71			50			50			50	41	ND	387
Centraliser toutes les publications du SNIS à l'INS																			ND	ND	ND
Procéder à la dématérialisation des productions du SNIS			50			50			50			50			50			50	ND	ND	300
Numérisation du patrimoine scientifique et mise en place d'une cantine numérique			46	20		20	21		21										41	ND	87
AXE 5 : DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE APPLIQUEE ET RENFORCEMENT DE LA COOPERATION			105			70			70			70			70			70	ND	ND	455

OS1 : Développer la recherche appliquée et renforcer la coopération			105			70			70			70			70			70	ND	ND	455
R1. : La collaboration entre les producteurs de données et les instituts de recherche gagne en intensité						40			40			40			40			40	ND	ND	200
Elaborer de nouvelles méthodologies																			ND	ND	ND
Valoriser les résultats des enquêtes réalisées par le SNIS																			ND	ND	ND
Explorer de nouveaux champs de production statistique (Big DATA, open Data)																			ND	ND	ND
Suivre les indicateurs de l'agenda post 2015						40			40			40			40			40	ND	ND	200
R2. : La collaboration entre les structures du SNIS est renforcée			105			20			20			20			20			20	ND	ND	205
Exploiter les données de l'ECAM3 sur le tourisme interne			65																ND	ND	65
Elaborer une méthodologie de projection des données démographiques désagrégées par région et par commune			20																ND	ND	20
Organiser des rencontres annuelles des points focaux sectoriels du SNIS			10			10			10			10			10			10	ND	ND	60
Mettre en place un partenariat entre le secteur privé et le SNIS																			ND	ND	ND
Participer aux colloques organisés par les universités et les centres de recherche dans les domaines de la statistique, de la démographie et de l'économie			10			10			10			10			10			10	ND	ND	60
R3. : la coopération avec les partenaires au développement est renforcée						10			10			10			10			10	ND	ND	50
Organiser des rencontres annuelles avec les partenaires pour l'évaluation de l'état de mise en œuvre de la SNDS						10			10			10			10			10	ND	ND	50
Budget global	17891	325	50695	7835	75	28377	5597		15781	789	60	10101	982		9162	742		11521	33836	460	125637

A6. Analyse des effets potentiels de la SNDS 2

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
AXE 1 : RENFORCEMENT DE LA COORDINATION ET GOUVERNANCE					1270
OS1: Rendre efficace la coordination et la gouvernance du système					1270
R1: Un cadre juridique adapté à la prise en compte des normes de qualité (principes fondamentaux de la statistique, charte africaine de la statistique, etc.) est mis en place					460
A1. Signer et vulgariser les textes portant sur l'activité statistique	Les textes signés et vulgarisés	Meilleur encadrement de l'activité statistique	Amélioration de la qualité de la production statistique	Etat	100
A2. Vulgariser la Statistique par les journées portes ouvertes ou par des journées dédiées à la Statistique	Nombre d'administrations qui participent aux journées portes ouvertes	Meilleure connaissance de l'importance de la statistique par les acteurs du SNIS et le public	Plus grande prise en compte de l'information statistique dans la prise de décision	UE / PARFIP	360
R2: La coordination de la production et de la diffusion des données statistiques surtout dans les administrations sectorielles et au niveau régional est améliorée					810
A1. Organiser les sessions du Conseil National de la Statistique	Le nombre de sessions du conseil organisées par an est supérieur ou égale à 1	Une meilleure coordination de l'activité statistique	Un SNIS mieux organisé et plus efficace	Etat	240

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A2. Elaborer un cahier de charges des unités dédiées à la production des statistiques sectorielles	Cahier de charge disponible	Chaque administration produit régulièrement des informations statistiques dans un champ bien défini.	Un meilleur suivi et évaluation des stratégies sectorielles	UE/PARFIP	40
A3. Mettre en place et faire fonctionner les comités spécialisés au sein du Conseil National de la Statistique	Le nombre de comités spécialisés mis en place et fonctionnels	Une meilleure coordination du SNIS	Un SNIS mieux organisé et plus efficace	Etat	240
A4. Organiser une session de plaidoyer et de sensibilisation des responsables du SPRA et des secrétaires généraux des administrations sectorielles à l'utilité de la statistique	Le nombre de responsables d'administration sensibilisés	Un plus grand intérêt est accordé à l'activité statistique Une plus grande prise en compte des statistiques dans la prise de décision	Toutes les administrations publiques disposent d'une unité dédiée à la production statistique	Etat	40
A5. Elaborer les rapports sur l'état de mise en œuvre de la SNDS	Le nombre de rapports d'évaluation de la SNDS élaborés	Meilleure mise en œuvre de la SNDS	Un meilleur suivi-évaluation des objectifs du DSCE et de l'agenda post 2015	Etat	150
A6. Organiser des ateliers d'appropriation du cadre d'évaluation de la qualité des données (CEQD) par les administrations et des documents de normalisation produits par le SNIS	Le nombre d'ateliers organisés et tenus	Une meilleure appropriation du CEQD par les administrations	Une production statistique de meilleure qualité	UNESCO ; BAD ; CAMERCAP	100
AXE 2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES, MATERIELLES, TECHNOLOGIQUES ET FINANCIERES					13 695
OS1: Disposer des ressources humaines compétentes, motivées et en nombre suffisant					3929

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
R1: Les besoins du SNIS sont pris en compte dans la formation et le renforcement des capacités en statistique des ressources humaines, avec augmentation du nombre de statisticiens et démographes					3899
A1. Evaluer régulièrement les besoins en ressources humaines du SNIS	Le nombre de rapports d'évaluation disponibles	Meilleure gestion des ressources humaines disponibles	Les différentes administrations du SNIS disposent de ressources humaines qualifiées et en quantité suffisante	UE/PARFIP ; CAMERCAP ;	PM
A2. Evaluer régulièrement les besoins en informations du système	Le nombre de rapports d'évaluation disponibles	Meilleure adéquation entre l'offre et la demande de l'information statistique	Une plus grande utilisation de l'information statistique	UNESCO ; UNICEF ; groupe BM	90
A3. Evaluer le niveau de satisfaction des bénéficiaires des productions statistiques du SNIS	Le nombre de rapports d'évaluation disponibles	Meilleure adéquation entre l'offre et la demande de l'information statistique	Une plus grande utilisation de l'information statistique	UNESCO ; UNICEF ; groupe BM	180
A4. Elaborer des plans nationaux et sectoriels de renforcement des capacités en statistique	Existence d'un plan national et des plans sectoriels de renforcement des capacités	Meilleure planification de renforcement des capacités	Meilleure utilisation des ressources dédiées au renforcement des capacités des personnels du SNIS	UE/PARFIP ; CAMERCAP ; AFD ; BAD ; BM ;	84

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A5. Former les personnels non statisticiens des administrations sectorielles aux techniques statistiques de base	Nombre d'administrations du SNIS dont les personnels non statisticiens ont bénéficié d'une formation aux techniques statistiques de base	Amélioration de la production statistique des administrations sectorielles	Un meilleur suivi et évaluation des stratégies sectorielles	UE/PARFIP ; CAMERCAP ; AFD ; BAD ; BM ;	925
A6. Renforcer les capacités des personnels statistiques dans les administrations sectorielles (MINEDUB, MINESEC, MINDCAF, MINHDU, MINJUSTICE, MINCOMMERCE, MINAS)	Nombre de personnes formées dans les administrations sectorielles	Amélioration de la production statistique des administrations sectorielles	Un meilleur suivi et évaluation des stratégies sectorielles	UE/PARFIP ; CAMERCAP	1088
A7. Former les administrations à la diffusion des microdonnées	Nombre d'administrations formées à la diffusion des microdonnées	Une diffusion large et régulière des bases de données	Une meilleure exploitation des bases de données	Paris 21 ; UNESCO ;	42
A8. Procéder à la formation continue des personnels en charge de la production statistique (archivage; utilisation des TIC, analyse des données, formation bilingue, etc.)	Nombre de personnels du SNIS ayant bénéficié d'une formation continue	Amélioration des techniques de production, d'archivage et de diffusion des données statistiques	Une plus grande vulgarisation des produits statistiques de qualité	UE/PARFIP ; CAMERCAP ; BAD ; BM ; Paris21	1200
A9. Renforcer les capacités des chefs de projets du SNIS en management des projets statistiques	Le nombre de des chefs de projets du SNIS formés en management des projets statistiques	Une plus grande efficacité dans la mise en œuvre des projets statistiques	Des produits du SNIS de meilleure qualité	UE/PARFIP ; CAMERCAP;	36
A10. Former un nombre plus important de statisticiens et démographes en particulier les cadres moyens et agents techniques	Nombre de cadres et agents techniques formés pour le SNIS	Un plus grand nombre de personnels qualifiés actifs dans le SNIS	Une meilleure allocation des ressources humaines qualifiées dans le SNIS	Etat	PM

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A11. Renforcer la formation des statisticiens et démographes dans les deux langues officielles avec un accent sur la formation des statisticiens d'expression anglaise	Proportion de statisticiens et démographes d'expression anglaise formés	Une amélioration de la production des données dans les deux langues officielles	Une plus large utilisation des produits du SNIS	Etat	PM
R2: Les personnels formés du SNIS sont maintenus dans le système par la mise en place d'une stratégie de rétention des personnels formés pour des questions statistique					30
A1. Réaliser l'étude sur la gestion centralisée du personnel en charge de la production statistique	Le rapport d'étude disponible	meilleure couverture du SNIS en personnel	Plus grande stabilité du personnel dans le SNIS	Etat	30
Objectif spécifique 2 : un cadre de travail amélioré et les outils de travail mis à niveau					9 766
R1. Des espaces adéquats réservés pour la production statistique sont disponibles					7 910
A1. Poursuivre et achever la Construction de l'immeuble siège de l'INS	Taux de réalisation de l'immeuble siège	Amélioration du cadre de travail	Meilleur rendement des personnels de l'INS	Etat	6 500
A2. Poursuivre et achever la Construction de l'immeuble siège du BUCREP	Taux de réalisation de l'immeuble siège	Amélioration du cadre de travail	Meilleur rendement des personnels du BUCREP	Etat	1 010
A3. Assurer une localisation décente des agences de l'INS dans les régions (sécurisation des sites et construction)	Nombre d'agence de l'INS dont les sites sont sécurisés ; Nombre d'agences construites	Amélioration du cadre de travail	Meilleur rendement des personnels et plus grande visibilité de l'INS	Etat	0
A4. Améliorer le cadre de travail des services statistiques sectoriels	Nombre d'administrations dont les services statistiques disposent d'un cadre approprié pour la production statistique	Meilleur rendement des personnels du SNIS dans les administrations sectorielles	Une production statistique de qualité dans les administrations sectorielles	Etat	400

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
R2. Un SNIS doté d'une infrastructure technologique adéquate					1 656
A1. Acquérir les équipements pour le traitement statistique et les levées géographiques pour les SIG (ordinateurs, imprimantes, GPS, etc.) au niveau des communes	Nombre d'équipements acquis	Efficacité dans la production statistique dans les communes	Disponibilité des données désagrégées au niveau communal	Etat (FEICOM ; communautés urbaines ; communes) GIZ ; JICA ; coopération chinoise ; coopération Russe	600
A2. Acquérir les équipements pour l'exploitation des big data et la diffusion des métadonnées	Nombre d'équipements acquis	Grande exploitation des Big data	Plus large couverture de la production statistique	UE/PARFIP ;	600
A3. Renforcer les équipements de travail des services statistiques sectoriels (MINAS, MINFOF, MINATD, MINTSS, MINCOMMERCE)	Nombre d'équipements acquis	Efficacité de la production statistique dans les administrations sectorielles	Un meilleur suivi et évaluation des stratégies sectorielles	UE/PARFIP ; CAMERCAP ; BAD	416
A4. Doter les agences régionales de l'INS en équipements de travail	Nombre d'équipements acquis	Efficacité de la production statistique dans les agences régionales de l'INS	Un meilleur suivi de la production statistique au niveau régional	UE/PARFIP ; CAMERCAP ; BAD	40
R3. disponibilité de la logistique nécessaire et suffisante pour la production statistique de qualité					200
A1. Acquérir des véhicules automobiles pour les services statistiques (MINAC)	Nombre de véhicules automobiles acquis	Efficacité de la production statistique des services du MINAC	Un meilleur suivi et évaluation de la stratégie du MINAC	Etat	200
AXE 3 : AMELIORATION DE LA COUVERTURE ET LA QUALITE DE LA PRODUCTION STATISTIQUE					111 156

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
OS1 : Assurer la couverture et la qualité de la production statistique					111 156
R1 : Les recensements et enquêtes du programme prioritaire sont réalisés avec régularité					94 109
A1. Réaliser le 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport de recensement diffusé; Bases de données disponibles 	une meilleure planification du développement au niveau national	Une amélioration des conditions de vie de la population	UNFPA ;UNICEF ; PNUD ;	24 063
A2. Réaliser le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport de recensement diffusé; Bases de données disponibles 	une meilleure planification du développement du secteur rural	Une amélioration de la productivité agropastorale	FAO ;UE/PARFI P; BAD ; AFD; C2D	11000
A3. Réaliser les 2ème et 3ème Recensement Général des Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapports de recensements diffusés; Bases de données disponibles 	une meilleure conduite des études prospectives	Une amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises	UE/PARFIP; BAD ; USAID; BIT	2600
A4. Finaliser les travaux d'ECAM4 et réaliser ECAM5	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapports d'enquêtes diffusés; Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté	Une amélioration des conditions de vie de la population	UE/PARFIP; BM;	4700

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A5. Réaliser la 5ème Enquête Démographique et de Santé (EDS)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapports d'enquêtes diffusés; Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement en matière de santé	Une amélioration des conditions de vie de la population	OMS ; USAID ; UNFPA ;	1974
A6. Finaliser la 5ème Enquête à Indicateurs Multiples (MICS) et réaliser MICS 6	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapports d'enquêtes diffusés; Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement en matière d'éducation, de santé maternelle et infantile	Une réduction de la mortalité infantile et un meilleur accès à l'éducation	UNICEF ;	750
A7. Réaliser Les 3ème et 4ème Enquêtes sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapports d'enquêtes diffusés; Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement en matière d'emploi	Une meilleure insertion socioprofessionnelle	UNICEF ; UE/PARFIP ; BIT	2000
A8. Réaliser des Enquêtes et études statistiques nationales sur les indicateurs de la science, la technologie et l'innovation au Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquêtes et d'études diffusé; Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement en matière de science, technologie et innovation	Plus grande contribution de la recherche au développement	BAD ; UNESCO ; UNICEF ; OMS ; USAID	814

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A9. Réaliser l'inventaire forestier national	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'inventaire diffusé; Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement dans le secteur forestier	Une gestion durable du patrimoine forestier national	FAO ; GIZ ; BM ; WWF ; UE; JICA	4000
A10. Réaliser une enquête de référence sur la situation socio-économique des groupes vulnérables, les habitants de la rue et les fléaux sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé; Bases de données disponibles 	Une meilleure prise en compte des besoins des groupes vulnérables	Amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables	UE ;	315
A11. Réaliser une enquête de référence sur la santé, l'éducation, l'emploi des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé; Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement en faveur des jeunes	Amélioration de l'insertion sociale des jeunes	PNUD ; BIT ; UE/PARFIP ; KOICA; JICA	100
A12. Réaliser l'évaluation de l'impact de la campagne nationale de l'éducation civique sur les populations	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'évaluation diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleure orientation des politiques en matière d'éducation civique	Un développement de l'esprit de patriotisme et de respect des biens publics	PNUD ; USAID	1500
A13. Réaliser une enquête sur la formation et la qualification professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé; Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement en matière de formation professionnelle	Une meilleure adéquation formation-emploi	UE/PARFIP ; BIT ; KOICA ; JICA	720

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
Réaliser l'inventaire des routes rurales phase 3	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé; • Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement en matière de gestion du réseau routier	Meilleure mobilité des personnes et des biens		850
A15. Réaliser l'enquête annuelle sur les productions aquacoles	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la politique du gouvernement en matière de production aquacole	Une autosuffisance alimentaire	FAO ; USAID	400
A16. Réaliser l'évaluation des stocks halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'évaluation diffusé; Bases de données disponibles 	Une meilleure gestion des ressources halieutiques	Une contribution au développement durable	FAO ; USAID ; JICA ; KOICA ; Coopération chinoise	350
A17. Réaliser des enquêtes sur des sujets spécifiques (élevage, pêches de capture, productivité des cheptels, chaînes de valeur, industries animales, santé animale, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapports d'enquêtes diffusés Bases de données disponibles 	Un meilleur suivi de la stratégie du sous secteur EPIA	Une satisfaction de la demande nationale en protéines animales	FAO ; USAID ; JICA ; KOICA ; Coopération chinoise	2020
A18. Réaliser les enquêtes trimestrielles de conjoncture du sous-secteur EPIA	Notes de conjoncture diffusées Bases de données disponibles ;	Prise des décisions adéquates par les acteurs du sous secteur EPIA	Amélioration de la productivité du sous secteur EPIA	Etat	360

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A19. Réaliser l'évaluation des pâturages	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'évaluation diffusé; Bases de données disponibles 	Une meilleure gestion des ressources pastorales	Amélioration de la productivité des cheptels	FAO ; USAID ; JICA ; KOICA ; Coopération chinoise	400
A20. Réaliser une enquête sur le profil industriel du Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé; Bases de données disponibles 			PNUD ; ONUDI ; UE/PARFIP ; Coopération Turque	40
A21. Réaliser une enquête nationale sur les causes de décès (autopsie-verbale, autopsie sociale)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé; Bases de données disponibles 	Maitrise des causes de décès	Réduction de la mortalité	UNFPA ; USAID ; OMS ;	2800
A22. Elaborer le schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Le schéma national d'aménagement et de développement durable du territoire diffusé 	Meilleure planification du développement	Amélioration des conditions de vie des populations	Etat	1650

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A23. Réaliser l'étude de référence du territoire national (plan de zonage)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleure planification du développement	Amélioration des conditions de vie des populations	Etat	2600
A24. Réaliser l'étude prospective sur la structure du capital humain	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé; Bases de données disponibles 	Bonne maîtrise du capital humain	Bonne planification des besoins en ressources humaines	Etat	45
A25. Réaliser l'enquête sur le climat des affaires (BCS)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapports d'enquêtes diffusés Bases de données disponibles 	Amélioration du climat des affaires	Un accroissement des investissements	Etat	550
A26. Produire annuellement les rapports sur la conjoncture, l'état et les perspectives de l'économie camerounaise	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports diffusés; • Bases de données disponibles 	Prise des décisions adéquates par les opérateurs économiques et le Gouvernement	Amélioration des performances économiques du Cameroun	Etat	2310
A27. Réaliser l'étude sur la contribution des grands projets à la croissance économique	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleure planification des projets de développement	Amélioration du bien être des populations	Etat	60

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A28. Réaliser l'inventaire des ouvrages d'art	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'inventaire diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleure gestion des ouvrages d'art	Meilleure circulation des biens et des personnes	Etat	2400
A29. Actualiser la nomenclature du réseau routier				Etat	100
A30. Poursuivre des travaux de la déclinaison de la stratégie mondiale d'amélioration des statistiques agricoles en stratégie nationale de développement des statistiques du secteur rural	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une stratégie sectorielle de production des statistiques agricoles et rurales qui sera greffée à la SNDS 	Amélioration de la qualité des statistiques du secteur rural	Meilleur suivi des politiques gouvernementales de développement du secteur rural	Etat, BAD	15
A31. Réaliser une étude sur l'évaluation de l'impact des investissements routiers sur la croissance et l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleure planification des investissements dans le secteur routier	Meilleure contribution des investissements routiers à la croissance et à l'emploi	Etat	270
A32. Réaliser des enquêtes pour produire les indicateurs du secteur des infrastructures et BTP	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleur suivi de la stratégie du secteur BTP	Disponibilité d'infrastructures respectant les règles de l'art	Etat	1140
A33. Réaliser une étude sur l'évaluation du trafic routier	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleure planification du développement des infrastructures routières	Amélioration de la circulation et de la sécurité routière	Etat	240

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A34. Mettre en place un système d'information stratégique du secteur des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Le système d'information fonctionnel 	Meilleure planification du développement des infrastructures	Amélioration de la gestion des infrastructures au niveau national	Etat	500
A35. Géo référencer les sites de production des matériaux locaux	Un SIG fonctionnel sur les sites de production des matériaux locaux	Meilleure exploitation des matériaux locaux pour le développement des infrastructures	Réduction du coût des infrastructures	Etat	400
A36. Réaliser le recensement des Camerounais à l'étranger	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport de recensement diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleure connaissance de la diaspora	Meilleure prise en compte de la diaspora dans les politiques de développement	Etat	1800
A37. Réaliser les enquêtes de suivi des indicateurs de Gouvernance, de paix et de sécurité au Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleure définition des politiques en matière de gouvernance, paix et sécurité	Stabilité des institutions et attraction des investissements	UE/PARFIP ; UA ; CEEAC ; CEMAC ;	750
A38. Réaliser des enquêtes sur la satisfaction des besoins essentiels des détenus et la récidive en matière pénale	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé; Bases de données disponibles 	Meilleure prise en compte des besoins des détenus ; Meilleure politique d'application des peines	Amélioration des conditions de détention Amélioration de la politique carcérale	Comonwealth ; USAID ; GIZ ;	280

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A39. Réaliser des enquêtes annuelles sur la consommation énergétique	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé Bases de données disponibles 	Réduction de la fracture énergétique	Amélioration de la performance des entreprises et du bien être des populations	Etat	420
A40. Réaliser l'enquête SARA (Evaluation de la qualité et de la disponibilité des services de santé)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé Bases de données disponibles 	Meilleur couverture sanitaire	Amélioration de l'accès aux services de santé	UNICEF ; Plan International ; OMS ; PNUD	PM
A41. Réaliser l'enquête sur les compétences féminines et postes de responsabilité occupés par les jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé • Bases de données disponibles 	Meilleure prise en compte des jeunes et de l'aspect genre dans les politiques de l'emploi		Etat	80
A42. Réaliser l'enquête de référence sur l'impact des activités de promotion de la femme et la famille	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapport d'enquête diffusé 	Meilleure organisation des activités de promotion de la femme	Amélioration de l'implication de la femme dans la société	Etat	120
A43. Réaliser l'enquête de référence sur la prostitution au Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé 	Meilleures politiques de lutte contre la prostitution	Amélioration	Etat	107

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A44. Elaborer et Mettre à jour l'indice de développement local (voir ECAM 5)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais 	Meilleure planification du développement local	Amélioration des conditions de vie des populations dans les communautés	FEICOM	PM
A45. Réaliser l'enquête sur la détermination des zones criminogènes	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapport d'enquête diffusé	Meilleures politiques de lutte contre la criminalité	Recul de la criminalité	Etat	600
A46. Réaliser le Recensement des centres d'alphabétisation fonctionnels (CAF) et des centres d'éducation de base non formels (CEBNF)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport de recensement diffusé 	Meilleure organisation de la création des centres d'alphabétisation	Amélioration de l'accès à l'éducation	UNICEF ; UNESCO	16
A47. Réaliser l'étude des marchés internationaux	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapport d'étude diffusé	Meilleure définition de la politique du Cameroun en matière de commerce extérieur.	Augmentation des débouchés pour les produits camerounais	BM	900
A48. Réaliser l'enquête pour les indicateurs du commerce (commerce transfrontalier, commercialisation des produits de grande consommation, utilisation des instruments de mesure, commerce informel, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé 	Meilleure définition de la politique du Cameroun en matière de commerce extérieur.	Meilleur contrôle des échanges transfrontaliers	BM	670

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A49. Réaliser l'enquête nationale sur l'évaluation du système LMD	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapport d'enquête diffusé	Meilleure organisation des programmes universitaires	Amélioration de la production du système universitaire	UNICEF ; UNESCO	250
A50. Réaliser l'enquête sur l'accès à la propriété foncière (voir ECAM, RGPH)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapport d'enquête diffusé	Meilleure définition des politiques en faveur de l'accès au foncier	Meilleur accès des populations au foncier	Etat	1000
A51. Réaliser l'enquête sur la migration et le développement	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapport d'enquête diffusé	Meilleure connaissance des flux migratoires	Meilleure prise en compte de la migration dans les politiques de développement	UNFPA ; USAID ; UE	500
A52. Réaliser des enquêtes pour les indicateurs du travail et de la sécurité sociale (travail des enfants, conditions de travail en entreprise, organisations syndicales, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapports d'enquêtes diffusés	Meilleure couverture sociale et sécuritaire au travail	Amélioration des conditions de travail au dans les entreprises	OIT ;	285
A53. Réaliser l'enquête sur la satisfaction des bénéficiaires et professionnels des services de santé	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapport d'enquête diffusé	Amélioration de la qualité des services de santé	Amélioration de l'accès aux soins de santé de qualité	UNICEF ; Plan International ; OMS ; PNUD	250
A54. Réaliser l'enquête sur les faux médicaments et les médicaments de la rue	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapport d'enquête diffusé	Meilleure politique de lutte contre les faux médicaments	Meilleur accès des populations aux médicaments de qualité	UNICEF ; Plan International ; OMS ; PNUD ; BM	150

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A55. Elaborer les différents indices de prix (Production Industrielle, indice à la production industrielle, chiffre d'affaire dans le tertiaire)	Le nombre de publication de l'indice des prix	Meilleur suivi du développement industriel	Amélioration de la production industrielle	Etat	480
A56. Réaliser le recensement des opérateurs de la filière « coton/textile/confection »	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport de recensement diffusé 	Meilleure organisation de la filière « coton/textile/confection »	Amélioration de la production de la filière textile	Etat	75
A57. Mettre en place une centrale des bilans des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais 	Meilleure politique de promotion des entreprises	Amélioration de la productivité des entreprises	Etat	58
A58. Réaliser une étude sur la démographie des entreprises et mettre à jour le répertoire national des Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé 	Meilleure politique de promotion des entreprises	Amélioration de la production nationale	Etat	410
A59. Réaliser les enquêtes et études économiques et financières dans les entreprises	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais Rapports d'enquêtes diffusés 	Meilleure politique de promotion des entreprises	Amélioration de la production nationale	Etat	600
A60. Réaliser le Recensement des entreprises de tourisme et de loisirs	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport du recensement diffusé 	Meilleure gestion du secteur touristique	Amélioration de la production du secteur du tourisme	Etat	155

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A61. Réaliser une enquête emploi dans le secteur du tourisme et des loisirs (voir enquêtes emploi INS)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé 	Réajustement de la politique du gouvernement en matière d'emploi dans le secteur du tourisme et des loisirs	Une meilleure politique d'insertion socioprofessionnelle dans ce secteur	UE ; BIT ; BAD	62
A62. Réaliser une enquête sur la mortalité maternelle 2015-2018 (indicateurs régionaux)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé 	Réajustement des politiques en matière de mortalité maternelle	Réduire la mortalité maternelle	UNFPA, UNICEF, OMS, ONUFEMME	3800
A63. Réaliser des enquêtes et études industrielles sur des sujets spécifiques (sécurité sanitaire des aliments, coûts des facteurs, productivité et compétitivité des industries camerounaises, contraintes à l'investissement, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'enquêtes/études réalisées • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête/étude diffusé 	Réajustement des politiques sur ces sujets spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> -Augmentation de la productivité industrielle -Amélioration de la balance courante -assurer la santé des populations 	ONUDI, ACBF	775
A64. Réaliser l'enquête nationale sur le niveau d'accès et d'utilisation des TIC au Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé 	Réajustement de la politique nationale en matière de TIC	<ul style="list-style-type: none"> -Accroître le nombre d'utilisateurs des TIC -améliorer l'accès -baisse des coûts de communication 		600
A65. Réaliser une enquête annuelle sur le travail et l'emploi (type ménage)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé 	Réajustement de la politique nationale en matière de travail et d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> -Améliorer les conditions de travail -Réduire le chômage 	BIT, BAD,	640

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A66. Réaliser une enquête sur les Besoins en Main d'œuvre (BMO)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'enquête diffusé 	Refonte des programmes de formation	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité de la main d'œuvre qualifiée -Adéquation formation/emploi 	BIT, UNESCO	960
A67. Réaliser une étude d'impact des projets et programmes socioéconomiques en faveur de l'insertion des jeunes (PIFMAS, PAJER-U, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé 	Réajustement de la stratégie d'insertion des jeunes	Réduction du chômage des jeunes	BIT, UE,	75
A68. Réaliser une étude sur la situation de la jeunesse carcérale et post carcérale	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé 	Amélioration des conditions de détention	<ul style="list-style-type: none"> -insertion post carcérale des jeunes -diminution de la criminalité juvénile 	Commonwealth, UE, ACBF	50
A69. Réaliser l'inventaire du parc automobile national	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'inventaire diffusé 	Réajustement des politiques d'acquisition et de mise en circulation des automobiles	<ul style="list-style-type: none"> -Assainissement du parc -Réduction de la pollution 	PNUD	300
A70. Réaliser l'étude sur l'évaluation de la mise en œuvre des documents de planification dans les villes de plus de 100 000 habitants.	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de ville ayant fait l'objet de l'étude 	Meilleur suivi des plans d'aménagement urbain	Amélioration des conditions de vie dans les villes camerounaises		
A70. Réaliser une étude sur l'évaluation de la contribution du sous secteur art et culture à l'économie nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé 	Réajustement des politiques du sous secteur	Amélioration de la contribution du secteur à l'économie nationale	UNESCO, Francophonie, Commonwealth, ACBF	70

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A71. Réaliser l'étude d'impact des politiques de promotion des PME, des OES et des UPA sur l'économie	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé 	Réajustement des politiques en matière de promotion des PME, des OES et des UPA	Amélioration de la contribution des PME, OES et UPA à l'économie -réduction du taux d'informalité	UE, ACBF	80
A72. Réaliser une étude sur les dépenses et les motivations des visiteurs non résidents	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport d'étude diffusé 	Prendre des mesures pour rendre le pays plus attractif	Amélioration de la contribution du tourisme à l'économie -réduction du taux d'informalité	UE, ACBF	80
A73. Réaliser un recensement des industries culturelles et créatives	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport du recensement diffusé 	Prendre des mesures pour rendre le pays plus attractif	Amélioration de la contribution du tourisme à l'économie -réduction du taux d'informalité	UE, ACBF	50
R2. : la production statistique prend en compte des thématiques et des désagréations pertinentes					240
A1. Produire les projections démographiques désagrégées par région et par commune	Nombre de documents de projections démographiques produits	Meilleure production des statistiques au niveau communal	Amélioration de la planification du développement local	UE/PARFIP ;	240
A2. Produire les comptes nationaux trimestriels	Nombres de documents de comptes trimestriels produits	Cadrage économique de meilleure qualité	Amélioration des performances économiques	Etat	PM
A3. Produire les comptes nationaux régionaux	Nombres de documents de comptes régionaux produits	Meilleure planification du développement au niveau régional	Amélioration du bien-être des populations	Etat	PM

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
R3 : l'utilisation des normes de qualité dans la production statistique est meilleure					160
A1. Elaborer, mettre à jour et vulgariser les documents de normalisation et leur guide d'utilisation	Nombre de documents de normalisation et de manuels d'utilisation diffusés	Meilleure prise en compte des normes dans la production statistique	Amélioration de la qualité des productions du SNIS	UE/PARFIP	160
R4 : Les données produites font l'objet d'une évaluation externe permanente					72
A1. Procéder à une évaluation annuelle de la qualité des données suivant les normes du CEQD.	Nombre de sessions d'évaluation de la qualité des données organisées	Meilleure prise en compte des normes dans la production statistique	Amélioration de la qualité des productions du SNIS		72
R5 : l'exploitation des données de sources administratives est renforcée					8182
A1. Mise en place des systèmes d'information statistiques dans les administrations sectorielles (MINPROFF, MINESUP, MINJUSTICE, MINMIDT, MINAS, MINSEP, MINAC, MINCOMMERCE, MINFOF)	Nombres d'administrations disposant d'un SIS	Meilleure couverture de la demande d'information statistique	Amélioration du suivi des stratégies sectorielles et nationales	Etat	463
A2. Mettre en place un système d'information dans les communes	Nombre d'administrations disposant d'un SIS	Meilleure couverture de la demande d'information statistique au niveau local	Amélioration de la planification du développement local	Etat	40
A3. Elaborer les tableaux de bord dans les différents secteurs (travail et sécurité sociale, justice, écoles primaires)	Nombre d'administration du secteur social disposant d'un tableau de bord	Meilleure qualité des politiques sociales	Amélioration de la couverture sociale des populations	Etat	304
A4. Produire des annuaires statistiques (national et sectoriels)	Nombre d'annuaires produits	Meilleur accès aux données par le public	Amélioration de l'utilisation des données par le public	UE/PARFIP	3592

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A5. Développement et mise en œuvre d'une solution de gestion des données météorologiques	Nombre d'indicateurs de la météorologie produits régulièrement	Meilleure programmation des cultures	Amélioration de la productivité agricole	Etat	PM
A6. Déployer et mettre à jour des bases de données pour les indicateurs des divers secteurs (innovation, occupation des sols, environnement, industries et mines, art et culture, TIC, personnes socialement vulnérables, unités de production artisanale)	Nombre de bases données fonctionnelles	Meilleure gestion centralisée de l'information statistique	Amélioration de l'accès aux données	Etat	1409
A7. Réaliser les enquêtes trimestrielles de conjoncture économique	Nombre de d'enquêtes de conjoncture réalisées	Meilleure disponibilité de l'information nécessaire à la prise de décision	Amélioration des performances économiques du Cameroun	Etat	1000
A8. Produire les Notes de Conjoncture Economique	Nombre de notes de conjoncture réalisées	Meilleure accès de l'information nécessaire à la prise de décision	Amélioration des performances économiques du Cameroun	Etat	84
A9. Produire les statistiques des finances publiques (TABOR)	Nombre d'indicateurs de finances publiques produits	Meilleure suivi de la gestion des finances publiques	Amélioration de qualité de la dépense publique	Etat	60
A10. Produire le rapport économique et financier (RASPEFIN)	Nombre de rapports produits	Meilleure suivi de la gestion des finances publiques	Amélioration de qualité de la dépense publique	Etat	180
A11. Procéder à la révision du modèle SIPAE en vue de la trimestrialisation des projections macroéconomiques	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport final de l'activité diffusé 	Cadrage économique de meilleure qualité	Amélioration des performances économiques	Etat	80

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A12. Produire la balance des paiements	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport final de l'activité diffusé 	Meilleure définition de la politique du commerce extérieur	Amélioration des performances économiques	Etat	120
A13. Elaborer et mettre à jour le cadrage macroéconomique	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport final de l'activité diffusé 	Amélioration des performances économiques	Amélioration du bien être des populations	Etat	141
A14. Mettre en place le fichier national des PME	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport final de l'activité diffusé 	Meilleur suivi des PME	Amélioration de la compétitivité des PME	Etat	100
A15. Développer une application de gestion centralisée des données statistiques du MINATD	Nombre d'indicateurs centralisés dans la base de données	Meilleure gestion centralisée de l'information statistique du MINATD	Amélioration de l'accès aux données sur l'administration territoriale	Etat	40
A16. Produire des notes trimestrielles de conjoncture sur les PME, les OES et les UPA	Nombre de notes de conjoncture produites	Meilleure accès de l'information nécessaire à la prise de décision dans le secteur des PME	Amélioration des performances des entreprises	Etat	300

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A17. Production des notes de conjoncture du sous-secteur EPIA	Nombre de notes de conjoncture produites	Meilleure accès de l'information nécessaire à la prise de décision dans le sous-secteur EPIA	Amélioration des performances des entreprises	Etat	24
A18. Elaborer le schéma directeur statistique (MINDCAF, MINAC)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport final de l'activité diffusé 	Meilleure couverture de la demande d'information statistique au MINDCAF et MINAC	Amélioration du suivi des stratégies du MINDCAF et du MINAC	Etat	35
A19. Produire la carte industrielle du Cameroun	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport final de l'activité diffusé 	Meilleure planification du développement industriel	Amélioration de la production industrielle		310
R6 : Les comptes satellites sont produits					85
A1. Produire les comptes satellites (Education et emploi)	Le document	Une meilleure gestion des politiques d'emploi et d'éducation	Amélioration de l'accès à l'emploi et à l'éducation		85
R7 : les principaux agrégats macroéconomiques et indicateurs sociaux sont produits de manière régulière					PM
A1. Produire les comptes nationaux (définitifs et provisoires)	Nombre de documents des comptes produits	Meilleur cadrage macroéconomique	Amélioration des performances économiques		PM
R8: les cartes thématiques sont produites régulièrement					8208

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A1. Mise en place des SIG (établissements scolaires et sanitaires)	Taux de réalisation du SIG	Meilleure politique en matière de création des établissements scolaire	Amélioration de l'accès à l'éducation et à la santé		162
A2. Mise en place des SIG (eau, énergie, infrastructures)	Taux de réalisation du SIG	Meilleure politique de gestion de l'eau de l'énergie et des infrastructures	Amélioration de l'accès à l'eau à l'énergie et aux infrastructures publiques		1745
A3. Mise en place des SIG (gouvernance, paix, sécurité)	Taux de réalisation du SIG	Meilleure contrôle de la couverture sécuritaire	Amélioration de la sécurité publique		700
A4. Mise en place des SIG (industries et services)	Taux de réalisation du SIG	Meilleure gestion du secteur industriel	Amélioration de la production industrielle		449
A5. Actualiser l'inventaire du patrimoine de l'Etat (avec SIG de l'immobilier)	Taux de réalisation du SIG	Meilleure gestion du patrimoine de l'Etat	Amélioration de la gouvernance		550
A6. Mettre en place un SIG pour l'aménagement du territoire dans 4 régions (Est, Nord, Sud et Sud-Ouest)	Taux de réalisation du SIG	Meilleure planification du développement territorial	Amélioration des conditions de vie des populations		PM
A7. Actualiser les indicateurs de performance du sous-secteur eau et énergie	Nombre d'indicateurs actualisés	Meilleur suivi de la stratégie du secteur eau et énergie	Amélioration de l'accès des populations à l'eau et à l'énergie		600
A8. Réaliser la prospection et élaborer une carte de développement des énergies renouvelables					330

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A9. Produire des cartes des zones d'exploitation minière artisanale, des carrières, des dépôts d'explosifs, des eaux minérales et thermo minérales	Nombre de cartes produites	Meilleure planification du développement industriel	Amélioration de la production industrielle		75
A10. Réaliser les monographies des communes	Rapport de monographie produit				PM
A11. Réaliser l'étude sur les accidents de la circulation routière	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'avancement • Niveau de consommation des ressources • Délais • Rapport final de l'activité diffusé 	Définition des politiques adaptées de lutte contre les accidents	Réduction du nombre d'accidents		300
A12. Réaliser le suivi des objectifs du développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'indicateurs de suivi des ODDs renseignés 	Définitions des meilleures actions en vue de l'atteinte des ODD	Amélioration du taux d'atteinte des ODD		240
A13. Produire chaque année les cartes thématiques sur l'éducation, la santé la formation professionnelle, l'industrie, affaires sociales, pauvreté, le réseau routier, l'urbanisme, la jeunesse, etc.	Nombre de cartes produites	Meilleure suivi des stratégies des secteurs concernés	Amélioration de l'accès aux services et de la production des secteurs évoqués		2340
A14. Produire les chiffres clés de la justice	Nombre d'indicateurs de la justice renseignés annuellement	Meilleur accès aux données sur la justice	Amélioration des conditions de la qualité de la justice		72
A15. Exploiter les résultats de l'enquête sur la qualité de l'enseignement supérieur	Taux de réalisation	Meilleure maîtrise de l'enseignement supérieur	Amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur		5
Mise en place d'un SIG des infrastructures d'élevage	Taux de réalisation du SIG	Meilleure politique en matière de création et de gestion des infrastructures d'élevage	Amélioration de l'accès aux infrastructures	Etat	pm

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
AXE 4 : AMELIORATION DE L'ARCHIVAGE, LA DIFFUSION ET L'UTILISATION DES DONNEES					1161
OS1: Améliorer la diffusion, l'archivage et la communication de l'information statistique					1161
R1: des plans de diffusion pour les services statistiques du SNIS sont élaborés					72
A1. Élaborer un PTA budgétisé chaque année contenant un calendrier de diffusion	Proportion des opérations inscrites dans le PTAB par rapport à celle réalisées au cours de l'année	Meilleur planification des opérations statistiques	Amélioration de la qualité de la diffusion	Etat	72
R3 : la diffusion des données est intensifiée					600
A1. Poursuivre la diffusion des données dans CountryStat	Nombre d'indicateurs renseignés et à jour	Meilleur accès du public aux données du secteur rural	Amélioration de l'utilisation des données statistiques	FAO	600
R4. : Les aspects de communication sont pris en compte lors du montage des projets statistique					102
A1. Elaborer et diffuser un catalogue des publications du SNIS	Nombres de catalogues à jour diffusés	Meilleure connaissance des productions du SNIS	Amélioration de l'utilisation des données statistiques	Etat	12
A2. Organiser des ateliers de présentation des résultats des travaux statistiques	Nombres d'ateliers organisés	Meilleure connaissance des productions du SNIS	Amélioration de l'utilisation des données statistiques	Etat	PM
A3. Organiser des ateliers de formation des médias à l'utilisation des informations statistiques	Nombres d'ateliers organisés	Meilleure communication sur les productions du SNIS	Amélioration de l'utilisation des données statistiques	Etat	90
R5. : Les aspects d'archivage sont pris en compte lors du montage des projets statistique					387

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
A1. Procéder à la dématérialisation des productions du SNIS	Nombres de produits dématérialisés	Plus grande facilité d'accès aux productions du SNIS	Amélioration de l'utilisation des données statistiques	Etat	300
A2. Numérisation du patrimoine scientifique et mise en place d'une cantine numérique	Nombres de documents numérisés ; disponibilité de la cantine	Plus grande facilité d'accès aux documents scientifique	Amélioration de l'utilisation des documents scientifique	Etat	87
AXE 5 : DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE APPLIQUEE ET RENFORCEMENT DE LA COOPERATION					455
OS1 : Développer la recherche appliquée et renforcer la coopération					455
R1. : La collaboration entre les producteurs de données et les instituts de recherche gagne en intensité					200
A1. Elaborer de nouvelles méthodologies	Nombre de documents de méthodologies élaborés	Meilleure qualité de la production statistique	Amélioration du suivi des stratégies du Gouvernement	Etat	PM
A2. Valoriser les résultats des enquêtes réalisées par le SNIS	Nombre de publications faites à partir des bases de données existantes	Meilleure connaissances des aspects sociaux et économiques du pays	Amélioration des politiques de développement	Etat	PM
A3. Explorer de nouveaux champs de production statistique (Big DATA, open Data)					PM
A4. Suivre les indicateurs de l'agenda post 2015	Nombre d'indicateurs de suivi des ODDs renseignés	Respect des engagements et meilleure planification des actions de développement	Amélioration des politiques de développement	Etat, ONU	200

	Indicateur de suivi évaluation	Effet attendu	Impact anticipé	Source de financement potentielle	Coût global
R2. : La collaboration entre les structures du SNIS est renforcée					205
A1. Exploiter les données de l'ECAM3 sur le tourisme interne	Nombre de publications faites sur le tourisme à partir des données d'ECAM3	Meilleure connaissances du secteur du tourisme	Amélioration des politiques de développement du tourisme	Etat	65
A2. Elaborer une méthodologie de projection des données démographiques désagrégées par région et par commune	Taux de réalisation	Meilleure connaissance de la démographie des communes	Amélioration de la planification du développement local	Etat	20
A3. Organiser des rencontres annuelles des points focaux sectoriels du SNIS	Nombre de rencontres organisées	Meilleure coordination des activités du SNIS	Amélioration des productions du SNIS	Etat	60
A4. Mettre en place un partenariat entre le secteur privé et le SNIS		Meilleure connaissance de l'importance de la statistique	Amélioration du rôle de la statistique pour le développement		PM
A5. Participer aux colloques organisés par les universités et les centres de recherche dans les domaines de la statistique, de la démographie et de l'économie	Nombre de colloques auxquels les acteurs du SNIS ont participé	Meilleure connaissance de l'importance de la statistique	Amélioration du rôle de la statistique pour le développement		60
R3. : La coopération avec les partenaires au développement est renforcée					50
A1. Organiser des rencontres annuelles avec les partenaires pour l'évaluation de l'état de mise en œuvre de la SNDS	Nombre de rencontres organisées	Amélioration du suivi des activités du SNIS	Amélioration de la qualité des productions du SNIS		50

A7. Encrage de la Stratégie avec les Objectifs de Développement Durable

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE	
		Oui/Non						
Objectif 1 Eliminer la pauvreté sous toutes formes et partout dans le monde								
1.1 D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier, (qui se caractérise selon la définition actuelle par le fait de vivre avec moins de 1,25\$ par jour)	1. La proportion de population au-dessous de 1,25\$ (PPA) un jour	Non	enquete conditions de vie			INS	INS, sectoriels concernés	RUR-2
	3. indice de pauvreté multidimensionnelle	oui	enquete conditions de vie			INS	INS, sectoriels concernés	RUR-2
	4. % de la population éligible bénéficiant d'au moins un programme de protection sociale	oui	Enquêtes spécifiques				INS, sectoriels concernés	SOC-1
	5. % des personnes âgées qui bénéficient de pension vieillesse	oui	Enquêtes spécifiques			INS	INS, sectoriels concernés	SOC-1
	5. % des enfants couverts par les programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques			MINAS	MINAS, MINTSS, MINJEUN, CNPS	SOC-1
	5. % des jeunes couverts par les programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques			MINAS	MINAS, MINTSS, MINJEUN, CNPS	SOC-1
	5. % des femmes enceintes couvertes par les programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques			MINPROFF	MINPROFF, MINAS, MINTSS, CNPS	SOC-1
	5. % des gens vivants avec les infirmités couverts par les programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques			MINAS	MINAS, CNPS	SOC-1
	5. % de la dépense publique aux programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques			MINFI	MINFI, MINEPAT, MINTSS	SOC-1
1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes	3. indice de pauvreté multidimensionnelle	oui	enquete conditions de vie	ECAM 4 et 5		INS	INS, sectoriels concernés	RUR-2
	2. La proportion de population au-dessous du seuil de pauvreté national	oui	enquete consommation, niveau du vie			INS	INS, sectoriels concernés	RUR-2
	7. Total fertility rate							
	1.1 indice de la profondeur de la pauvreté (consommation)	oui	enquete consommation, niveau du vie			INS	INS, sectoriels concernés	RUR-2
1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part	4. la population éligible bénéficiant d'au moins un programme de protection sociale	oui	Enquêtes spécifiques				INS, sectoriels concernés	SOC-1
	6. Losses from natural disasters, by climate and non-climate-related events (in US\$ and lives lost)							

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient							
1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance	5. % des personnes âgées qui bénéficient de pension vieillesse	oui	Enquêtes spécifiques		INS	INS, sectoriels concernés	SOC-1
	5. % des enfants couverts par les programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques		MINAS	MINAS, MINTSS, MINJEUN, CNPS	SOC-1
	5. % des jeunes couverts par les programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques		MINAS	MINAS, MINTSS, MINJEUN, CNPS	SOC-1
	5. % des femmes enceintes couvertes par les programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques		MINPROFF	MINPROFF, MINAS, MINTSS, CNPS	SOC-1
	5. % des gens vivants avec les infirmités couverts par les programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques		MINAS	MINAS, CNPS	SOC-1
	5. % de la dépense publique aux programmes de protection sociaux	oui	Enquêtes spécifiques		MINFI	MINFI, MINEPAT, MINTSS	SOC-1
	1.2. Percentage of population using banking services (including mobile banking)						
1.3. La proportion des ménages jouissant d'un titre de propriétés de leurs terres		oui	Enquêtes spécifiques	Enquête sur l'accès à la propriété foncière	MINDCAF	MINDCAF	SOC-5
1.5 D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental	1.4. [Disaster Risk Reduction Indicator] - to be developed						
1.a Garantir une mobilisation importante de ressources provenant de sources multiples, y	11.2. Existence and implementation of a national urban and human settlements policy framework						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
compris par le renforcement de la coopération pour le développement, afin de doter les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, de moyens adéquats et prévisibles de mettre en oeuvre des programmes et politiques visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets						
	99. Share of SDG Indicators that are reported annually						
1.b Mettre en place aux niveaux national, régional et international des principes de politique générale viables, qui se fondent sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, d'accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets.						
	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
	95. Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector						

cible	Indicateur	calculabl e au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	97. Private net flows for sustainable development at market rates as share of high-income country GNI, by sector	Non					
Objectif 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable							
2.1 D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante	8. taux de pauvreté alimentaire	Oui	Enquêtes Conditions de Vie, Recensements de population et agricoles, bilans alimentaires, exploitation des données de sources administratives du MINADER, du MINEPIA et du MINFI	ECAM4 ET 5 RGPH RGAE Enquête sur la sécurité alimentaire	INS	INS-MINADER-MINEPIA-MINFL-MINSANTE-MINAS	RUR-1
	9.pourcentages des femmes de 15-49 ans souffrant d'anemie	OUI	enquêtes santé	EDS	INS	INS-MINSANTE-MINAS-MINPROFF	RUR-1
	11.pourcentage d'enfants de moins de 06 mois nourris exclusivement au lait maternel	oui	enquête ménage	MICS EDS	INS	INS-MINSANTE-MINPROFF	RUR-1
	10.prévalence de retard de croissance sur les enfants de moins de 5 ans.	OUI	enquêtes santé	MICS EDS	INS	INS-MINSANTE-MINAS-MINPROFF	RUR-1
	12.pourcentages des femmes de 15-49 ans qui consomment entre 5 à 10 groupes d'aliments définis	oui	enquête ménage	Réaliser une enquête sur la sécurité alimentaire	MINADER-MINEPIA	MINADER-MINEPIA	RUR-1
	2.1. Percentage of population with shortfalls of: iron, zinc, iodine, vitamin A, folate, vitamin B12 [and vitamin D]						
	2.2. Proportion of infants 6-23 months of age who receive a minimum acceptable diet						
	2.3. Percentage children born with low birth weight						
2.2 D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5	10.prévalence de retard de croissance sur les enfants de moins de 5 ans.	OUI	enquêtes santé	MICS EDS	INS	INS-MINSANTE-MINAS-MINPROFF	RUR-1
	9.pourcentages des femmes de 15-49 ans souffrant d'anemie	OUI	enquêtes santé	EDS	INS	INS-MINSANTE-MINAS-MINPROFF	RUR-1
	11.pourcentage d'enfants de moins de 06 mois nourris exclusivement au lait maternel	oui	enquête ménage	MICS EDS	INS	INS-MINSANTE-MINPROFF	RUR-1

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE	
		Oui/Non						
ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées	déficit de recolte (pourcentage de la recolte atuelle par rapport à la recolte potentielle (i.e. celle qui aurai été obtenue en absence de limitation d'eau))	oui	Exploitation des données de sources administratives; enquêtes agricoles approche ménage		MINADER	MINADER-MINEPIA	RUR-1	
	2.1. Percentage of population with shortfalls of: iron, zinc, iodine, vitamin A, folate, vitamin B12 [and vitamin D]							
	2.2. Proportion of infants 6-23 months of age who receive a minimum acceptable diet							
	2.8. Percentage of total daily energy intake from protein in adults							
2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles	16. [Crop water productivity (tons of harvested product per unit irrigation water)] - to be developed	oui	RGAE	RGAE	MINADER-MINEPIA	MINADER-MINEPIA	RUR-1	
	15. Nitrogen use efficiency in food systems	Non						
	La quantité des engrais(en Tonnes)par la superficie cultivée	oui	Récensements et enquêtes agricoles	RGAE	MINADER-MINEPIA	MINADER-MINEPIA	RUR-1	
	quantité des engrais par types (organique non organique) (part de la consommation nationale)	oui	Récensements et enquêtes agricoles	RGAE	MINADER-MINEPIA	MINADER-MINEPIA	RUR-1	
	rendement pour chaque culture à l'hectare	oui	Récensements et enquêtes agricoles	RGAE	MINADER	MINADER	RUR-1	
	pourcentage de l'effectif actuel du cheptel par rapport à l'effectif potentiel	oui	Recensements et enquêtes sur l'élevage	RGAE;	Enquête pastorale annuelle	MINEPIA	MINEPIA	RUR-1
				enquêtes de productivité des cheptels				RUR-1
	répartition des agriculteurs selon le statut d'occupation de la terre (propriétaire, consession de longue durée , locataire,)	oui	Récensements et enquêtes agricoles	RGAE;	MINADER	MINADER	RUR-1	
				RUR-1				
	La proportion de ménages agricoles ayant accès aux crédit agricoles parmi ceux qui ont sollicité un crédit	oui	Récensements et enquêtes agricoles	RGAE	MINADER	MINADER	RUR-1	
14.nombre d'agents vulgarisateurs pour 1000	oui	RGAE, les statistiques administratives,	RGAE;	MINADER	MINADER-MINEPIA	RUR-1		

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE	
		Oui/Non						
	agriculteurs		les enquêtes agricoles annuelles	Production de l'annuaire statistique du MINEPIA	-MINEPIA		RUR-4	
							RUR-4	
							RUR-1	
	13.déficit de recolte (pourcentage de la recolte atuelle par rapport à la recolte potentielle (i.e. celle qui aurait été obtenue en absence de limitation d'eau))	oui	Exploitation des données de sources administratives; enquêtes agricoles approche ménage			MINADER	MINADER-MINEPIA	RUR-1
	82.Pourcentage de tonnage de poisson débarqué dans la limite du rendement maximum durable	oui	Données administratives et enquêtes spécifiques	Evaluation des stocks halieutiques	MINEPIA	MINEPIA		RUR-3
	5. Percentage of women, men, indigenous peoples, and local communities with secure rights to land, property, and natural resources, measured by (i) percentage with documented or recognized evidence of tenure, and (ii) percentage who perceive their rights are recognized and protected.							
	6. Losses from natural disasters, by climate and non-climate-related events (in US\$ and lives lost)							
	2.4. Cereal yield growth rate (% p.a.)							
	2.5. Livestock yield gap (actual yield as % of attainable yield)							
	2.6. [Phosphorus use efficiency in food systems] - to be developed							
	2.9. [Access to drying, storage and processing facilities] - to be developed							
	2.11. [Indicator on irrigation access gap] - to be developed							
2.12. [Farmers with nationally appropriate crop insurance (%)] - to be developed								
2.4 D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en oeuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes,	le taux de pertes post récolte	oui	enquêtes spécifiques	enquête sur les chaînes de valeur d'élevage	MINADER -MINEPIA	MINADER-MINEPIA	RUR-1	
	% de la nourriture consommée produite localement	oui	données administratives, enquêtes consommation des ménages	ECAM 4 et 5	INS	INS	RUR-1	
	le pourcentage d'aide alimentaire extérieur par rapport à la production vivrière	Oui						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols	% des pesticides et des engrais non-organiques utilisés par rapport des intrants agricoles	oui	Récensements et enquêtes agricoles	RGAE	MINADER	MINADER	RUR-1 RUR-1
	6. Losses from natural disasters, by climate and non-climate-related events (in US\$ and lives lost)						
	13. déficit de récolte (pourcentage de la récolte actuelle par rapport à la récolte potentielle (i.e. celle qui aurait été obtenue en absence de limitation d'eau))	oui	Exploitation des données de sources administratives; enquêtes agricoles approche ménage		MINADER	MINADER-MINEPIA	RUR-1
	15. Nitrogen use efficiency in food systems	Non					
	83. Variation annuelle des superficies de forêt et des surfaces cultivées (Indicateur OMD modifié)	oui	Recensements agricoles, inventaires forestiers,	inventaire forestier national	MINFOF	MINADER-MINFOF	RUR-1; RUR-3
				RGAE	MINADER		RUR-1; RUR-2; RUR-3
	85. Superficie forestière en dessous du seuil de gestion durable (% de la superficie totale des forêts)	oui	Exploitation des statistiques administratives	Production de l'annuaire statistique du MINFOF	MINFOF	MINFOF	RUR-1; RUR-3
	2.4. Cereal yield growth rate (% p.a.)						
	2.5. Livestock yield gap (actual yield as % of attainable yield)						
	2.6. [Phosphorus use efficiency in food systems] - to be developed						
	2.13. Public and private R&D expenditure on agriculture and rural development (% of GNI)						
	2.11. [Indicator on irrigation access gap] - to be developed						
2.12. [Farmers with nationally appropriate crop insurance (%)] - to be developed							
2.5 D'ici à 2020, préserver la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées aux niveaux	2.10. Indicateur de diversité génétique dans l'agriculture					MINADER-MINEPIA	
	14. nombre d'agents vulgarisateurs pour 1000 agriculteurs	oui	RGAE, les statistiques administratives, les enquêtes agricoles annuelles	RGAE;	MINADER-MINEPIA	MINADER-MINEPIA	RUR-1
				Production de l'annuaire statistique du MINEPIA s			RUR-4
	2.7. Share of calories from non-staple crops						RUR-4
RUR-1							

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
national, régional et international, et garantir l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale	17.5. [Indicator on technology sharing and diffusion] - to be developed						
2.a Accroître, notamment dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, l'investissement en faveur de l'infrastructure rurale, des services de recherche et de vulgarisation agricoles et de la mise au point de technologies et de banques de gènes de plantes et d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés.	14.nombre d'agents vulgarisateurs pour 1000 agriculteurs	oui	RGAE, les statistiques administratives, les enquêtes agricoles annuelles	RGAE; Production de l'annuaire statistique du MINEPIA	MINADER-MINEPIA	MINADER-MINEPIA	RUR-1 RUR-4 RUR-4 RUR-1
	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
	59. Mobile broadband subscriptions per 100 inhabitants, by urban/rural	oui	Production des comptes nationaux	Production des comptes nationaux (définitifs et provisoires)	INS	INS, MINFI	GOUV-2
	95.Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector	oui	Exploitation des données administratives		MINEPDED	MINEPDED-MINEPIA-MINEPAT-MINADER-MINMIDT-MINEE-etc.	RUR-3
	97.Private net flows for sustainable development at market rates as share of high-income country GNI, by sector	non					
	2.13. Public and private R&D expenditure on agriculture and rural development (% of GNI)						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
2.b Corriger et prévenir les restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux, y compris par l'élimination parallèle de toutes les formes de subventions aux exportations agricoles et de toutes les mesures relatives aux exportations aux effets similaires, conformément au mandat du Cycle de développement de Doha	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets	Oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
	17.7. Average tariffs imposed by developed countries on agricultural products and textiles and clothing from developing countries (MDG Indicator)	Oui	Exploitation des données de sources administratives		MINCOMMERCE	MINCOMMERCE	GOUV-1
	17.8. Value of LDC exports as a percentage of global exports	Oui	Exploitation des données de sources administratives		MINCOMMERCE	MINCOMMERCE	GOUV-1
2.c Adopter des mesures visant à assurer le bon fonctionnement des marchés de denrées alimentaires et des produits dérivés et faciliter l'accès rapide aux informations relatives aux marchés, y compris les réserves alimentaires, afin de contribuer à limiter l'extrême volatilité du prix des denrées alimentaires	Indice de volatilité des prix de produits agricoles	Oui	Enquêtes de suivi des prix des produits agricoles		MINADER	MINADER-MINEPIA-INS	RUR-1
Objectif 3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge							
3.1 D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes	17. Maternal mortality ratio per 100 000 live births	Oui	enquête et recensement	EDS 2016;RGPH 4	INS/MINS ANTE et BUCREP	INS/MINSANTE;BUCREP; administrations sectorielles concernées	SAN-1
	3.1. Rate of births attended by a skilled staff	Oui	enquête	EDS	INS	INS/MINSANTE; administrations sectorielles concernées	SAN-1
	3.3. Post-natal care coverage (one visit) (MDG Indicator)						
	3.4. Coverage of iron-folic acid supplements for pregnant women						
	3.29. Percentage of health facilities meeting service specific readiness requirements.						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	3.2. Antenatal care coverage (at least four visits for the duration of pregnancy)	Oui	enquete	EDS	INS	INS/MINSANTE; administrations sectorielles concernées	SAN-1
3.2 D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans	3.3 Post natal care for mother and child either at home or in a facility and within 2 days of delivery (1+visit)	Oui	enquete	EDS	INS/MINS ANTE	INS/MINSANTE et administration sectorielle concernées	SAN-1
	18. Infant and juvenile mortality rate per 1 000 live births	Oui	enquete et recensement	EDS; RGPH 4	INS/MINS ANTE; BUCREP	INS/MINSANTE et administration sectorielle concernée	SAN-1
	11. Percentage of infants under 6 months who are exclusively breast fed	Oui	enquete	EDS	INS/MINS ANTE	INS/MINSANTE et administration sectorielle	SAN-1
	19. Percent of children receiving full immunization (as recommended by national vaccination schedules)						
	3.1. Percentage of births attended by skilled health personnel (MDG Indicator)	Oui	enquete	EDS	INS/MINS ANTE	INS/MINSANTE et administration sectorielle	SAN-1
	3.2. Antenatal care coverage (at least one visit and at least four visits) (MDG Indicator)	Oui	enquete	EDS	INS/MINS ANTE	INS/MINSANTE et administration sectorielle	SAN-1
	3.3. Post-natal care coverage (one visit) (MDG Indicator)	Oui	enquete	EDS	INS/MINS ANTE	INS/MINSANTE et administration sectorielle	SAN-1
	3.5. Incidence rate of diarrheal disease in children under 5 years						
	3.10. Percentage of children under 5 with fever who are treated with appropriate anti-malarial drugs (MDG Indicator).	Oui	enquete	EDS	INS/MINS ANTE	INS/MINSANTE et administration sectorielle	SAN-1
	18. Rate of neonatal mortality	Oui	enquete	EDS	INS/MINS ANTE	INS/MINSANTE et administration sectorielle	SAN-1
18. Infant mortality rate	Oui	enquete et recensement	EDS; RGPH 4	INS/MINS ANTE; BUCREP	INS/MINSANTE, BUCREP et administration sectorielle concernée	SAN-1	
3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles	20. Incidence of HIV AIDS	Oui	Enquete et Exploitation des données de sources administratives	Production de l'annuaire Statistique du MINSANTE	MINSANTE	MINSANTE	SAN-2
	19. Percent of children receiving full immunization (as recommended by national vaccination schedules)						
	21. Incidence, prevalence, and death rates associated	Oui	Exploitation des données de sources	Production	MINSANTE	MINSANTE	SAN-2

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	with all forms of TB		administratives	de l'annuaire Statistique du MINSANTE	E		
	22. Incidence and death rates associated with malaria						
	26. [Consultations with a licensed provider in a health facility or in the community per person, per year] -						
	27. [Percentage of population without effective financial protection or health care, per year]						
	3.5. Incidence rate of diarrheal disease in children under 5 years						
	3.6. Percentage of 1 year-old children immunized against measles						
	3.8. Condom use at last high-risk sex						
	3.9. Percentage of tuberculosis cases detected and cured under directly observed treatment short course						
	3.10. Percentage of children under 5 with fever who are treated with appropriate anti-malarial drugs						
	3.11. Percentage of people in malaria-endemic areas sleeping under insecticide-treated bed nets						
	3.12. Percentage of confirmed malaria cases that receive first-line antimalarial therapy according to national policy.						
	3.13. Percentage of suspected malaria cases that receive a parasitological test.						
	3.14. Percentage of pregnant women receiving malaria IPT						
	3.15. Neglected Tropical Disease (NTD) cure rate						
	3.16. Incidence and death rate associated with hepatitis						
	3.34. Percentage of women and men aged 15-49 who report discriminatory attitudes towards people living with HIV						
	3.7. Percent HIV plus pregnant women receiving PMTCT	Oui	Exploitation des données de sources administratives	Production de l'annuaire Statistique du MINSANTE	MINSANT E	MINSANTE	SAN-2

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	22. Malaria incidence		Exploitation des données de sources administratives	Production de l'annuaire Statistique du MINSANTE	MINSANTE	MINSANTE	SAN-2
	3.16. Incidence and death rate associated with hepatitis B (include other types of hepatitis)		Exploitation des données de sources administratives	Production de l'annuaire Statistique du MINSANTE	MINSANTE	MINSANTE	SAN-2
3.4 D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être	23. Deaths from cardiovascular diseases and respiratory diseases per 1000 inhabitants aged between 30 and 70 years	Oui	Exploitation des données de sources administratives	Production de l'annuaire Statistique du MINSANTE	MINSANTE	MINSANTE	SAN-2
	24. Percent of population overweight and obese, including children under 5	Oui	Enquêtes	MISC, EDS	INS/MINSANTE	INS/MINSANTE	SAN-2
	26. [Consultations with a licensed provider in a health facility or in the community per person, per year] -						
	28. Proportion of persons with a severe mental disorder (psychosis, bipolar affective disorder, or moderate-severe depression) who are using services						
	30. Current use of any tobacco product						
	3.17 Percentage of women with cervical cancer screening						
	3.18. Percentage with hypertension diagnosed & receiving treatment						
	3.21. Waiting time for elective surgery						
	3.22. Prevalence of insufficient physical activity						
	3.23. Fraction of calories from saturated fat and added sugar						
	3.24. Age-standardized mean population intake of salt (sodium chloride) per day in grams in persons aged 18+ years						
	3.25. Prevalence of persons (aged 18+ years) consuming less than five total servings (400 grams) of fruit and vegetables per day						
3.26. Percentage change in per capita [red] meat consumption relative to a 2015 baseline							

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	3.27. Age-standardized (to world population age distribution) prevalence of diabetes (preferably based on HbA1c), hypertension, cardiovascular disease, and chronic respiratory disease.						
	28. Prevalence of diseases mental	Oui	Exploitation des données de sources administratives, enquêtes	Rapport et enquêtes	MINSANTE	MINSANTE	SAN-2
3.5 Renforcer la prévention et le traitement de l'abus de substances psychoactives, notamment de stupéfiants et d'alcool	30. Proportion of consumers of tobacco among persons aged 15 and above	Oui	Exploitation des données de sources administratives, enquêtes	Production de l'annuaire Statistique du MINSANTE	MINSANTE	MINSANTE	SAN-2
	3.19. Harmful use of alcohol						
3.6 D'ici à 2020, diminuer de moitié à l'échelle mondiale le nombre de décès et de blessures dus à des accidents de la route	25. Death due to accident or traffic per 100 000 population	oui	Exploitation des données de sources administratives	Production de l'annuaire Statistique du MINT	MINT	MINT gendarmerie; police;MINSANTE; BUCREP; INS	
3.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux	7. Total Fertility rates	Oui	Enquete et recensement	EDS et RGPH 4	INS,BUCREP	INS, BUCREP et MINSANTE	SAN-1
	29. Satisfaction of the demand for modern contraceptive	Oui	Enquêtes	EDS	INS	INS, MINSANTE	SAN-1
	44. Met demand for family planning						
	5.4. Adolescent birth rate						
	5.5. Percentage of young people receiving comprehensive sexuality education						
	29. Contraceptive prevalence rate	Oui	Enquetes	EDS	INS/MINSANTE	INS/MINSANTE et administration sectorielle	SAN-1
3.8 Faire en sorte que chacun bénéficie d'une assurance santé, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable	19. Percent of children receiving full immunization (as recommended by national vaccination schedules)						
	26. [Consultations with a licensed provider in a health facility or in the community per person, per year] -						
	27. [Percentage of population without effective financial protection or health care, per year]						
	3.20. Healthy life expectancy at birth						
	3.21. Waiting time for elective surgery						
	3.29. Percentage of health facilities meeting service specific readiness requirements.						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	3.30. Percentage of population with access to affordable essential drugs and commodities on a sustainable basis						
	3.31. Percentage of new health care facilities built in compliance with building codes and standards						
	3.33. Ratio of qualified health care professionals as a percentage of the population (disaggregate by type of health professional)	oui	Donnée de routine	Annuaire statistique	MINSANTE	MINSANTE;administration sectorielle	SAN-4
3.9 D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol	12.3 Proportion of people who died from exposure to hazardous chemicals, etc						
	12.3 Number of people who suffered illness due to hazardous chemicals, etc						
	69. Mean urban air pollution of particulate matter (PM10 and PM2.5)						
3.a Renforcer dans tous les pays, selon qu'il convient, l'application de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac	30. Current use of any tobacco product (age-standardized rate)						
3.b Appuyer la recherche et la mise au point de vaccins et de médicaments contre les maladies, transmissibles ou non, qui touchent principalement les habitants des pays en développement, donner accès, à un coût abordable, à des médicaments et vaccins essentiels, conformément à la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, qui réaffirme le droit qu'ont les pays en développement de tirer pleinement parti des dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce relatives à la marge de manoeuvre	3.30. Accessibility to public health facility	oui	Enquetes ménages	ECAM 4 et 5	INS	INS et administration sectorielle	SAN-4
	3.32. Public and private R&D expenditure on health (% GNP)						
	17.5. [Indicator on technology sharing and diffusion] - to be developed						
	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
nécessaire pour protéger la santé publique et, en particulier, assurer l'accès universel aux médicaments							
3.c Accroître considérablement le budget de la santé et le recrutement, le perfectionnement, la formation et le maintien en poste du personnel de santé dans les pays en développement, notamment dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement	3.32. Public and private R&D expenditure on health (% GNP)						
	95. Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector						
	3.33. Ratio of health professionals to population (MDs, nurse midwives, nurses, community health workers, EmOC caregivers)						
3.d Renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement, en matière d'alerte rapide, de réduction des risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI						
	95. Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector						
	3.32. Public and private R&D expenditure on health (% GNP)						
Objectif 4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie							
4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile	33. Primary, Secondary first and second levels completion rate	Oui	Exploitation des données de sources administratives	Recensements scolaires annuels/Cartes scolaires	MINEDUB, MINESEC	MINEDUB, MINESEC	EDUB-2
	34. Percentage of children who achieve minimum proficiency standards in reading and mathematics at end of : (i) primary (ii) lower secondary	Oui	Enquêtes sur les acquis scolaires	Enquêtes PASEC 2014 et 2018	MINEDUB, MINESEC	MINEDUB, MINESEC	
	35. Secondary completion rates for girls and boys	OUI	Exploitation des données de sources administratives	production de l'Annuaire statistique du MINESEC	MINESEC	MINESEC	EDSEC-1
	36. The percentage of children who reach minimum norm of competence in reading and mathematics at the end of the primary cycle	Oui	Enquête sur les acquis scolaires	Enquêtes PASEC 2014 et 2018	MINEDUB, MINESEC	MINEDUB, MINESEC	EDUB-2
	4.3. Number of children out of school						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
4.2 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire	31. Percentage of children (36-59 months) receiving at least one year of a quality pre-primary education program						
	4.2. Percentage of children under 5 experiencing responsive, stimulating parenting in safe environments						
	32. Early Child Development Index (ECDI)	OUI			UNICEF		
4.3 D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable	4.6. [Percentage of young adults (18-24 years) with access to a learning program] -						
	4.4 Number of students (use enrolment rate) in technical and vocational training	OUI	Exploitation des données de sources administratives	Cartes scolaires et universitaires	MINESEC, MINEFOP, MINESUP		EDSEC-1, EDSUP-1, EDEFP-1
	37. Tertiary enrollment rates for women and men	OUI	Exploitation des données de sources administratives	production de l'Annuaire statistique du MINESUP	MINESUP, UNESCO	MINESUP, UNESCO	EDSUP-1
4.4 D'ici à 2030, augmenter de [x] % le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat	35. Secondary completion rates for girls and boys						
	36. [Percentage of girls and boys who achieve proficiency across a broad range of learning outcomes, including in reading and in mathematics by end of lower secondary schooling cycle (based on credibly established national benchmarks)]						
	37. Tertiary enrollment rates for women and men						
	4.8. Pupil to computer ratio in primary and secondary education						
	4.5. Literacy rate of 15-24 years olds, women and men	OUI	Enquêtes spécifiques		INS	INS	
4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les	31. Percentage of children (36-59 months) receiving at least one year of a quality pre-primary education program						
	33. Primary completion rates for girls and boys						
	35. Secondary completion rates for girls and boys						
	37. Tertiary enrollment rates for women and men						
	4.3. Number of children out of school						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
niveaux d'enseignement et de formation professionnelle	4.6. [Percentage of young adults (18-24 years) with access to a learning program] - to be developed						
	4.11. Presence of legal frameworks that guarantee the right to education for all children for early childhood and basic education, and that guarantee a minimum age of entry to employment not below the years of basic education						
4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et au moins [x] % d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter	33. Primary completion rates for girls and boys						
	34. [Percentage of girls and boys who master a broad range of foundational skills, including in literacy and mathematics by the end of the primary school cycle (based on credibly established national benchmarks)] - to be developed						
	35. Secondary completion rates for girls and boys						
	4.5. Literacy rate of 15-24 years olds, women and men (MDG indicator)						
4.7 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable	36. [Percentage of girls and boys who achieve proficiency across a broad range of learning outcomes, including in reading and in mathematics by end of lower secondary schooling cycle						
	4.1. [Percentage of girls and boys who acquire skills and values needed for global citizenship and sustainable development (national benchmarks to be developed) by the end of lower secondary] - to be developed						
4.a Faire construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou adapter les	4.7. [Indicator on share of education facilities that provide an effective learning environment] - to be developed						
	6.4. Percentage of pupils enrolled in primary schools and secondary schools providing basic drinking water,						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
établissements existants à cette fin et fournir un cadre d'apprentissage effectif qui soit sûr, exempt de violence et accessible à tous	adequate sanitation, and adequate hygiene services.						
4.b D'ici à 2020, augmenter de [x] % à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays d'Afrique, pour financer le suivi d'études supérieures, y compris la formation professionnelle, les cursus informatiques, techniques et scientifiques et les études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement	4.9. [Indicator on scholarships for students from developing countries] - to be developed						
4.c D'ici à 2030, accroître de [x] % le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement	4.10. Percentage of teachers trained by type, sector and level according to national standards	Oui	Exploitation des données de sources administratives	production des cartes scolaires	MINEDUB , MINESEC	MINEDUB, MINESEC	
	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI						
	95. Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector						
Objectif 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles							
5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles	88. Violent injuries and deaths per 100,000 population						
	27. [Percentage of population without effective financial protection or health care, per year] - to be developed						
	5.1. Gender gap in wages, by sector of economic activity						
	43. Percentage of seats held by women and minorities in national parliament and/or sub-national elected						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	office according to their respective share of the population						
	35. Secondary completion rates for girls and boys						
	33. Primary completion rates for girls and boys						
	5. Percentage of women, men, indigenous peoples, and local communities with secure rights to land, property, and natural resources, measured by (i) percentage with documented or recognized evidence of tenure, and (ii) percentage who perceive their rights are recognized and protected.						
	33. Percentage of girls starting grade one and reaching grade x	Oui	Enquêtes spécifiques, exploitation des données administrative du secteur de l'éducation	production des annuaires statistique du MINEDUB et du MINESEC	INS, et sectoriel concerné		SOC-2
5.2 Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation	39. Proportion of women and girls subjected to sexual violence	oui	Enquête spécifiques	EDS 5	INS, MINSANTE	INS, MINSANTE et sectoriel concernés	SOC-2
	39. Proportion of girls under 15 subjected to sexual violence (reference period?)	oui	Exploitation des données de sources administratives		MINPROF	MINPROFF et sectoriel concerné	SOC-2
	38. Prevalence of girls and women 15-49 who have experienced physical or sexual violence [by an intimate partner] in the last 12 months						
	16.1. Percentage of women and men who report feeling safe walking alone at night in the city or area where they live						
	39. Number of reported cases of domestic violence against women and girls	oui	Exploitation des données de sources administratives	production de l'annuaire statistique du MINPROFF	MINPROF	MINPROFF et sectoriel concerné	SOC-2
5.3 Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine	40. Percentage of women aged 18-24 who were married or in a union before the age 18	oui	Enquête spécifiques	EDS 5	INS	INS et sectoriel concerné	SOC-2
	41. Percentage of girls and women aged 15-49 years who have gone undergone FGM/C, by age group	oui	Enquête spécifiques	EDS 5	INS et MINPROF	MINPROFF et administrations concernée	SOC-2

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
5.4 Faire une place aux soins et travaux domestiques non rémunérés et les valoriser, par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national	42. Average weekly hours spent on unpaid domestic and care work, by sex, age and location	oui	Enquête spécifique	ECAM 5	INS	INS et sectoriel concerné	SOC-2
	4. Percentage of eligible population covered by national social protection programs						
5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique	16.8. Representation of women among mediators, negotiators and technical experts in formal peace negotiations						
	5.3. Percentage of women without incomes of their own						
	5.2. Share of women on corporate boards of national / multi-national corporations (MNCs)						
	5.1. Gender gap in wages, by sector of economic activity						
	43. Proportion of women in Parliament	oui	Exploitation des données administratives	Production de l'annuaire Statistique du MINPROFF	MINPROF F	MINPROFF et sectoriels concernés	SOC-2
5.6 Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finals des conférences d'examen qui ont suivi	Existence of laws and regulations that guarantee women and adolescents (minimum age for adolescents to be determined by specific countries) informed choices regarding their sexual reproductive rights regardless of marital status	oui	Exploitation des textes		MINPROF F	MINPROFF et sectoriel concerné	SOC-5
	29. Contraceptive prevalence rate						
	41. Percentage of girls and women aged 15-49 years who have undergone FGM/C						
	44. Met demand for family planning						
	5.5. Percentage of young people receiving comprehensive sexuality education						
5.a Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources	5. Percentage of women, men, indigenous peoples, and local communities with secure rights to land, property, and natural resources, measured by (i) percentage with						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne	documented or recognized evidence of tenure, and (ii) percentage who perceive their rights are recognized and protected.						
	1.2. Percentage of population using banking services (including mobile banking)						
	1.3. [Indicator on equal access to inheritance] - to be developed						
5.b Renforcer l'utilisation des technologies clés, en particulier l'informatique et les communications, pour promouvoir l'autonomisation des femmes	59. Mobile broadband subscriptions per 100 inhabitants, by urban/rural						
5.c Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent	5.2. Share of women on corporate boards of national / multi-national corporations (MNCs)						
	5.1. Gender gap in wages, by sector of economic activity						
	43. Percentage of seats held by women and minorities in national parliament and/or sub-national elected office according to their respective share of the population						
Objectif 6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau							
6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable	45. Percentage of population using safely managed water services, by urban/rural (modified MDG Indicator)	OUI	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS, MINEE	INFR-3
	47. Percentage of wastewater flows treated to national standards [and reused] - to be developed	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	INFR-3
	49. Proportion of total water resources used (MDG Indicator)	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	
	6.2. Percentage of population with basic hand washing facilities with soap and water at home	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	
	6.4. Percentage of pupils enrolled in primary schools and secondary schools providing basic drinking water, adequate sanitation, and adequate hygiene services	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	6.5. Percentage of beneficiaries using hospitals, health centers and clinics providing basic drinking water, adequate sanitation, and adequate hygiene	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	
6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable	46. Percentage of population using safely managed sanitation services, by urban/rural (modified MDG Indicator)	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	
	6.1. Percentage of population practicing open defecation	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	
	6.2. Percentage of population with basic hand washing facilities with soap and water at home	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	
	6.3. Proportion of the population connected to collective sewers or with on-site storage of all domestic wastewaters	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	
	6.4. Percentage of pupils enrolled in primary schools and secondary schools providing basic drinking water, adequate sanitation, and adequate hygiene services.	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	
	6.5. Percentage of beneficiaries using hospitals, health centers and clinics providing basic drinking water, adequate sanitation, and adequate hygiene	oui	Enquête condition de vie	ECAM5	INS	INS	
6.3 D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant de [x] % à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau	Volume of treated drinking water (in cubic meter)	oui	Exploitation des données administratives (MINEE)	ECAM5	MINEE	MINEE	INFR-3
	47. Percentage of wastewater flows treated to national standards [and reused] - to be developed	oui	Exploitation des données administratives (MINEE)	ECAM5			
	48. [Indicator on water resource management] - to be developed	oui	Exploitation des données administratives (MINEE)	ECAM5			
6.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau	16. [Crop water productivity (tons of harvested product per unit irrigation water)] - to be developed	non	Enquête spécifiques(MINEE)	Etude sur l'évaluation de la	MINEE	MINEE	INFR-3

cible	Indicateur	calculabl e au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau				ressource en eau et l'usage (PANGIRE/MINEE)			
	49. Proportion of total water resources used (MDG Indicator)	oui					
	6.6. Proportion of the flows of treated municipal wastewater that are directly and safely reused	non					
6.5 D'ici à 2030, mettre en oeuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière selon qu'il convient	48. [Indicator on water resource management] - to be developed	non	Exploitation des données administratives (MINEE)	Etude sur l'évaluation de la ressource en eau et l'usage (PANGIRE/MINEE)	MINEE	MINEE	INFR-3
	49. Proportion of total water resources used (MDG Indicator)	non	Exploitation des données administratives (MINEE)	Etude sur l'évaluation de la ressource en eau et l'usage (PANGIRE/MINEE)	MINEE	MINEE	INFR-3
	6.7. [Reporting of international river shed authorities on transboundary river-shed management] - to be developed	non	Exploitation des données administratives (MINEE)	Etude sur l'évaluation de la ressource en eau et l'usage (PANGIRE/MINEE)	MINEE	MINEE	INFR-3
6.6 D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs	48. [Indicator on water resource management] - to be developed	oui	Exploitation des données administratives (MINEPDED)	Inventaire forestier National	MINEPDE D	MINEPDED, MINFOF	INFR-3
	49. Proportion of total water resources used (MDG Indicator)	oui	Exploitation des données administratives (MINEPDED)	Inventaire forestier National	MINEPDE D	MINEPDED, MINFOF	INFR-3

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	47. Percentage of wastewater flows treated to national standards [and reused] - to be developed	oui	Exploitation des données administratives (MINEPDED)	Inventaire forestier National	MINEPDED	MINEPDED, MINFOF	INFR-3
	81. Share of coastal and marine areas that are protected	oui	Exploitation des données administratives (MINEPDED)	Inventaire forestier National	MINEPDED	MINEPDED, MINFOF	INFR-3
	84. Area of forest under sustainable forest management as a percent of forest area	oui	Exploitation des données administratives (MINEPDED)	Inventaire forestier National	MINEPDED	MINEPDED, MINFOF	INFR-3
	14.12 Area of mangrove deforestation (hectares and as % of total mangrove area)	oui	Exploitation des données administratives (MINEPDED)	Inventaire forestier National	MINEPDED	MINEPDED, MINFOF	INFR-3
6.a D'ici à 2030, développer la coopération internationale et l'appui au renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, la désalinisation, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation	6.8. [Indicator on international cooperation and capacity building in water and sanitation-related activities] - to be developed		Exploitation des données administratives (MINEPDED, MINSANTE, MINFOF, MINEE)		MINEPAT	MINAPAT, MINEPDED, MINSANTE, MINFOF, MINEE	INFR-3
6.b Appuyer et renforcer la participation de la population locale à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement	6.9. [Indicator on participation of local communities for improving water and sanitation management] - to be developed	oui	Exploitation des données administratives (MINHDU, MINEE, MINEPDED)				INFR-3
Objectif 7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable							
7.1 D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable	50. Share of the population using modern cooking solutions, by urban/rural	oui	Enquête condition de vie	ECAM ET 4 ET 5	INS	INS	INFR-1
	51. Share of the population using reliable electricity, by urban/rural	oui	Enquête condition de vie	ECAM ET 4 ET 5	INS	INS	INFR-1
	7.1. Primary energy by type	oui	Enquêtes spécifiques	Enquête annuelle sur la	MINEE	INS	INFR-1

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
				consommation énergétique			
7.2 D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial	52. Implicit incentives for low-carbon energy in the electricity sector	oui	Enquêtes spécifiques	Actualisation des indicateurs de performance du sous secteur eau et énergie	MINEE	MINEE	INFR-3
	(measured as US\$/MWh or US\$ per ton avoided CO2)						
	7.3. Share of energy from renewables						
7.3 D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique	53. Rate of primary energy intensity improvement	oui					
7.a D'ici à 2030, renforcer la coopération internationale en vue de faciliter l'accès à la recherche et aux technologies relatives à l'énergie propre, notamment l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies relatives aux combustibles fossiles propres, et promouvoir l'investissement dans l'infrastructure énergétique et les technologies relatives à l'énergie propre	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
	95. Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector	oui	Enquêtes spécifiques	ECAM ET 4 ET 5	INS	INS	INFR-3
	97. Private net flows for sustainable development at market rates as share of high-income country GNI, by sector	oui	Enquêtes spécifiques	ECAM ET 4 ET 5	INS	INS	INFR-3
	7.2. Fossil fuel subsidies (\$ or %GNI)						INFR-3
7.b D'ici à 2030, développer l'infrastructure et améliorer la technologie afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en	51. Share of the population using reliable electricity, by urban/rural	oui	Enquêtes spécifiques	ECAM ET 4 ET 5	INS	INS	INFR-3
	52. Implicit incentives for low-carbon energy in the electricity sector (measured as US\$/MWh or US\$ per ton avoided CO2)	non	Enquêtes spécifiques		INS	INS	INFR-3

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
développement							
Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous							
8.1 Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés	54. GNI per capita (PPP, current US\$ Atlas method)	oui	Exploitation des données administratives				
	8.1. Growth rate of GDP per person employed (MDG Indicator)	oui	Exploitation des données administratives				
	8.2. Working poverty rate measured at \$2 PPP per capita per day	oui	Exploitation des données administratives				
8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre	59. Mobile broadband subscriptions per 100 inhabitants, by urban/rural	oui	Production des comptes nationaux	Production des comptes nationaux (définitifs et provisoires)	INS	INS, MINFI	GOUV-2
	60. Index on ICT maturity	oui	Production des comptes nationaux	Production des comptes nationaux (définitifs et provisoires)	INS	INS, MINFI	GOUV-3
	61. Manufacturing value added (MVA) as percent of GDP	oui	Production des comptes nationaux	Production des comptes nationaux (définitifs et provisoires)	INS	INS, MINFI	GOUV-4
	63. Personnel in R&D (per million inhabitants)		Production des comptes nationaux			INS, MINFI	GOUV-5
	9.2. Employment in industry (% of total employment)						
	Growth rate of GDP per employed person for the entire economy and by sector (primary, secondary, tertiary)	oui	Production des comptes nationaux	Production des comptes nationaux (définitifs et provisoires)	INS/DAE	INS, MINFI, MINEPAT	GOUV-1
8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui	56. Youth employment rate, by formal and informal sector						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers	57. Ratification and implementation of fundamental ILO labor standards and compliance in law and practice						
	1.2. Percentage of population using banking services (including mobile banking)						
	8.3. [Indicator of decent work] - to be developed						
	8.4. Household income, including in-kind services (PPP, current US\$)						
8.4 Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement, comme prévu dans le cadre décennal de programmation relatif à la consommation et à la production durables, les pays développés montrant l'exemple en la matière	15. Nitrogen use efficiency in food systems	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	16. [Crop water productivity (tons of harvested product per unit irrigation water)] - to be developed	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	49. Proportion of total water resources used (MDG Indicator)	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	52. Implicit incentives for low-carbon energy in the electricity sector (measured as US\$/MWh or US\$ per ton avoided CO2)	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	55. Country implements and reports on System of Environmental-Economic Accounting (SEEA) accounts	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	74. Consumption of ozone-depleting substances (MDG Indicator)	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	75. Aerosol optical depth (AOD)	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	79. Net GHG emissions in the Agriculture, Forest and other Land Use (AFOLU) sector (tCO2e)	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	8.9. [Indicator on implementation of 10-year framework of programs on sustainable consumption and production] - to be developed	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir	56. Youth employment rate, by formal and informal sector	OUI	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3		INS	RUR-2; SOC4

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale	57. Ratification and implementation of fundamental ILO labor standards and compliance in law and practice	OUI	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3		INS	RUR-2; SOC4
	5.1. Gender gap in wages, by sector of economic activity	OUI	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3		INS	RUR-2; SOC4
	8.5. Employment to population ratio (EPR) by gender and age group (15-64)	OUI	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3		INS	RUR-2; SOC4
	8.6. Share of informal employment in total employment	OUI	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3		INS	RUR-2; SOC4
	8.7. Percentage of own-account and contributing family workers in total employment	OUI	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3		INS	RUR-2; SOC4
8.6 D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation	NEET(percentage of youth not in education, employment or training)	oui	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3	INS	INS	SOC-3
	35. Secondary completion rates for girls and boys	oui	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3	INS	INS	SOC-3
	37. Tertiary enrollment rates for women and men	oui	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3	INS	INS	SOC-3
	56. Youth employment rate, by formal and informal sector	oui	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3	INS	INS	SOC-3
	8.8. Percentage of young people not in education, employment or training (NEET)	oui	Enquête condition de vie des ménages	ESSI 3	INS	INS	SOC-3
8.7 Prendre des mesures immédiates et efficaces pour interdire et éliminer les pires formes de travail	Percentage and number of children aged 5-14 years engaged in child labour, per sex and age group	oui	Enquête condition de vie des ménages; enquêtes emploi	ESSI 3; Enquête sur la traite et les pires formes de travail des enfants au Cameroun	INS	INS, MINTSS	SOC-1
16	57. Ratification and implementation of fundamental ILO labor standards and compliance in law and practice	oui	Enquête condition de vie des ménages; enquêtes emploi	ESSI 3; Enquête sur la traite et les pires formes de travail des enfants au Cameroun	INS	INS, MINTSS	SOC-1

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
des enfants, supprimer le travail forcé et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats	16.2. Compliance with recommendations from the Universal Periodic Review and UN Treaties	oui	Enquête condition de vie des ménages; enquêtes emploi	ESSI 3; Enquête sur la traite et les pires formes de travail des enfants au Cameroun	INS	INS, MINTSS	SOC-1
	Indicator that measures number of child soldiers	oui	Exploitation des données administratives		MINDEF	MINDEF	SOC-1
	Indicator that tracks forced labor and worst forms of labor	oui	Enquête spécifique	Enquête sur la traite et les pires formes de travail des enfants au Cameroun (voir EESI)	MINTSS	MINTSS, MINEFOP	SOC-1
8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire	57. Ratification and implementation of fundamental ILO labor standards and compliance in law and practice	oui	Exploitation des données administratives		MINTSS	MINTSS, MINEFOP	SOC-1
	8.3. [Indicator of decent work] - to be developed		Exploitation des données administratives		MINTSS		SOC-1
	16.2. Compliance with recommendations from the Universal Periodic Review and UN Treaties		Exploitation des données administratives		MINTSS		SOC-1
8.9 D'ici à 2030, élaborer et mettre en oeuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux	12.5. [Indicator on policies for sustainable tourism] - to be developed	non	Enquête dans les entreprises	Enquête emploi dans le secteur tourisme et loisirs	MINTOUL	MINTOUL	INDS- 6
8.10 Renforcer la capacité des institutions financières nationales de favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance	1.2. Percentage of population using banking services (including mobile banking)	oui	Exploitation des données administratives		MINFI	MINFI	GOUV-1

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
8.a Accroître l'appui apporté dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, y compris par l'intermédiaire du cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets	oui	Exploitation des données de sources administratives		MINCOMMERCE	MINCOMMERCE	GOUV-1
	17.7. Average tariffs imposed by developed countries on agricultural products and textiles and clothing from developing countries (MDG Indicator)	oui	Exploitation des données de sources administratives		MINCOMMERCE	MINCOMMERCE	GOUV-1
	17.8. Value of LDC exports as a percentage of global exports	oui	Exploitation des données de sources administratives		MINCOMMERCE	MINCOMMERCE	GOUV-1
	Share of Aid supporting trade as a % of total aid.	oui	Exploitation des données administratives		MINRAP/MINCOMMERCE	MINRAP/MINCOMMERCE	GOUV-2
8.b D'ici à 2020, élaborer et mettre en oeuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail	57. Ratification and implementation of fundamental ILO labor standards and compliance in law and practice	oui	Exploitation des données administratives		MINEFOP	MINEFOP	SOC-1
	56. Youth employment rate, by formal and informal sector	oui	Exploitation des données administratives		MINEFOP	MINEFOP	SOC-1
Objectif 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation							
9.1 Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès	45. Percentage of population using safely managed water services, by urban/rural (modified MDG Indicator)	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	production de l'annuaire statistique du MINTP	MINTP	MINTP, BUCREP	INFR-3
	46. Percentage of population using basic sanitation services, by urban/rural (modified MDG Indicator)	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	production de l'annuaire statistique du MINTP	MINTP	MINTP, BUCREP	INFR-3

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité	50. Share of the population using modern cooking solutions, by urban/rural	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	production de l'annuaire statistique du MINTP	MINTP	MINTP, BUCREP	INFR-3
	51. Share of the population using reliable electricity, by urban/rural	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	production de l'annuaire statistique du MINTP	MINTP	MINTP, BUCREP	INFR-3
	58. Access to all-weather road (% access within [x] km distance to road)	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	production de l'annuaire statistique du MINTP	MINTP	MINTP, BUCREP	INFR-3
	59. Mobile broadband subscriptions per 100 inhabitants, by urban/rural	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	production de l'annuaire statistique du MINTP	MINTP	MINTP, BUCREP	INFR-3
	60. Index on ICT maturity	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	production de l'annuaire statistique du MINTP	MINTP	MINTP, BUCREP	INFR-3
	9.1. Percentage of households with Internet, by type of service by urban/rural areas	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	production de l'annuaire statistique du MINTP	MINTP	MINTP, BUCREP	INFR-3
9.2 Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés	61. Manufacturing value added (MVA) as percent of GDP	oui	production des comptes nationaux	Production des comptes nationaux (définitifs et provisoires)	INS	INS	INDS 1
	9.2. Employment in industry (% of total employment)	oui					
9.3 Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles,	1.2. Percentage of population using banking services (including mobile banking)	oui	Enquête auprès des entreprises	EESI, RGE, EAE	INS	INS	INDS 1

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration dans les chaînes de valeur et sur les marchés							
9.4 D'ici à 2030, moderniser l'infrastructure et adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement, chaque pays agissant dans la mesure de ses moyens	47. Percentage of wastewater flows treated to national standards	oui	Enquête auprès des entreprises	EESI, RGE, EAE	INS	INS	INDS 1
	[and reused] - to be developed	oui	Enquête auprès des entreprises	EESI, RGE, EAE	INS	INS	INDS 1
	60. Index on ICT maturity	oui	Enquête auprès des entreprises	EESI, RGE, EAE	INS	INS	INDS 1
	62. Total energy and industry-related GHG emissions by gas and sector, expressed as production and demand-based emissions (tCO2e).	oui	Enquête auprès des entreprises	EESI, RGE, EAE	INS	INS	INDS 1
	69. Mean urban air pollution of particulate matter (PM10 and PM2.5)	oui	Enquête auprès des entreprises	EESI, RGE, EAE	INS	INS	INDS 1
	71. Percentage of urban solid waste regularly collected and well managed	oui	Enquête auprès des entreprises	EESI, RGE, EAE	INS	INS	INDS 1
9.5 Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels de tous les pays, en particulier des pays en développement, notamment en encourageant l'innovation et en augmentant de [x] % le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche et du développement pour 1 million d'habitants et en accroissant les dépenses publiques et privées consacrées à la recherche et au	63. Personnel in R&D (per million inhabitants)						
	17.4. Gross domestic expenditure on R&D as share of GDP						
	17.5. [Indicator on technology sharing and diffusion] - to be developed						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
développement d'ici à 2030							
9.a Faciliter la mise en place d'une infrastructure durable et résiliente dans les pays en développement en renforçant l'appui financier, technologique et technique apporté aux pays d'Afrique, aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
	17.5. [Indicator on technology sharing and diffusion] - to be developed	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
	17.6. [Indicator on the creation of / subscription to the Technology Bank and STI (Science, Technology and Innovation) Capacity Building Mechanism for LDCs by 2017] - to be developed	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
9.b Soutenir la recherche-développement et l'innovation technologiques nationales dans les pays en développement, notamment en instaurant des conditions propices, entre autres, à la diversification industrielle et à l'ajout de valeur aux marchandises	17.4. Gross domestic expenditure on R&D as share of GDP	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT, CAA, SNI	INDS 1
	17.6. [Indicator on the creation of / subscription to the Technology Bank and STI (Science, Technology and Innovation) Capacity Building Mechanism for LDCs by 2017] - to be developed	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT, CAA, SNI	INDS 1
9.c Accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020	59. Mobile broadband subscriptions per 100 inhabitants, by urban/rural	oui	enquête ménage et entreprise	ECAM, MICS, RGE	INS	INS, MINPOSTEL, ART, ANTIC	INDS 1
	60. Index on ICT maturity	oui	enquête ménage et entreprise	ECAM, MICS, RGE	INS	INS, MINPOSTEL, ART, ANTIC	INDS 1
	9.1. Percentage of households with Internet, by type of service by urban/rural areas	oui	enquête ménage et entreprise	ECAM, MICS, RGE	INS		INDS 1

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
Objectif 10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre							
10.1 D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 % les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable	65. Percentage of households with incomes below 50% of median income ("relative poverty")	oui	enquêtes ménages	ECAM	INS	INS	SOC-2; INFR-4;RUR-2
	64. [Indicator on inequality at top end of income distribution: GNI share of richest 10% or Palma Ratio]						
	10.1. Gini Coefficient						
10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leurs handicaps, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre	16.2. Compliance with recommendations from the Universal Periodic Review and UN Treaties						
	57. Ratification and implementation of fundamental ILO labor standards and compliance in law and practice						
	43. Percentage of seats held by women and minorities in national parliament and/or sub-national elected office according to their respective share of the population						
10.3 Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière	5. Percentage of women, men, indigenous peoples, and local communities with secure rights to land, property, and natural resources, measured by (i) percentage with documented or recognized evidence of tenure, and (ii) percentage who perceive their rights are recognized and protected.						
	43. Percentage of seats held by women and minorities in national parliament and/or sub-national elected office according to their respective share of the population						
	57. Ratification and implementation of fundamental ILO labor standards and compliance in law and practice						
10.4 Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité	10.2. Income/wage persistence (intergenerational socioeconomic mobility)						
	4. Percentage of eligible population covered by national social protection programs						
	57. Ratification and implementation of fundamental ILO labor standards and compliance in law and practice						
10.5 Améliorer la réglementation	5.1. Gender gap in wages, by sector of economic activity						
	76. [Share of companies valued at more than [\$1						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
et la surveillance des institutions et marchés financiers mondiaux et renforcer l'application des règles	billion] that publish integrated monitoring]						
	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets						
	97. Private net flows for sustainable development at market rates as share of high-income country GNI, by sector						
	10.1 Indicator on share of LDCs / LIC representatives on boards of IMF / WB (and other institutions of governance)						
10.6 Faire en sorte que les pays en développement soient davantage représentés et entendus lors de la prise de décisions dans les institutions économiques et financières internationales, afin que celles-ci soient plus efficaces, crédibles, transparentes et légitimes	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets						
	10.5. Indicator on share of LDCs / LIC representatives on boards of IMF / WB (and other institutions of governance)						
10.7 Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en oeuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées	89. Number of refugees	oui	enquêtes ménages	ECAM, RGPH	INS, BUCREP	INS, BUCREP, DGSN, SED, MINREX	SOC-2; INFR-4; RUR-2
	10.3. Human Mobility Governance Index						
	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets						
10.a Mettre en oeuvre le principe d'un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, conformément aux accords de l'Organisation mondiale du commerce	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets	oui			MINCOM MERCE		
	17.7. Average tariffs imposed by developed countries on agricultural products and textiles and clothing from developing countries						
	17.8. Value of LDC exports as a percentage of global exports						
10.b Stimuler l'aide publique au développement et les flux financiers, y compris les investissements étrangers directs, pour les États qui en ont le plus besoin, en particulier les pays les moins avancés, les pays d'Afrique, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral, conformément à leurs plans et programmes nationaux	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI						
	97. Private net flows for sustainable development at market rates as share of high-income country GNI, b						
	10.4. Net ODA to LDCs as percentage of high-income countries' GNI						
	17.1. Total Official Support for Development						
	17.2. Country Programmable Aid						
10.c D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 % les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les couloirs de transfert de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 %.	10.6. [Remittance transfer costs] - to be developed	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	RAS	BEAC national	MINFI, BEAC	

Objectif 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
11.1 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis	4. Percentage of eligible population covered by national social protection programs						
	26. [Consultations with a licensed provider in a health facility or the community per person, per year] - to be developed						
	45. Percentage of population using safely managed water services, by urban/rural (modified MDG Indicator)						
	46. Percentage of population using basic sanitation services, by urban/rural (modified MDG Indicator)						
	50. Share of the population using modern cooking solutions, by urban/rural						
	51. Share of the population using reliable electricity, by urban/rural						
	66. Percentage of urban population living in slums or informal settlements (MDG Indicator)						
11.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées	67. Percentage of people within 0.5km of public transit running at least every 20 minutes	oui	enquete menage	ECAM,EDS	INS	INS,MINHDU	SOC-2
	25. Road traffic deaths per 100,000 population	oui	exploitation des statistiques de sources administratives	prodction de l'annuaire statistique du MINHDU	MINT, SED	MINT, SED	
	58. Access to all-weather road (% access within [x] km distance to road)						
11.3 D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays	95.Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector	oui	Exploitation des données administratives		MINEPDED	MINEPDED-MINEPIA-MINEPAT-MINADER-MINMIDT-MINEE-etc.	RUR-3
	68. [Ratio of land consumption rate to population growth rate, at comparable scale] - to be developed	oui	exploitation des statistiques de sources administratives, recensements	RGPH, Production de l'annuaire statistique National	INS	BUCREP, MINFOF, MINADER, MINEPIA, INS	RUR-3

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	11.1. Number of street intersections per square kilometer						
	11.2. Existence and implementation of a national urban and settlements policy framework						
11.4 Renforcer les efforts de protection et de préservation du patrimoine culturel et naturel mondial	11.3. Percentage of cities with more than 100,000 inhabitants that are implementing risk reduction and resilience strategies informed by international frameworks (such as forthcoming Hyogo-2 framework)	oui	exploitation de source administrative		MINHDU,	MINHDU, Communauté urbaine	INFR-4
	86. Red List Index	non					
	87. Protected areas overlay with biodiversity						
11.5 D'ici à 2030, réduire considérablement le nombre de personnes tuées et le nombre de personnes touchées par les catastrophes, y compris celles d'origine hydrique, et réduire de [x] % le montant des pertes économiques dues à ces catastrophes exprimé en proportion du produit intérieur brut, l'accent étant mis sur la protection des pauvres et des personnes en situation vulnérable	6. Losses from natural disasters, by climate and non-climate-related events (in US\$ and lives lost)						
	11.3. Percentage of cities with more than 100,000 inhabitants that are implementing risk reduction and resilience strategies informed by international frameworks (such as forthcoming Hyogo-2 framework)	oui	exploitation de source administrative		MINHDU,	MINHDU, Communauté urbaine	INFR-4
11.6 D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets	71. Percentage of urban solid waste regularly collected and well managed	oui	exploitation de source administrative	production de l'annuaire statistique du MINEPDED	MINEPNDED	MINEPNDED, HYSACAM, CTD	SOC-2
	47. Percentage of wastewater flows treated to national standards [and reused] - to be developed						
	68. [Ratio of land consumption rate to population growth rate, at comparable scale] - to be developed	oui	exploitation des statistiques de sources administratives, recensements	RGPH, Production de l'annuaire statistique National	INS	BUCREP, MINFOF, MINADER, MINEPIA, INS	RUR-3
	69. Mean urban air pollution of particulate matter (PM10 and PM2.5)	oui	exploitation de source administrative	production de l'annuaire statistique du	MINEPNDED	MINEPNDED, MINMIDT, ALUCAM, etc.	SOC-2

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
				MINEPDED			
	71. Percentage of urban solid waste regularly collected and well managed						
11.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, en particulier des femmes et des enfants, des personnes âgées et des personnes handicapées, à des espaces verts et des espaces publics sûrs	70. Area of public space as a proportion of total city space	oui	exploitation de source administrative	Production de l'annuaire statistique du MINH DU	MINDHU	MINDHU, CU, CTD	SOC-2
	68. [Ratio of land consumption rate to population growth rate, at comparable scale] - to be developed	oui	exploitation des statistiques de sources administratives, recensements	RGPH, Production de l'annuaire statistique National	INS	BUCREP, MINFOF, MINADER, MINEPIA, INS	RUR-3
	11.1. Number of street intersections per square kilometer						
	11.2. Existence and implementation of a national urban and settlements policy framework						
	11.6. Percentage of consumption of food and raw materials within urban areas that are produced and delivered in/from rural areas within the country						
11.a Favoriser l'établissement de liens économiques, sociaux et environnementaux positifs entre zones urbaines, périurbaines et rurales en renforçant la planification du développement à l'échelle nationale et régionale	95.Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector	oui	Exploitation des données administratives		MINEPDED	MINEPDED-MINEPIA-MINEPAT-MINADER-MINMIDT-MINEE-etc.	RUR-3
	11.2. Existence and implementation of a national urban and settlements policy framework						
	11.6. Percentage of consumption of food and raw materials within urban areas that are produced and delivered in/from rural areas within the country						
11.b D'ici à 2020, accroître de [x] % le nombre de villes et d'établissements humains qui adoptent et mettent en oeuvre des politiques et plans d'action intégrés en faveur de l'insertion de tous, l'utilisation rationnelle des ressources, de l'adaptation aux effets des changements climatiques et de leur atténuation	11.3. Percentage of cities with more than 100,000 inhabitants that are implementing risk reduction and resilience strategies informed by international frameworks (such as forthcoming Hyogo-2 framework)	oui	exploitation de source administrative	Production de l'annuaire statistique du MINH DU	MINDHU	MINDHU, CU, MINATD, PNDP	INF 3

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
et de la résilience face aux catastrophes, et élaborer et mettre en oeuvre, conformément au cadre de Hyogo à venir, une gestion globale des risques de catastrophe à tous les niveaux							
11.c Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux	11.4. Presence of urban building codes stipulating either the use of local materials and/or new energy efficient technologies or with incentives for the same.	oui	exploitation des données de source administratives		MINEPDE D	MINEPDED	
Objectif 12. Établir des modes de consommation et de production durables							
12.1 Mettre en oeuvre le cadre décennal de programmation relatif à la consommation et la production durables avec la participation de tous les pays, les pays développés montrant l'exemple en la matière, compte tenu du degré de développement et des capacités des pays en développement	55. Country implements and reports on System of Environmental-Economic Accounting (SEEA) accounts	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	12.5. [Indicator on policies for sustainable tourism] - to be developed						
12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles	55. Country implements and reports on System of Environmental-Economic Accounting (SEEA) accounts	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	49. Proportion of total water resources used (MDG Indicator)	OUI	Enquête spécifique		MINEPDE D	MINEPDED	GOUV-1
	91. Revenues, expenditures, and financing of all central government entities are presented on a gross basis in public budget documentation and authorized by the legislature						
	12.1. [Strategic environmental and social impact assessments required] - to be developed						
	12.2. [Legislative branch oversight role regarding resource-based contracts and licenses] - to be developed						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	72. Disclosure of Natural Resource Rights Holdings						
12.3 D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte	73. Global Food Loss Index [or other indicator to be developed to track the share of food lost or wasted in the value chain after harvest]	oui	enquête agricole			MINEPIA, MINADER	RUR-3
	2.9. [Access to drying, storage and processing facilities] - to be developed						
12.4 D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement	15. Nitrogen use efficiency in food systems	Non					
	55. Country implements and reports on System of Environmental-Economic Accounting (SEEA) accounts	OUI	Enquête spécifique		MINEPDED	MINEPDED	GOUV-1
	69. Mean urban air pollution of particulate matter (PM10 and PM2.5)	oui	exploitation de source administrative	production de l'annuaire statistique du MINEPDED	MINEPNDED	MINEPNDED, MINMIDT, ALUCAM, etc.	SOC-2
	74. Consumption of ozone-depleting substances (MDG Indicator)						
	75. Aerosol optical depth (AOD)						
	12.3. [Indicator on chemical pollution] - to be developed						
12.5 D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation	47. Percentage of wastewater flows treated to national standards [and reused] - to be developed						
	71. Percentage of urban solid waste regularly collected and well managed	oui	exploitation de source administrative	production de l'annuaire statistique du MINEPDED	MINEPNDED	MINEPNDED, HYSACAM, CTD	SOC-2
	73. Global Food Loss Index [or other indicator to be developed to track the share of food lost or wasted in the value chain after harvest]	oui	enquête agricole			MINEPIA, MINADER	RUR-3
12.6 Encourager les entreprises, en particulier les grandes et les	76. [Share of companies valued at more than \$1 billion] that publish integrated monitoring] - to be						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
transnationales, à adopter des pratiques viables et à intégrer dans les rapports qu'elles établissent des informations sur la viabilité	developed						
	12.1. [Strategic environmental and social impact assessments required] - to be developed						
12.7 Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales	8.9. [Indicator on implementation of 10-year framework of programs on sustainable consumption and production] - to be developed						
12.8 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature	1. Number of countries reporting inclusion of sustainable development and lifestyles topics in formal education curricula	non					
	2. Frequency of researches online for key words with direct links with sustainable development and lifestyle	oui	exploitation de source administrative		MINPOST EL,	MINPOSTEL	
	3. Percentage of population with information and awareness on sustainable development and lifestyles in harmony with nature	oui	enquete menage	ECAM	INS	INS	
	4.1. [Percentage of girls and boys who acquire skills and values needed for global citizenship and sustainable development (national benchmarks to be developed) by the end of lower secondary] - to be developed						
12.a Aider les pays en développement à se doter des moyens scientifiques et technologiques qui leur permettent de s'orienter vers des modes de consommation et de production plus durables	63. Personnel in R&D (per million inhabitants)						
	17.6. [Indicator on the creation of / subscription to the Technology Bank and STI (Science, Technology and Innovation) Capacity Building Mechanism for LDCs by 2017] - to be developed						
	17.5. [Indicator on technology sharing and diffusion] - to be developed						
12.b Mettre au point et utiliser des outils de contrôle des impacts sur le développement durable, pour un tourisme durable qui crée des emplois et met en valeur la culture et les produits locaux	12.5. [Indicator on policies for sustainable tourism] - to be developed						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
12.c Rationaliser les subventions aux combustibles fossiles qui sont source de gaspillage, en éliminant les distorsions du marché, selon le contexte national, y compris par la restructuration de la fiscalité et l'élimination progressive des subventions nuisibles, afin de mettre en évidence leur impact sur l'environnement, en tenant pleinement compte des besoins et de la situation propres aux pays en développement et en réduisant au minimum les éventuels effets pernicieux sur le développement de ces pays tout en protégeant les pauvres et les collectivités concernées	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets						
	7.2. Fossil fuel subsidies (\$ or %GNI)						
Objectif 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions*							
13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat	6. Losses from natural disasters, by climate and non-climate-related events (in US\$ and lives lost)						
	11.4. Presence of urban building codes stipulating either the use of local materials and/or new energy efficient technologies or with incentives for the same.	oui	exploitation des données de source administratives		MINEPDE D	MINEPDED	
	13.1. [Climate Change Action Index] - to be developed						
13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales	52. Implicit incentives for low-carbon energy in the electricity sector (measured as US\$/MWh or US\$ per ton avoided CO2)	oui	<i>Enquêtes spécifiques</i>	Actualisation des indicateurs de performance du sous secteur eau et énergie	MINEE	MINEE	INFR-3
	53. Rate of primary energy intensity improvement	oui					

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
	62. Total energy and industry-related GHG emissions by gas and sector, expressed as production and demand-based emissions (tCO ₂ e)						
	77. Availability and implementation of a transparent and detailed deep decarbonization strategy, consistent with the 2°C - or below -global carbon budget, and with GHG emission targets for 2020, 2030 and 2050.						
	79. Net GHG emissions in the Agriculture, Forest and other Land Use (AFOLU) sector (tCO ₂ e)						
	80. Official climate financing from developed countries that is incremental to ODA (in US\$)						
	13.2. GHG emissions intensity of areas under forest management (GtCO ₂ e / ha)						
13.3 Améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide	77. Availability and implementation of a transparent and detailed deep decarbonization strategy, consistent with the 2°C - or below -global carbon budget, and with GHG emission targets for 2020, 2030 and 2050.						
	80. Official climate financing from developed countries that is incremental to ODA (in US\$)						
13.a Mettre en oeuvre l'engagement que les pays développés parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont pris de mobiliser ensemble auprès de multiples sources 100 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2020 pour répondre aux besoins des	80. Official climate financing from developed countries that is incremental to ODA (in US\$)						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
pays en développement en ce qui concerne les mesures concrètes d'atténuation et la transparence de leur mise en oeuvre et rendre le Fonds vert pour le climat pleinement opérationnel en le dotant dans les plus brefs délais des moyens financiers nécessaires							
13.b Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements climatiques, l'accent étant mis notamment sur les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés	77. Availability and implementation of a transparent and detailed deep decarbonization strategy, consistent with the 2°C - or below -global carbon budget, and with GHG emission targets for 2020, 2030 and 2050.						
Objectif 14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable							
14.1 D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments	part des superficies marines et cotières protégées	Oui	exploitation des données administratives	production de l'annuaire statistique du MINFOF	MINFOF	MINFOF, MINEPDED, MINEPIA, MINEPAT	RUR-3
	15. Nitrogen use efficiency in food systems	Non					
	81. Share of coastal and marine areas that are protected	oui	Exploitation des données administratives (MINEPDED)	Inventaire forestier National	MINEPDED	MINEPDED, MINFOF	INFR-3
	6.3. Proportion of the population connected to collective sewers or with on-site storage of all domestic wastewaters						
	6.6. Proportion of the flows of treated municipal wastewater that are directly and safely reused						
	14.1. Eutrophication of major estuaries						
14.2 D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les	part des superficies marines et cotières protégées	Oui	exploitation des données administratives	production de l'annuaire	MINFOF	MINFOF, MINEPDED, MINEPIA,	RUR-3

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans				statistique du MINFOF		MINEPAT	
	81. Share of coastal and marine areas that are protected	oui	Exploitation des données administratives (MINEPDED)	Inventaire forestier National	MINEPDED	MINEPDED, MINFOF	INFR-3
	87. Protected areas overlay with biodiversity						
	14.3. [Indicator on the implementation of spatial planning strategies for coastal and marine areas]- to be developed						
	14.4. Area of coral reef ecosystems and percentage live cover						
	14.12 Area of mangrove deforestation (hectares and as % of total mangrove area)						
14.3 Réduire au maximum l'acidification des océans et lutter contre ses effets, notamment en renforçant la coopération scientifique à tous les niveaux	émission nette de gaz à effets de serre provenant de l'agriculture, des forêts et des autres utilisations de terre	oui	enquêtes spécifiques; exploitation des données administratives	Production de l'annuaire statistique du MINEPDED	MINEPDED	MINEPDED-MINFOF	RUR-3
	77. Availability and implementation of a transparent and detailed deep decarbonization strategy, consistent with the 2°C - or below -global carbon budget, and with GHG emission targets for 2020, 2030 and 2050.						
	78. CO2 intensity of new power generation capacity installed (gCO2 per kWh), and of new cars (gCO2/pkm) and trucks (gCO2/tkm)	Non					
	79. Net GHG emissions in the Agriculture, Forest and other Land Use (AFOLU) sector (tCO2e)						
	13.1. [Climate Change Action Index] - to be developed						
	disponibilité et implantation d'une stratégie de décarbonisation compatible avec 2°C ou en dessous du budget global de carbone et avec des objectifs des émissions de gaz à effet de serre pour 2020-2050	Non					
	14.2. Acidité des océans	oui	opération spécifique	Monitoring environnemental	MINEPDED	MINEPDED	RUR-3

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
14.4 D'ici à 2020, réglementer efficacement la pêche, mettre un terme à la surpêche, à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et aux pratiques de pêche destructrices et exécuter des plans de gestion fondés sur des données scientifiques, l'objectif étant de rétablir les stocks de poissons le plus rapidement possible, au moins à des niveaux permettant d'obtenir un rendement constant maximal compte tenu des caractéristiques biologiques	82. Pourcentage de tonnage de poisson débarqué dans la limite du rendement maximum durable	oui	Données administratives et enquêtes spécifiques	Evaluation des stocks halieutiques	MINEPIA	MINEPIA	RUR-3
	14.5. Proportion of fish stocks within safe biological limits (MDG Indicator)	Oui	Données administratives et enquêtes spécifiques	Evaluation des stocks halieutiques	MINEPIA	MINEPIA	RUR-3
	14.7. Does flag state require International Maritime Organization (IMO) numbers and transponders for all fishing vessels more than 24 meters or 100 tons						
	14.8. existence d'une surveillance satellitaire des pêches au niveau régional	oui	exploitation des données administratives			MINEPIA	MINEPIA
14.5 D'ici à 2020, préserver au moins 10 % des zones marines et côtières, conformément au droit national et international et compte tenu des meilleures informations scientifiques disponibles	81. Share of coastal and marine areas that are protected	oui	Exploitation des données administratives (MINEPDED)	Inventaire forestier National	MINEPDED	MINEPDED, MINFOF	INFR-3
	14.3. [Indicator on the implementation of spatial planning strategies for coastal and marine areas]- to be developed						
14.6 D'ici à 2020, interdire les subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, supprimer celles qui favorisent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée et s'abstenir d'en accorder de nouvelles, sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays en développement et aux pays les moins avancés doit faire partie intégrante des négociations sur les subventions à la pêche menées dans le cadre de l'Organisation mondiale du	82. Pourcentage de tonnage de poisson débarqué dans la limite du rendement maximum durable	oui	Données administratives et enquêtes spécifiques	Evaluation des stocks halieutiques	MINEPIA	MINEPIA	RUR-3
	14.5. Proportion of fish stocks within safe biological limits (MDG Indicator)	Oui	Données administratives et enquêtes spécifiques	Evaluation des stocks halieutiques	MINEPIA	MINEPIA	RUR-3
	14.6. Percentage of fisheries with sustainable certification	Non					

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
commerce ⁽²⁾							
14.7 D'ici à 2030, faire mieux bénéficier les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés des retombées économiques de l'exploitation durable des ressources marines, notamment grâce à une gestion durable des pêches, de l'aquaculture et du tourisme	82. Pourcentage de tonnage de poisson débarqué dans la limite du rendement maximum durable	Oui	Données administratives et enquêtes spécifiques	Evaluation des stocks halieutiques	MINEPIA	MINEPIA	RUR-3
	14.6. Percentage of fisheries with sustainable certification	Non					
	14.7. Does flag state require International Maritime Organization (IMO) numbers and transponders for all fishing vessels more than 24 meters or 100 tons						
	Nombre de bateaux immatriculés à l'OMI et équipés de transbordeurs	Oui	exploitation des données administratives	annuaire MINEPIA	MINEPIA	MINEPIA	RUR-3
	14.8. existence d'une surveillance satellitaire des pêches au niveau régional	Oui	exploitation des données administratives		MINEPIA	MINEPIA	RUR-3
	14.9. [Use of destructive fishing techniques] - Indicator to be developed	Non					
	14.10. [Indicator on access to marine resources for small-scale artisanal fishers] - to be developed	Non					
14.12 Area of mangrove deforestation (hectares and as % of total mangrove area)	Oui	enquêtes spécifiques; exploitation des données administratives	Production de l'annuaire statistique du MINEPDED	MINEPDED	MINEPDED-MINFOF	RUR-3	
14.a Approfondir les connaissances scientifiques, renforcer les capacités de recherche et transférer les techniques marines, conformément aux Critères et principes directeurs de la Commission océanographique intergouvernementale concernant le transfert de techniques marines, l'objectif étant d'améliorer la santé des océans et de renforcer la contribution de la	63. Personnel in R&D (per million inhabitants)						
	14.9. [Use of destructive fishing techniques] - Indicator to be developed	Non					
	14.11. [Indicator on transferring marine technology] - to be developed						
	14.10. [Indicator on access to marine resources for small-scale artisanal fishers] - to be developed	Non					

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
biodiversité marine au développement des pays en développement, en particulier des petits États insulaires en développement et des pays les moins avancés							
14.b Garantir aux petits pêcheurs l'accès aux ressources marines et aux marchés	14.9. [Use of destructive fishing techniques] - Indicator to be developed	Non					
	14.10. [Indicator on access to marine resources for small-scale artisanal fishers] - to be developed	Non					
14.c Veiller à ce que les États parties appliquent pleinement les dispositions du droit international, énoncées dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, y compris, le cas échéant, celles des régimes régionaux et internationaux en vigueur relatifs à la préservation et à l'exploitation durable des océans et de leurs ressources	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
Objectif 15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité							
15.1 D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux	49. Proportion des ressources totales en eau utilisée (Indicateur OMD)	non					
	83. Variation annuelle des superficies de forêt et des surfaces cultivées (Indicateur OMD modifié)	oui	Recensements agricoles, inventaires forestiers,	inventaire forestier national	MINFOF	MINADER-MINFOF	RUR-1; RUR-3
				RGAE	MINADER		RUR-1; RUR-2; RUR-3
84. Superficie forestière en dessous du seuil de gestion durable (% de la superficie totale des forêts)	oui	Exploitation des statistiques administratives	Production de l'annuaire statistique du MINFOF	MINFOF	MINFOF	RUR-1; RUR-3	

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
15.2 D'ici à 2020, promouvoir la gestion durable de tous les types de forêt, mettre un terme à la déforestation, restaurer les forêts dégradées et accroître de [x] % le boisement et le reboisement au niveau mondial	84. Superficie forestière en dessous du seuil de gestion durable (% de la superficie totale des forêts)	oui	Exploitation des données administratives	Production de l'annuaire statistique du MINFOF	MINFOF	MINFOF	RUR-1; RUR-3
	85. Variation annuelle des terres arables dégradées ou désertifiées (% ou ha)	oui	Exploitation des données administratives	production de l'annuaire statistique du MINEPDED	MINEPDED	MINEPDED	RUR-3
	15.1.Amélioration de la sécurité d'occupation et la gouvernance des forêts	oui	Exploitation des statistiques administratives		MINFOF	MINFOF	
15.3 D'ici à 2020, lutter contre la désertification, restaurer les terres et sols dégradés, notamment les terres touchées par la désertification, la sécheresse et les inondations, et s'efforcer de parvenir à un monde sans dégradation des sols	85. Variation annuelle des terres arables dégradées ou désertifiées (% ou ha)						
	Superficie des plantations créées; nombre de plants mis en terre; taux de survie	oui	Exploitation des statistiques administratives	Production de l'annuaire statistique du MINFOF	MINFOF	MINFOF	RUR-3
15.4 D'ici à 2030, assurer la préservation des écosystèmes montagneux, notamment de leur biodiversité, afin de mieux tirer parti de leurs bienfaits essentiels pour le développement durable	15.2.[Indicator on the conservation of mountain ecosystems] - to be developed						
	15.9.index de viabilité de la planète	non					
	Nombre d'écosystèmes ayant bénéficié annuellement d'un statut particulier (classement)	oui	Exploitation des statistiques administratives	Production de l'annuaire statistique du MINFOF	MINFOF	MINFOF	RUR-3
15.5 Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction	86. Indice de la Liste Rouge	non					
	87. Les aires protégées qui interfèrent avec la biodiversité	non					
	15.9.index de viabilité de la planète	non					
15.6 Partager, de manière juste et équitable, les bénéfices découlant de l'utilisation des ressources	15.4. [Indicator on access to genetic resources] - to be developed						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
génétiques et promouvoir un accès approprié à celles-ci							
15.7 Prendre d'urgence des mesures pour mettre un terme au braconnage et au trafic d'espèces végétales et animales protégées et s'attaquer au problème sous l'angle de l'offre et de la demande	86. Indice de la Liste Rouge	non					
	15.8. [Indicator on global support to combat poaching and trafficking of protected species] - to be developed						
15.8 D'ici à 2020, prendre des mesures pour empêcher l'introduction d'espèces exotiques envahissantes, atténuer sensiblement les effets que ces espèces ont sur les écosystèmes terrestres et aquatiques et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires	15.5. L'abondance des espèces exotiques envahissantes						
15.9 D'ici à 2020, intégrer la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale, dans les mécanismes de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans la comptabilité	55. Country implements and reports on System of Environmental-Economic Accounting (SEEA) accounts	oui	exploitation des données de source administratives		MINEPDE D	MINEPDED	
	15.3.Indice de vitalité des connaissances écologiques traditionnelles	oui	statistiques de source administrative		MINEPDE D	MINEPDED	
15.a Mobiliser des ressources financières de toutes provenances et les augmenter nettement pour préserver la biodiversité et les écosystèmes et les exploiter durablement	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
	95. Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector	oui	Exploitation des données administratives		MINEPDE D	MINEPDED-MINEPIA-MINEPAT-MINADER-MINMIDT-MINEE-etc.	RUR-3
	97. Private net flows for sustainable development at market rates as share of high-income country GNI, by sector	non					
	15.6. [Indicator on financial resources for biodiversity and ecosystems] - to be developed						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
15.b Mobiliser d'importantes ressources de toutes provenances et à tous les niveaux pour financer la gestion durable des forêts et inciter les pays en développement à privilégier ce type de gestion, notamment aux fins de la préservation des forêts et du reboisement	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI	oui	comptabilité nationale		INS	INS, MINEPAT	INDS 1
	95. Les recettes intérieures consacrées au développement durable par secteur (% du RNB)	oui	Exploitation des données administratives		MINEPDE	MINEPDED-MINEPIA-MINEPAT-MINADER-MINMIDT-MINEE-etc.	
	97. Private net flows for sustainable development at market rates as share of high-income country GNI, by sector	non					
	15.7. [Indicator on financial resources for sustainable forest management] - to be developed						
15.c Apporter, à l'échelon mondial, un soutien accru à l'action menée pour lutter contre le braconnage et le trafic d'espèces protégées, notamment en donnant aux populations locales d'autres moyens d'assurer durablement leur subsistance	86. Indice de la Liste Rouge	non					
	87. Protected areas overlay with biodiversity						
	15.8. [Indicator on global support to combat poaching and trafficking of protected species] - to be developed						
Objectif 16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes							
16.1 Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés	38. Prevalence of girls and women 15-49 who have experienced physical or sexual violence [by an intimate partner] in the last 12 months	oui	enquete menage	ECAM, MICS	INS	INS, MINAS	SOC-1; SOC-2
	88. Violent injuries and deaths per 100,000 population	oui	enquete menage	ECAM, MICS	INS	INS, MINAS	SOC-1; SOC-2
	89. Number of refugees	oui	enquete menage	ECAM, MICS	INS	INS, MINAS	SOC-1; SOC-2
16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants	57. Ratification and implementation of fundamental ILO labor standards and compliance in law and practice	oui	exploitation de sources administratives	Production de l'annuaire statistique du MINJUSTICE	MINJUSTICE	MINJUSTICE, INS	GOUV-1; GOUV-2
	88. Violent injuries and deaths per 100,000 population	oui	exploitation de sources administratives	Production de l'annuaire statistique du	MINJUSTICE	MINJUSTICE, INS	GOUV-1; GOUV-2

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
				MINJUSTICE			
	4.11. Presence of legal frameworks that guarantee the right to education for all children for early childhood and basic education, and that guarantee a minimum age of entry to employment not below the years of basic education	oui	exploitation de sources administratives	Production de l'annuaire statistique du MINJUSTICE	MINJUSTICE	MINJUSTICE, INS	GOUV-1; GOUV-2
	16.2. Compliance with recommendations from the Universal Periodic Review and UN Treaties	oui	exploitation de sources administratives	Production de l'annuaire statistique du MINJUSTICE	MINJUSTICE	MINJUSTICE, INS	GOUV-1; GOUV-2
16.3 Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité	39. Percentage of referred cases of sexual and gender-based violence against women and children that are investigated and sentenced	oui	enquête ménage	MICS/EDS	INS	INS	SOC-1
	16.2. Compliance with recommendations from the Universal Periodic Review and UN Treaties	oui	exploitation de sources administratives		MINJUSTICE	MINJUSTICE, INS	SOC-1
	16.3. Frequency of payment of salaries within security forces	oui	exploitation de sources administratives		INS, MINFI	INS, MINFI	GOUV-1; GOUV-2
	16.5. Percentage of total detainees who have been held in detention for more than 12 months while awaiting sentencing or a final disposition of their case, by sex	oui	exploitation de sources administratives	Production de l'annuaire statistique du MINJUSTICE	MINJUSTICE	INS, MINJUSTICE	GOUV-1; GOUV-2
16.4 D'ici à 2030, réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes les formes de criminalité organisée	90. Proportion of legal persons and arrangements for which beneficial ownership information is publicly available	oui	exploitation de sources administratives	Production de l'annuaire statistique du MINJUSTICE	MINDEF/SED, DGSN	MINDEF/SED, DGSN	GOUV 1
	16.6. [Indicator on illicit financial flows] - to be developed	oui		Production de l'annuaire statistique du MINJUSTICE	MINDEF/SED, DGSN	MINDEF/SED, DGSN	GOUV 1

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
16.5 Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-devin sous toutes leurs formes	91. Revenues, expenditures, and financing of all central government entities are presented on a gross basis in public budget documentation and authorized by the legislature	oui	exploitation de sources administratives		CONAC	CONAC	GOUV-1
	94. Perception of public sector corruption	oui	exploitation de sources administratives		CONAC	CONAC	GOUV-1
	16.4. Percentage of people and businesses that paid a bribe to a public official, or were asked for a bribe by a public official, during the last 12 months	oui	exploitation de sources administratives		CONAC	CONAC	GOUV-1
16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux	91. Revenues, expenditures, and financing of all central government entities are presented on a gross basis in public budget documentation and authorized by the legislature	oui	exploitation de sources administratives	ECAM, PETS	MINFI	MINFI	GOUV- 1
	94. Perception of public sector corruption	oui	exploitation de sources administratives	ECAM, PETS	MINFI	MINFI	GOUV- 1
	16.2. Compliance with recommendations from the Universal Periodic Review and UN Treaties	oui	exploitation de sources administratives	ECAM, PETS	MINFI	MINFI	GOUV- 1
16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions	43. Percentage of seats held by women and minorities in national parliament and/or sub-national elected office according to their respective share of the population (modified MDG Indicator)	oui	enquete menage	ECAM	INS	INS	GOUV- 1
	16.8. Representation of women among mediators, negotiators and technical experts in formal peace negotiations	oui	enquete menage	ECAM	INS	INS	GOUV- 1
16.8 Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on		exploitation de sources administratives				GOUV- 1
	relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets	oui					

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
16.9 D'ici à 2030, garantir à tous une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances	92. Percentage of children under age 5 whose birth is registered with a civil authority	oui	exploitation de sources administratives	annuaire	BUNEC	BUNEC	SOC -2
16.10 Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux	93. Existence and implementation of a national law and/or constitutional guarantee on the right to information	oui	exploitation de sources administratives	Production de l'annuaire statistique du MINCOM	PM, ANTIC, MINPOST EL	PM, ANTIC, MINPOSTEL	GOUV-3
	16.9. Number of journalists and associated media personnel that are physically attacked, unlawfully detained or killed as a result of pursuing their legitimate activities.	oui	exploitation de sources administratives	Production de l'annuaire statistique du MINCOM	PM, ANTIC, MINPOST EL	PM, ANTIC, MINPOSTEL	GOUV-3
16.a Appuyer, notamment dans le cadre de la coopération internationale, les institutions nationales chargées de renforcer, à tous les niveaux, les moyens de prévenir la violence et de lutter contre le terrorisme et la criminalité, en particulier dans les pays en développement	16.7. [Indicator on international cooperation in preventing violence and combating terrorism and crime] – to be developed	oui	exploitation de sources administratives	production des annuaires statistiques du SED, de la DGSN et du MINDEF	SED, MINDEF, DGSN	SED, MINDEF, DGSN	GOUV-1
16.b Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable	16.b.1: Proportion of the population reporting and perceiving to be discriminated against directly and/or indirectly	oui	enquete menage	ECAM	INS	MINPROFF, MINAS	SOC-1
	16.2. Compliance with recommendations from the Universal Periodic Review and UN Treaties	oui	exploitation de sources administratives	ECAM, PETS	INS	MINPROFF, MINAS	SOC-1
	16.b.2: Proportion of the population satisfied with the quality of public services, disaggregated by service	oui	exploitation de sources administratives	ECAM, PETS	INS	MINPROFF, MINAS	SOC-1
Objectif 17. Renforcer les moyens de mettre en oeuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser							
17.1 Améliorer, notamment grâce à l'aide internationale aux pays en développement, la mobilisation de ressources nationales en vue de renforcer les capacités nationales de collecte de l'impôt et d'autres recettes	90. Proportion of legal persons and arrangements for which beneficial ownership information is publicly available						
	95. Domestic revenues allocated to sustainable development as percent of GNI, by sector						
	17.3. [Indicator on debt sustainability]						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
17.2 Faire en sorte que les pays développés honorent tous les engagements pris en matière d'aide publique au développement, notamment qu'ils consacrent 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide aux pays en développement, entre 0,15 % et 0,20 % de ce revenu devant être alloué à l'aide aux pays les moins avancés	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI						
	17.10. Percent of official development assistance (ODA), net private grants, and official climate finance channeled through priority pooled multilateral financing mechanisms						
17.3 Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement	97. Private net flows for sustainable development at market rates as share of high-income country GNI, by sector						
	17.1. Total Official Support for Development						
	17.2. Country Programmable Aid						
	17.10. Percent of official development assistance (ODA), net private grants, and official climate finance channeled through priority pooled multilateral financing mechanisms						
17.4 Aider les pays en développement à rendre leur dette viable à long terme au moyen de politiques concertées visant à favoriser le financement de la dette, son allègement ou sa restructuration, selon le cas, et réduire le surendettement en réglant le problème de la dette extérieure des pays pauvres très endettés	17.3. [Indicator on debt sustainability]	oui	exploitation des données administratives		MINEPAT	MINEPAT+sectoriels concernés	
17.5 Adopter et mettre en oeuvre des systèmes de promotion de l'investissement en faveur des pays les moins avancés	17.8. Value of LDC exports as a percentage of global exports						
	17.9. [Indicator on investment promotion regimes for LDCs]						
17.6 Renforcer l'accès à la science, à la technologie et à	59. Mobile broadband subscriptions per 100 inhabitants, by urban/rural						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
l'innovation et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale dans ces domaines et améliorer le partage des savoirs selon des modalités arrêtées d'un commun accord, notamment en coordonnant mieux les mécanismes existants, en particulier au niveau de l'Organisation des Nations Unies, et dans le cadre d'un mécanisme mondial de facilitation des technologies qui pourrait être arrêté	60. Index on ICT maturity						
	63. Personnel in R&D (per million inhabitants)						
	17.5. Indicator on technology sharing and diffusion						
17.7 Promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement en faveur des pays en développement, à des conditions favorables, y compris privilégiées et préférentielles, arrêtées d'un commun accord	17.5. [Indicator on technology sharing and diffusion]						
	17.6. [Indicator on the creation of / subscription to the Technology Bank and STI (Science, Technology and Innovation) Capacity Building Mechanism for LDCs by 2017]						
17.8 Faire en sorte que la banque de technologies et le mécanisme de renforcement des capacités scientifiques et technologiques et des capacités d'innovation des pays les moins avancés soient pleinement opérationnels d'ici à 2017 et renforcer l'utilisation des technologies clés, en particulier l'informatique et les communications	17.5. [Indicator on technology sharing and diffusion] developed						
	17.6. [Indicator on the creation of / subscription to the Technology Bank and STI (Science, Technology and Innovation) Capacity Building Mechanism for LDCs by 2017]						
17.9 Apporter, à l'échelon international, un soutien accru	17.1. Total Official Support for Development						
	17.2. Country Programmable Aid						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire	17.3. [Indicator on debt sustainability]						
	17.4. Gross domestic expenditure on R&D as share of GDP						
	17.5. [Indicator on technology sharing and diffusion]						
	17.6. [Indicator on the creation of / subscription to the Technology Bank and STI (Science, Technology and Innovation) Capacity Building Mechanism for LDCs by 2017]						
	17.7. Average tariffs imposed by developed countries on agricultural products and textiles and clothing from developing countries						
	17.8. Value of LDC exports as a percentage of global exports						
	17.9. [Indicator on investment promotion regimes for LDCs]						
17.10 Promouvoir un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, notamment grâce à la tenue de négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement	17.7. Average tariffs imposed by developed countries on agricultural						
	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets						
	17.8. Value of LDC exports as a percentage of global exports						
17.11 Accroître nettement les exportations des pays en développement, en particulier en vue de doubler la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales d'ici à 2020	17.9. [Indicator on investment promotion regimes for LDCs]						
	17.7. Average tariffs imposed by developed countries on agricultural						
	17.8. Value of LDC exports as a percentage of global exports						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
17.12 Permettre l'accès rapide de tous les pays les moins avancés aux marchés en franchise de droits et hors contingent, conformément aux décisions de l'Organisation mondiale du commerce, notamment en veillant à ce que les règles préférentielles applicables aux importations provenant des pays les moins avancés soient transparentes et simples et facilitent l'accès aux marchés	17.7. Average tariffs imposed by developed countries on agricultural products and textiles and clothing from developing countries						
	17.8. Value of LDC exports as a percentage of global exports						
	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets					OMC	
17.13 Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment en favorisant la coordination et la cohérence des politiques	54. GNI per capita (PPP, current US\$ Atlas method)						
	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets						
17.14 Renforcer la cohérence des politiques de développement durable	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets	Non			PNUE		
17.15 Respecter la marge de manoeuvre et l'autorité de chaque pays en ce qui concerne l'élaboration et l'application des	98. Annual report by Bank for International Settlements (BIS), International Accounting Standards Board (IASB), International Financial Reporting Standards (IFRS), International Monetary Fund (IMF),	Non				BM, FMI, PNUE	

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
politiques d'élimination de la pauvreté et de développement durable	World Intellectual Property Organization (WIPO), World Trade Organization (WTO) [other organizations to be added] on relationship between international rules and the SDGs and the implementation of relevant SDG targets						
17.16 Renforcer le partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable	96. Official development assistance and net private grants as percent of GNI						
17.17 Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats publics - privé et les partenariats avec la société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière	17.10. Percent of official development assistance (ODA), net private grants, and official climate finance channeled through priority pooled multilateral financing mechanisms						
17.18 D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance	55. Country implements and reports on System of Environmental-Economic Accounting (SEEA) accounts						
	99. Share of SDG Indicators that are reported annually						

cible	Indicateur	calculable au niveau du SSN	Opération Requise	opérations programmées	structure responsable	administrations concernées	Programme sectoriel/ objectif identifié dans le DSCE
		Oui/Non					
ethnique, statut migratoire, handicap, emplacement géographique et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays							
17.19 D'ici à 2030, tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut, et appuyer le renforcement des capacités statistiques des pays en développement	100. Evaluative Wellbeing and Positive Mood Affect						

A8. Budgétisation des activités permettant le suivi les Objectifs de Développement Durable

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Coût total sur la période	Agence principale d'exécution
Actualiser les indicateurs de performance du sous secteur eau et énergie	130	130	130	130	40	40	600	MINEE
Produire la carte scolaire de l'éducation de base	160	160	160	160	160	160	960	MINEDUB
Produire la carte scolaire de l'enseignement secondaire	150	150	150	150	150	150	900	MINESEC
produire la carte universitaire	50	50	50	50	50	50	300	MINESUP
Produire les comptes nationaux (définitifs et provisoires)								INS
Mettre en place une base de données fiscales								MINFI/DGLINS
Réaliser l'enquête annuelle dans les entreprises	70	70	70	70	70	70	420	INS/D.S.E
Finaliser les travaux d'ECAM4 et réaliser ECAM5	500	200			3000	1000	4700	INS
Réaliser la 5ème Enquête Démographique et de Santé (EDS)	1000	974					1974	UNFPA-USAID
Réaliser Les 3ème et 4ème Enquêtes sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI)	700	300			200	800	2000	INS
Réaliser l'enquête annuelle sur la consommation énergétique								MINEE
Réaliser des Enquêtes et études statistiques nationales sur les indicateurs de la science, la technologie et l'innovation au Cameroun	94	136	509	45	15	15	814	MINRESI
Réaliser l'enquête de référence sur la pluviométrie, les catastrophes naturelles , etc,								INS-MINATD
Réaliser une enquête de référence sur la santé, l'éducation, l'emploi des jeunes	100						100	MINEFOP
Réaliser l'enquête de référence sur la situation socio-économique des groupes vulnérables, les habitants de la rue et les fléaux sociaux		80					80	MINAS
Réaliser l'enquête emploi dans le secteur tourisme et loisirs	62						62	MINTOUL
Réaliser l'enquête nationale sur le niveau de pénétration et d'utilisation des TIC au Cameroun			300		300		600	MINPOSTEL
Réaliser l'enquête pastorale annuelle (ou Enquêtes annuelles sur l'élevage)		100	100	100	100	100	500	MINEPIA
Réaliser l'enquête sur la traite et les pires formes de travail des enfants au Cameroun (voir EESI)		200					200	MINTSS
Réaliser l'enquête sur l'accès à la propriété foncière		500			500		1 000	MINDCAF
Réaliser des enquêtes pour les indicateurs du travail et de la sécurité sociale (travail des enfants, conditions de travail en entreprise, organisations syndicales, etc.)	40	85	40	40	40	40	285	MINTSS
Réaliser l'enquête sur les chaînes de valeur d'élevage	100	100	100	100			400	MINEPIA
Réaliser l'enquête sur l'impact des politiques de promotion des PME, des OES, des UPA sur l'économie		30	50				80	

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Coût total sur la période	Agence principale d'exécution
Enquêtes de productivité des cheptels	120		120		120		360	MINEPIA
Réaliser l'enquête PASEC 2018		50	60	140			250	MINEDUB/ MINESEC
Réaliser les enquêtes sur les infrastructures scolaires		80			100		180	MINEDUB/ MINESEC
Réaliser l'Étude des dépenses publiques de base dans le secteur de l'Agriculture au Cameroun							120	MINEDER/MINEPAT
Réaliser l'étude sur les programmes et les approches d enseignement		30			40		70	MINEDUB/ MINESEC
Réaliser l'étude sur les programmes scolaires		30			50		80	MINEDUB/ MINESEC
Réaliser l'évaluation de la ressource en eau et l'usage (PANGIRE/MINEE)								MINEE
réaliser l'évaluation des stocks halieutiques			350				350	MINEPIA
Réaliser l'Inventaire Forestier National		2 000	1 000	1 000			4 000	MINFOF
Réaliser l'Inventaire des Routes Rurales Phase III	850						850	MINTP-INS
Finaliser la 5ème Enquête à Indicateurs Multiples (MICS) et réaliser MICS 6			450	300			750	INS
Mettre en place une base de données sur le changement climatique	319	200					519	MINEPDED/INS
Effectuer le Monitoring environnemental								MINEPDED
Réalisé une enquête de type PETS								INS
Réaliser le Plan de zonage	1 100	400				1 100	2 600	MINEPAT/DGPAT
Produire l'annuaire statistique du MINSANTE								MINSANTE
Produire l'annuaire statistique du MINTSS	30	30	30	30	30	30	180	MINTSS
Produire l'annuaire statistique du MINEPDED	16						16	MINEPDED
Produire l'annuaire statistique du MINEPIA	34	34	34				102	MINEPIA
Produire l'annuaire statistique du National	20	20	20	20	20	20	120	INS
Produire l'annuaire statistique du MINCOM	16	50	55	60	65	70	316	MINCOMMERCE
Produire l'annuaire statistique du MINDEF / SED		25	25	25	25	25	125	SED
Produire l'annuaire statistique du MINJEU	25						25	MINJEC
Produire l'annuaire statistique du MINPROFF	50	50	50	50	50	50	300	MINPROFF
Produire l'annuaire statistique du MINEE	142	142	142	142	142	142	852	MINEE
Produire l'annuaire statistique du MINJUSTICE		25	25	25	25	25	125	MINJUSTICE

Opérations	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Coût total sur la période	Agence principale d'exécution
Produire l'annuaire statistique du MINT	15	15	15	15	15	15	90	MINT
Produire l'annuaire statistique du MINTP	45	45	45	45	45	45	270	MINTP
Produire l'annuaire statistique du MINAS	50	50	50	50	50	50	300	MINAS
Produire l'annuaire statistique du MINATD	20	35	35	35	35	35	195	MINATD
Produire l'annuaire statistique du MINHDU		20	35	35	35	35	160	MINHDU
Produire l'annuaire statistique du MINESUP	20	20	20	20	20	20	120	MINESUP
Produire l'annuaire statistique du MINFOF	30	30	30	30	30	30	180	MINFOF
Produire l'annuaire statistique du MINJEC	25						25	MINJEC
Produire l'annuaire statistique du MINEFOP	20	20	20	20	20	20	120	MINEFOP
Produire l'annuaire statistique de la DGSN		30	30	30	30	30	150	
Mettre en place des SIG (établissements scolaires et sanitaires)		107	20	15	15	5	162	MINEDUB- MINESEC- MINSANTE- MINESUP
Réaliser le Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage	9214		1786				11 000	MINADER-MINEPIA
Réaliser les 2 ^{ème} et 3 ^{ème} Recensement Général des Entreprises	1200					1400	2 600	INS/D.S.E
Réaliser le 4 ^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat	19992	1697	1219	1155			24 063	BUCREP
Réaliser l'étude sur l'évaluation de la mise en œuvre des documents de planification dans les villes de plus de 100 000 habitants.				100			100	MINHDU-INS